

Le Waterloo du «condottiere»

Carlo De Benedetti a vécu son Waterloo, jeudi 14 avril, dans le combat qu'il menait pour la conquête de la Société générale de Belgique. A-t-il quelques chances de prendre sa revanche ? Rien ne l'indique pour le moment, même si l'homme d'affaires italien compte sur la procédure pour se faire rendre justice.

Tout laisse à penser que l'on va parler encore longtemps de ce qui apparaît, en première analyse, comme un affrontement belge-italien. En réalité, c'est une partie beaucoup plus importante qui se joue à Bruxelles autour d'un empire qui contrôle le tiers des activités économiques de la Belgique. Dans cette affaire, ce sont en premier lieu les réflexes nationalistes qui ont joué : un pays se sentait attaqué à travers les prétentions du «condottiere». On en oublie presque les querelles intestines, et les Wallons de la Société générale acceptaient sans barguigner le secours du Flamand Leysen, PDG de Gevaert.

Les dirigeants de la «vieille dame» ont fait jouer ce réflexe belge jusqu'au bout. Mais, en réalité et par la force des choses, l'essentiel du combat s'est livré sur le sol français. Carlo De Benedetti, opérant au travers de sa filiale Carus, s'est trouvé opposé à un autre groupe français : celui de Suez, dont il est, ne l'oublions pas, l'un des actionnaires.

L'imbroglio démontre la vacuité des frontières dans le grand jeu des OPA (offres publiques d'achat), dont les pays industrialisés sont aujourd'hui le théâtre. Vacuité qui n'est toujours pas admise, puisque le ministre français de l'économie lui-même a pu prétendre qu'une telle chose ne se produirait pas dans l'Hexagone sans qu'il intervienne. Mais vanité tout de même, dont l'affaire de la Générale de Belgique donne l'exemple.

N'a-t-on pas vu, en effet, par la suite, Gevaert tourner casaque pour se rapprocher du clan italien et l'UAP se ranger sans détours aux côtés du groupe belge par fidélité à Suez ? Dieu sait pourtant que les sollicitations n'ont pas manqué pour faire entrer le président de l'UAP dans les vus de Carlo De Benedetti. C'est un nouvel empire des assurances qui aurait pu se construire, de Turin à Bruxelles en passant par Paris, si le président Dromer n'était laissé convaincre.

Qu'il n'en ait rien fait prouve que d'autres intérêts ont été mis en balance, sans que soit posée, peut-être, la question essentielle. Faut-il encore, aujourd'hui, parler d'une lutte entre États dès lors qu'il s'agit d'opérations qui s'effectuent sur le territoire de la Communauté européenne ? Qui peut prétendre que nous soyons à la veille de l'instauration du marché unique si celui-ci est suspecté parce qu'il est italien et celui-là parce qu'il est belge ? A ce titre, la constitution de «cercles durs» destinés le plus souvent à défendre des sociétés nationales contre les attaques de l'étranger risque d'apparaître comme un comportement surarmé, comme la survie d'un nationalisme économique qui, toutes les opérations en cours le prouvent, est de plus en plus anachronique.

(Lire nos Informations page 28.)

M 0147 - 04160 - 4,50 F



3790147004500 04160

Le revers commercial américain

Les marchés financiers sont à nouveau ébranlés

Les marchés financiers, déstabilisés le jeudi 14 avril par l'annonce d'un mauvais résultat du commerce extérieur américain - 13,8 milliards de dollars de déficit en février - n'ont guère été convaincus par les fortes interventions concertées des banques centrales pour stopper la chute du billet vert. Paris ouvrait, le vendredi 15 avril, en baisse de 2 % et Londres de 1,3 %. Asparavani, Tokyo avait limité les dégâts de Wall Street.

Il aura suffi, une fois de plus, d'un mauvais résultat du commerce extérieur américain pour que le fragile équilibre né de la concertation internationale soit ébranlé. La chute du dollar et celle de Wall Street ont été les plus spectaculaires, le jeudi 14 avril. La perte de 101 points (-4,8 %) du Dow Jones a ravivé les craintes d'un nouveau krach, entamées depuis celui d'octobre dernier par la persistance de la croissance mondiale. Les places européennes suivaient le mouvement : Paris et Londres perdaient plus de 1 %.

Pris en défaut de crédibilité après avoir assuré, dans un communiqué émanant, que les déséquilibres mondiaux étaient en voie de résorption, le groupe des Sept passait à la contre-offensive. Les Banques centrales matraquaient la spéculation et rattachaient dans une opération parfaitement orchestrée, pour quelques 2 milliards de dollars. La devise américaine terminait la journée très en deçà de ses niveaux du mercredi 13 avril. Une nouvelle alerte, à Tokyo, le vendredi 15 avril, était immédiatement contrée par la Banque du Japon, et le dollar se stabilisait dans la

matinée, en Europe, autour de 124 yens, contre 126,25 à la veille de l'annonce du revers commercial américain. Le billet vert s'échangeait à 165,10 DM, contre 168,7, et à 5,64 FF contre 5,73. Mais les places boursières ouvraient en baisse, de 2 % à Paris, de 1,3 % à Londres.

Les ministres des finances et les gouverneurs des Banques centrales, réunis à Washington à l'occasion de la conférence internationale, la plus haute instance du Fonds monétaire international, ont tenté de minimiser ce coup de tabac. La tendance fondamentale reste bonne, ont-ils tous assuré et, en dépit de la rechute de février, le déficit commercial américain s'amenuisera cette année. Convaincus de l'impuissance des gouvernements, paralysés par l'élection présidentielle américaine notamment, les opérateurs pourraient cependant tenter à nouveau la détermination du groupe des Sept. L'évolution des marchés, lundi, donnera une sérieuse indication.

(Lire page 27, les articles de FRANÇOISE CROUGNEAU et de CHARLES LESCAUT.)

Un appel de Moscou au mouvement communiste international

La «glasnost» à la conquête des PC étrangers

MOSCOU
de notre correspondant

Loin de reculer devant la pression idéologique des conservateurs, M. Gorbatchev et ses amis viennent au contraire d'élargir le débat sur l'état réel du mouvement communiste à l'ensemble des partis qui s'en réclament à travers le monde.

Alors que les adversaires de la «perestroïka» sont, depuis dix jours, quotidiennement dénoncés par la totalité de la presse soviétique, le secrétaire du comité central chargé des questions internationales, M. Anatoli Dobrynine, a

en effet appelé, cette semaine, plus de quatre-vingt-dix partis communistes de tous les continents à une discussion «ouverte, légitime et indispensable» sur les «causes de la situation contradictoire et compliquée» qu'ils traversent (le Monde du 15 avril).

Diplomate de carrière, M. Dobrynine a su choisir ses mots pour décrire ce temps «des recherches courageuses, des réflexions, des doutes et des espoirs». Mais le moins qu'on puisse dire est que son diagnostic est alarmant pour le malade. Première des trois grandes difficultés exposées par le dirigeant sovié-

que, mardi 12 avril à Prague, à l'occasion du trentième anniversaire de la revue *Questions de la paix et du socialisme* : la classe ouvrière, la base sociale sur laquelle s'était construit le mouvement communiste dans les pays industrialisés, subit en ce moment des transformations marquées, «ce qui pose des problèmes pas si faciles que cela».

M. Dobrynine n'est pas allé jusqu'à dire, comme de nombreux sociologues occidentaux, que la classe ouvrière telle qu'elle s'était formée à la fin du XIX^e siècle était en train de disparaître, mais il estime que «la révolution scientifique et technique» a pro-

voqué «de profonds changements sociaux» qui ont modifié le «caractère de la base de masse» du communisme.

Ce n'est qu'une question de nuance ou presque, et cela est d'autant plus grave pour le mouvement communiste, que parallèlement, «la plupart des pays en voie de développement se sont trouvés devant la nécessité de lutter pour la voie du développement démocratique progressiste dans les conditions du capitalisme» - et non pas, sous-entendu, pour le socialisme.

BERNARD GUETTA.
(Lire la suite page 4.)

L'avenir du Théâtre de l'Europe

La tempête de Giorgio Strehler

A Milan, tandis que s'achèvent les représentations de son spectacle *Come tu mi vuoi*, de Pirandello, que l'on verra à Paris à partir du 23 avril, Giorgio Strehler sort de sa réserve et dénonce la «politique hypocrite» qui menace l'avenir du Théâtre de l'Europe, dont il est le directeur depuis sa création, en 1983. Il prépare une lettre ouverte qu'il adressera à M. François Mitterrand dans les prochains jours.

La diminution des subventions et la réduction de la saison du Théâtre de l'Europe à Paris de six à quatre mois, la proposition, en janvier dernier, de son transfert du théâtre national de

l'Odéon - désormais dévolu à la seule Comédie-Française - au théâtre de l'Athénée : telles sont les récentes mesures prises par M. François Léotard à l'encontre du Théâtre de l'Europe créé par son prédécesseur, M. Jack Lang, en 1983. Mesures auxquelles il convient d'ajouter la fin de non-recevoir opposée au projet d'école que Giorgio Strehler avait déposé pour le théâtre du Vieux Colombier, M. Léotard ayant choisi d'attribuer l'ancien théâtre de Jacques Coquelin à la Comédie-Française.

Jusqu'alors, Giorgio Strehler avait peu commenté ces décisions, et l'on s'en étonnait. En janvier dernier (le Monde daté 17-18 janvier) il se déclarait «personnellement optimiste, techniquement pessimiste» sur le

transfert du théâtre de l'Europe à l'Athénée, mais prêt à étudier cette proposition. Il demandait alors, compte tenu des «nombreux problèmes artistiques, techniques et financiers» que posait ce déménagement, que soit menée une étude préalable de quatre ou cinq mois sous sa responsabilité. En effet, si le théâtre de l'Athénée, qui fut celui de son maître Louis Jouvet, n'était pas «priori» pour lui déplaire, il lui est apparu, dès sa première visite «officielle», que ce théâtre n'était pas adapté - quant à son plateau, ses dégagements - à la plupart des productions internationales accueillies par le Théâtre de l'Europe au théâtre national de l'Odéon.

ODILE QUIROT.
(Lire la suite page 20.)



Loin d'être touchés du «débat politique national», comme s'en attristait, le semaine dernière, certains donneurs de conseils travaillant pour M. Jacques Chirac (le Monde du 15 avril), les élus du Front national sont, au contraire, au cœur de la campagne. Deux facteurs l'expliquent : le niveau d'intentions de vote dont les sondages créditent M. Jean-Marie Le Pen ; la stratégie de M. François Mitterrand, qui, se posant à la fois en rassembleur de la gauche et en défenseur du pacte social, a pris pour cible, dans un premier

temps, la «tentative de mainmise sur l'Etat», dont il a accusé le RPR, puis, dans un deuxième temps, le courant raciste et xénophobe, à l'adresse duquel il a adopté une position «personnelle» quasi-provocatrice en faveur du droit de vote des immigrés aux élections locales.

PATRICK JARREAU.

(Lire page 7 la suite d'une interview avec Jean-Marie Le Pen, ainsi que «Etrangers sans isolat» par Robert Solé, page 6.)

Les choix des Français

Priorité à la formation et à l'Europe et refus de l'exclusion, selon un sondage IPSOS - le Monde.

PAGE 10

Attentat anti-américain à Naples

Cinq morts, seize blessés.

PAGE 5

Un passager libéré à Alger

Les négociations se poursuivent avec les auteurs du détournement du Boeing koweïtien.

PAGE 2

Le sort des otages français au Liban

Rumeurs d'espoir et menaces.

PAGE 32

L'affaire Michel Droit

L'académicien se met «en congé» de la CNCL.

PAGE 24

Le Monde

SANS VISA

■ Sur les routes de l'or et de l'argent. ■ Chez les Toradjas de Sulawesi. ■ Escapes. ■ Gastronomie. ■ Jeux. Pages 13 à 19

Le sommaire complet se trouve en page 32

Cartier



Les bijoux Cartier sont en vente exclusivement dans les joailleries Cartier et les boutiques Must de Cartier, un certificat d'authenticité leur authenticité les accompagne.

7 PLACE VENDÔME, PARIS. 42.61.55.55

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,80 dr. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 166 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 180 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 1.700 L. ; Liban, 0,400 LL ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 180 esc. ; Roumanie, 325 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

سكز من الاجل

حکومت اسرائيل

2 Le Monde • Samedi 16 avril 1988

Etranger

ISRAËL : la révolte dans les territoires occupés

La vague de manifestations s'amplifie en Cisjordanie et à Gaza

Deux Palestiniens, âgés d'une vingtaine d'années, ont été tués par l'armée israélienne, le jeudi 14 avril, lors d'une série d'incidents à Naplouse (Cisjordanie). Selon des sources palestiniennes, au moins quatre autres personnes auraient été blessées par balles lors d'affrontements au moment des obusques des deux hommes. Cependant, les commerçants de Cisjordanie ont observé jeudi une grève totale pour protester contre les arrestations massives de Palestiniens.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

C'est devenu une des rubriques quotidiennes du « soulèvement » : il ne se passe guère de jours sans que les médias israéliens et les autorités annoncent « de nouvelles arrestations » — souvent opérées de nuit — dans les territoires occupés. Cette vague d'insurrections sans précédent en Cisjordanie et à Gaza a été amorcée fin décembre, puis a redoublé d'ampleur ces dernières semaines. Elle est difficile à quantifier parce qu'ininterrompue, mais le ministre de la Défense citait récemment le chiffre de quatre mille huit cents Palestiniens emprisonnés depuis le début du « soulèvement » (cinq mille, selon la presse).

« Humilier » les détenus

Cette estimation englobe différentes catégories de détenus : ceux qui purgent une peine prononcée en décembre, ceux qui sont en attente de jugement, ceux qui sont en garde à vue prolongée (dix-huit jours) et les centaines de condamnés à une peine de détention administrative prononcée par les autorités militaires sans intervention d'un magistrat.

Pour parer à cet afflux de détenus, les autorités ont dû parfois transformer des écoles en centres de détention et aménager d'urgence, en plein désert du Néguev, une nouvelle prison, en fait un camp de tentes, appelé Ansat-3. Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme israéliennes et plusieurs formations de gauche (le Ratz, notamment), ont dénoncé les conditions d'entassement et de détention faites aux Palestiniens. Elles ont relevé une volonté quasi systématique d'« humilier » les détenus. Violent, il y a plusieurs semaines, le plus grand prison de Gaza, Ansat-2, le ministre de la Défense, M. Itzhak Rabin (travailliste), a vertement rejeté ces critiques, assurant qu'il n'avait pas connu mieux lorsqu'il avait été emprisonné par les Britanniques à Gaza en 1946.

Un ancien détenu de la prison de Dahariya (dans la région de Hébron, en Cisjordanie) nous relate la scène suivante, dont il affirme avoir été le témoin à plusieurs reprises : « Dès la sortie de l'autobus, les prisonniers qui venaient d'être conduits au centre de détention, yeux bandés et mains liés derrière le dos, passaient entre deux groupes de soldats qui leur assendaient une volée de coups de matras. Cela durait une à deux minutes et les prisonniers devaient ensuite s'agenouiller dans la cour, où ils pouvaient parfois rester vingt-quatre heures dans cette position. Certains soldats obligeaient les détenus à scander en chœur : « Arafa est très mauvais, Yassir Sarif (un député du Ratz) est très mauvais » ; selon la même source, « d'autres soldats, écartés par cette scène, ont eu une altercation avec leurs camarades ».

A Gaza, le camp d'Ansat-2 a été présenté par le *Jerusalem Post* (25 mars) comme « une véritable école de la haine », une prison où les brutalités ne sont pas rares et où les détenus « ressentaient avec la trempe de militants nationalistes endurcis ».

A Ansat-3, qu'une organisation palestinienne de défense des droits de l'homme a pu visiter fin mars, il est arrivé que des adolescents, sans avoir eu aucun contact avec un avocat ou leur famille, ne savaient ni où ils se trouvaient ni qu'ils avaient été condamnés à une peine de détention administrative.

Dans une lettre adressée cette semaine à M. Rabin, un député du Ratz, M. Dedi Zucker, estimait que mille deux cents peines de détention administrative avaient été prononcées en quelques mois.

ALAIN FRACHON.

ALGER
de notre correspondant

21 h 45, jeudi 14 avril. Le calvaire prend fin pour M. Djamas Abdallah Ech Chatty, un Koweïtien âgé d'environ soixante-dix ans. Il a dû mal à marcher, mais il est libre. Vêtu d'une chemise blanche, il descend les marches de la passerelle, accompagné de l'un des pirates de l'air portant cagoule. Aussitôt arrivé au sol, il prend place dans une voiture en compagnie du docteur Mehdi, spécialiste en médecine légale qui avait eu la possibilité d'examiner les otages malades dans l'après-midi, peu après que deux hommes eurent été autorisés par le commando à nettoyer l'intérieur de l'appareil. Après un bref passage dans une pièce du salon d'honneur de l'aéroport international d'Alger, où il a pu s'entretenir avec la presse algérienne, le vieillard, qui est diabétique, a quitté l'aéroport en ambulance à 22 h 10.

Un faux espoir avait été suscité par l'agence officielle Algérie Presse Service (APS), qui avait annoncé vers 17 heures la libération de deux otages, sans demi-heure plus tard, semant un début de panique parmi les quelque deux cents journalistes cloîtrés sur place depuis plus de quarante-huit heures.

La preuve a bien été administrée qu'il n'y a pas de fumée sans feu : la presse officielle a juste anticipé un peu. La visite du médecin devait être suivie d'effet, comme l'espéraient les Algériens, qui négociaient en fait la libération de cinq personnes âgées.

Les preneurs d'otages font apparemment une assez grande confiance aux autorités. Ils ont accepté, après un entretien rapide avec M. Mohammed Tahar, spécia-

liste des services algériens pour les questions proche-orientales, la visite à bord du docteur Mehdi ainsi que de l'équipe de nettoyage, et que des repas chauds soient dorénavant servis aux otages. Ils ont surtout accepté que le Boeing-747 des Koweïtiens soit déplacé, vers l'extrémité de la place centrale qu'il occupe face au bâtiment principal de l'aéroport international vers la zone de maintenance, à plus de 1 kilomètre du salon d'honneur où les médias du monde entier sont postés. En effet, le chef de l'Etat zambien, président en exercice de l'OUA, doit atterrir à Alger pour une brève escale. Le président Kenneth Kaunda a bien sûr été accueilli à son arrivée par le président Bendjedid Chadli, qui avait profité de sa présence à l'aéroport pour recevoir longuement dans la matinée le ministre d'Etat koweïtien aux affaires étrangères, M. Saad Hussein El-Oussaybi.

Un message de l'émir du Koweït

Le ministre koweïtien a remis au président Chadli un message de l'émir du Koweït, dont la teneur n'a pas été révélée. Il s'est également entretenu plus tard dans la journée avec son homologue algérien, M. Ahmed Taleb Ibrahimi. De toute évidence, les dirigeants algériens souhaitent beaucoup que les Koweïtiens assomplissent leur position. Car, jusqu'à présent, chacune des deux parties campe sur ses positions. Les Koweïtiens restent inflexibles et les preneurs d'otages sont toujours aussi déterminés dans leur revendication. L'un d'entre eux s'est dit resté inquiet, dans un dialogue radio avec M. Mohammed Tahar, de ce que le message qu'il avait dicté mercredi à l'arabe, lors de l'arrivée du Boeing à l'aéroport Houari-Boumedienne, n'ait pas été

transmis à la presse. Les Algériens ont simplement répondu que la question allait être examinée.

Les liaisons radio entre les pirates de l'air — qui parlent au nom de l'« avion martyr » — sont écoutées par certains journalistes occidentaux qui disposent de récepteurs sophistiqués. C'est ainsi que quelques privilégiés ont pu entendre vers 14 heures (13 heures GMT) l'un des otages demander en arabe aux autorités koweïtiennes de libérer les prisonniers détenus au Koweït : « Bonjour, je m'appelle Ahmed Zayed. Bonjour à ma famille. Je suis en bonne santé. Je demande la libération des dix-sept prisonniers du Djihad islamique par le gouvernement (koweïtien), sinon ils nous tueront tous », a-t-il dit.

Une négociation sur deux fronts

Les Algériens négocient sur deux fronts : d'un côté avec les Koweïtiens — le dialogue est permanent entre le ministre algérien de l'Intérieur, M. El-Hadi Khediri, et le chef de la délégation koweïtienne, M. Saad Hussein El-Oussaybi ; de l'autre avec les pirates de l'air, dont le chef, un certain Djamil, serait, selon des sources arabes, morté à bord de l'appareil à Mechhad en Iran. Les mêmes sources affirment que le commando est en fait composé de huit hommes : deux Libanais, deux Irakiens, deux Arabes et deux autres personnes dont la nationalité ne peut être définie car ils utilisent indifféremment plusieurs dialectes arabes. Toujours selon les mêmes sources, les pirates seraient porteurs de passeports bulgares. Aucune de ces informations n'a pu être confirmée auprès des autorités algériennes, qui affirment également ignorer si le chef Hezbollah Imad Mughniyah se trouve bien à bord de l'avion, comme le prétend la

presse koweïtienne. Les responsables algériens reconnaissent simplement en privé que « cette affaire est plus compliquée que les précédentes ».

Judi au fin d'après-midi, le Boeing koweïtien retrouvait sa place à 300 mètres de l'aéroport et à portée des télé-objectifs des journalistes pour lesquels les services de sécurité ont planté trois tentes. Tout le monde semble s'installer dans un « provisoire » qui pourrait durer. Une longue barrière métallique a été installée entre le 747 des Koweït Airways et l'aéroport, ainsi que des batteries de projecteurs supplémentaires. Un groupe électrogène a également été mis en service au pied de l'appareil à la demande des pirates, cette fois — pour éviter de maintenir en marche les réacteurs de l'avion qui fournissent jusqu'à présent la climatisation à bord.

FREDERIC FRITSCHER.

● KOWEÏT : manifestation de ferveur lors des obèques de deux otages tués. — Pris de deux mille Koweïtiens ont assisté, le jeudi 14 avril, aux funérailles nationales des deux passagers tués par les auteurs du détournement du Boeing des Koweït Airways, beaucoup exprimant leur colère et leur soutien au refus gouvernemental de céder aux exigences des pirates. Alors qu'une trentaine de Koweïtiens restent détenus en otage à Alger, dans l'appareil détourné, aucune des personnes interrogées dans la foule ne s'est prononcée en faveur d'une acceptation de l'exigence des pirates sur la libération de dix-sept terroristes emprisonnés au Koweït. « Ce devrait être une leçon pour le peuple et pour le gouvernement américain, comme quoi on ne doit jamais céder aux exigences des terroristes », affirmait M. Faisel Al-Marzouk, rédacteur en chef du journal koweïtien *Al-Anba*. — (AP.)

La guerre du Golfe

L'ONU se heurte de nouveau à l'intransigeance de l'Irak et de l'Irak

NEW-YORK (Nations unies)
de notre correspondant

Après une nouvelle série de négociations entre deux émissaires iraniens et irakiens et le secrétaire général des Nations unies, l'application rapide de la résolution 598 sur la paix dans le Golfe semble plus éloignée que jamais. Venu à New-York séparément, les représentants des deux belligérants ont déçu le secrétaire général et la majorité des membres du Conseil de sécurité par une attitude intransigente et, en ce

qui concerne l'Irak, plus dure qu'antérieurement.

Après M. Mohammed Larjani, vice-ministre irakien des affaires étrangères, son homologue iranien, M. Wissam Zahawi, vient de séjourner à New-York, où il a longuement rencontré M. Perez de Cuellar et plusieurs membres du Conseil de sécurité. Sa réponse aux questions relatives à l'application de la résolution (adoptée en juillet) n'a pas varié : l'Irak exige que le texte soit respecté à la lettre, c'est-à-dire qu'un cessez-le-feu intervienne sans conditions et que le retrait de l'armée irakienne des territoires qu'elle occupe en Irak aille « sans délai ».

De son côté, M. Larjani a durci le ton en exigeant qu'un cessez-le-feu intervienne qu'à la fin des travaux du comité chargé de déterminer les responsabilités dans le déclenchement de la guerre. « Le cessez-le-feu et le travail du comité doivent constituer un processus concomitant, ce qui veut dire que l'Irak ne mettra fin aux hostilités qu'après la publication des conclusions du comité », sous a déclaré M. Larjani. Dans un langage plus direct, cela veut dire qu'il n'y aura pas de cessez-le-feu sans une condamnation officielle de l'Irak alors que, jusqu'ici, Téhéran acceptait de faire taire les armes le jour du début des travaux du comité.

Le durcissement iranien est généralement expliqué par le fait que les dirigeants de Téhéran éprouvent moins de craintes devant la menace d'éventuelles sanctions militaires. La reprise de la « guerre des villes »

attribuée, à tort ou à raison, à l'Irak, et — surtout — l'emploi d'armes chimiques par l'armée de Bagdad ont coupé l'herbe sous le pied des amis de l'Irak et renforcé la position de l'Union soviétique, dont le soutien à Téhéran semblait pourtant faiblir devant l'entêtement de l'Irak à ne pas accepter le processus de règlement.

Plus à l'aise que d'habitude, M. Larjani a donc pu exiger « que justice soit faite », c'est-à-dire que le Conseil de sécurité condamne d'abord l'Irak pour l'emploi d'armes chimiques. Pris dans une sorte de piège, le Conseil de sécurité attend les rapports que les experts de l'ONU, dépêchés tant en Irak qu'en Iran, soumettront au cours de la semaine prochaine. A en juger d'après les informations que Washington et Paris laissent filtrer depuis quelques jours, les deux armées pourraient en réalité être accusées d'avoir employé des armes chimiques. Aussi le Conseil de sécurité pourrait-il se limiter à condamner « les faits », sans choisir son camp.

Le regain d'agressivité de l'Irak sur le terrain a également permis au secrétaire général de modifier son plan d'application. Les points qu'il a présentés le mercredi 13 avril aux membres du Conseil comportent en effet une variante de taille : le retrait de l'armée iranienne interviendra à une date « choisie par le secrétaire général », en accord avec les belligérants, alors que la résolution et le plan d'application exigent un retrait « sans délai ». M. Perez de Cuellar a ainsi fait un pas de plus vers Téhéran.

Ch. L.

Un navire américain endommagé par l'explosion d'une mine

Dix marins blessés

Dix marins américains ont été blessés, jeudi 14 avril, dans le Golfe lorsque le navire de guerre *Samuel Roberts*, a été endommagé par une explosion sous la ligne de flottaison, provoquée par une mine. « Le *Samuel Roberts* venait juste de repérer plusieurs mines dans l'eau et avait arrêté ses machines avant l'explosion », a indiqué le porte-parole du Pentagone. L'incident a eu lieu à 70 milles à l'est de Bahreïn.

Le porte-parole américain a précisé que l'explosion avait endommagé la coque du navire — qui ne risque pas de couler, a-t-il précisé — et provoqué une inondation dans la salle des machines ainsi que des incendies, qui ont pu être maîtrisés. Le *Samuel Roberts* (3 740 ton-

neaux) est du même type que la frégate *Stark*, qui avait été touchée par une mine irakienne le 17 mai dernier. Trente-sept marins américains avaient alors été tués. Après ce drame, Washington avait décidé d'envoyer une armada dans la région du Golfe, où elle est notamment chargée de la protection de pétroliers koweïtiens passés sous pavillon américain.

Par ailleurs, l'Irak et l'Iran ont poursuivi leur « guerre des villes » au cours des derniers jours, tirant des missiles contre les principales cités de l'adversaire. Téhéran et Bagdad ont notamment été touchés, faisant de nouvelles victimes dans la population civile. — (Reuters.)

LIBAN

Une grève largement contestée

BEYROUTH
de notre correspondant

Grève « occasionnelle » — la formule émise des syndicats libanais — dans un climat lourd et de forte incertitude sur son opportunité, y compris parmi les salariés, qui ne savent trop quoi en penser. Depuis trois ans qu'il dure la guerre, le grève, au Liban, se déroule dans une atmosphère bon enfant et se ramène souvent à une journée de congé, passée sur la plage.

Cette fois, le climat est différent. Tout d'abord les syndicats ont décidé de faire prendre à leur grève... « l'aspect sérieux » : deux jours cette semaine, vendredi et samedi (après un jour le dimanche dernier), trois jours la semaine prochaine, quatre jours la suivante et théoriquement ainsi de suite... De plus, alors qu'en général le patronat suit — lorsqu'il ne se joignait pas carrément au mouvement — si bien que l'on ne savait pas très bien qui était en grève contre qui. Aujourd'hui, il est contre. Fortement, en secteur chrétien et dans certaines régions de pro-

vinces, où les entreprises ont décidé que le travail se poursuivrait.

Ensuite et surtout, tout le monde, à commencer par les salariés, se demande s'il vaut mieux observer une grève aussi limitée, voire une grève « occasionnelle », ou se contenter de peu dans l'espoir que la lutte remonte de la libre libanaise se poursuivra. Celle-ci avait, en cinq mois, de novembre 1987 à avril 1988, repris les deux tiers du terrain perdu pendant ces cinq mois précédents.

Le mouvement est-il déjà cessé et est-ce vraiment l'effet des exigences syndicales ? Toujours est-il que le dollar, qui s'était stabilisé autour de 360 livres libanaises, est remonté en quarante-huit heures à 400 LL.

Le patronat propose 50 % d'augmentation, les syndicats en demandent 310 ; le gouvernement a plus ou moins tranché, avec l'aval du Parlement, pour 75 % jusqu'à 10 000 LL, et 60 % au-delà.

LUCIEN GEORGE.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 63077 F
Télécopier : (1) 45-23-06-61
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Berni-Méry (1946-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Larroque (1982-1985)

Dirige de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
Mlle André Fontaine, gérant,
et Hubert Berni-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Correspondant en chef :
Claude Salas.

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

254 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

399 F 762 F 1 089 F 1 388 F

IL - SUISSE, TUNISIE

504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'écriture tous les autres programmes en capitales d'imprimerie.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO

365 jours par an. 24 heures sur 24

Asie

La signature de l'accord sur le retrait soviétique d'Afghanistan

« C'est un accord, un point c'est tout. Ce n'est pas un règlement. » Cette réflexion de M. Robert Pock, le diplomate américain qui a suivi les négociations de Genève, résume assez bien les réactions enregistrées à la suite de la signature, le jeudi 14 avril, de l'accord sur le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan : tout en se félicitant de l'événement, on souhaite que la merie, entre Afghans cette fois, ne dure pas trop longtemps et, du moins, que le conflit perde même sa dimension régionale.

Les premiers intéressés, les résistants — qui n'ont jamais participé à plus de six ans de négociations à Genève, — s'en tiennent à leur rejet de l'accord. L'alliance formée par les sept principaux mouvements de moudjahidines organisés, samedi à Peshawar (Pakistan), une manifestation monstre de protestation. Mais, déjà, l'un des partis les plus modérés de cette alliance, le Jabbha (Front de libération nationale) de M. Mojaddidi, a fait savoir qu'il boycotterait ce rassemblement parce que l'accord, à ses yeux, comprend des « bons points ». « Au moins, a déclaré son porte-

parole, cet accord assure le retrait soviétique, qui était notre principal objectif. »

Si les réfugiés, interrogés au Pakistan, n'envisagent pas de retour au pays avant la fin du retrait soviétique, ils ont commencé à racheter, au marché noir, de la monnaie afghane contre des roupies pakistanaises. La résistance va continuer de se battre, a réaffirmé l'un de ses représentants à Paris, mais le porte-parole de l'ancien roi Zahir Shah, exilé à Rome, a déjà lancé un appel à la négociation d'un « gouvernement de transition acceptable par la majorité du peuple afghan ».

Dans l'autre camp, celui de Kaboul, on continue d'affecter la sérénité. Le président Najibullah a décrété le 14 avril « Jour de la paix », a remercié les signataires d'un accord qui « permet aux réfugiés de rentrer chez eux » et annoncé « la mise en place dans la plus brève délais d'un gouvernement intérimaire ».

En Asie, soulignant le « développement positif » que constitue l'accord de Genève, la Chine voit fondre les « obstacles » qu'elle a opposés à

une normalisation de ses relations avec l'Union soviétique. Après la réduction du potentiel militaire soviétique sur la frontière chinoise, il n'en reste plus véritablement qu'un seul, le soutien soviétique à l'intervention militaire vietnamienne au Cambodge. L'agence Chine nouvelle ajoute, pour sa part, que cet accord « est également un signe du réajustement soviétique de sa politique étrangère pour la promotion de nouvelles idées ». La dénonciation de l'« hégémonie » soviétique n'est plus du tout de mise.

La réaction de New-Delhi est également instructive. Tout en se félicitant de l'accord, New-Delhi « estime qu'il entraînera une baisse des tensions dans la région et la suppression de la raison d'être de l'introduction d'armes sophistiquées dans cette zone ». En d'autres termes, l'Inde invite les Etats-Unis à ralentir le flot d'armes livrées ces dernières années au frère ennemi pakistanais.

L'OTAN, dont la satisfaction est « très vive », espère « une nouvelle amélioration » des relations Est-Ouest. L'Europe des Douze se féli-

cite également. Pour sa part, dans un communiqué, le Quai d'Orsay réaffirme son « souhait d'un règlement politique global » qui, seul, permettra « une paix véritable » et le retour des réfugiés. Le premier ministre, M. Jacques Chirac, a déclaré, de son côté, au micro d'Europe 1 : « Une crise importante a été réglée par la seule intervention des Etats-Unis et de l'Union soviétique. C'est une raison de plus pour moi de dire « attention ! ». Ce qui est arrivé à l'Afghanistan pourrait un jour arriver à l'Europe, c'est-à-dire qu'on puisse régler nos problèmes en-dehors de nous. »

Quant aux Soviétiques, ils estiment, selon l'agence Tass, que « l'accomplissement du processus diplomatique pour un règlement politique sur l'Afghanistan crée des conditions favorables à la poursuite de la politique de réconciliation nationale dans ce pays ». « Un événement énorme », a déclaré le physicien Andreï Sakharov, qui corrige « l'erreur horrible faite par la direction soviétique et qui a eu des conséquences abominables pour le peuple afghan ».

Les quatre points

Voici les principaux points de l'accord entre l'Afghanistan et le Pakistan signé le jeudi 14 avril à Genève avec la garantie des Etats-Unis et de l'Union soviétique :

1. Accord bilatéral entre l'Afghanistan et le Pakistan sur les principes des relations mutuelles, en particulier sur la non-interférence et la non-intervention. Le Pakistan et l'Afghanistan s'engagent : — A conduire les relations entre les deux parties contractantes en strict accord avec les principes de non-interférence et de non-intervention par des Etats dans les affaires d'autres Etats ; — A respecter la souveraineté, l'indépendance politique, l'intégrité territoriale, l'unité nationale, la sécurité et le non-alignement de l'autre partie, ainsi que son identité nationale et l'héritage culturel de son peuple ; — A s'assurer que leur territoire n'est pas utilisé de quelque façon que violerait la souveraineté, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale de l'autre partie ; — A s'abstenir de toute intervention armée ou de subversion, d'occupation militaire (...) dirigée contre l'autre partie ; — A empêcher sur leur territoire l'entraînement, l'équipement, le financement et le recrutement de mercenaires qui se livrent à des activités hostiles envers l'autre partie ; — A empêcher toute assistance (...) à des groupes terroristes, à des saboteurs ou agents subversifs agissant contre l'autre partie ; — A empêcher l'usage des mass media et le transport d'armes par des individus, des groupes politiques, ethniques et autres agissant dans des buts de subversion, de désordre et de troubles sur le territoire de l'autre partie ; — Le présent accord entrera en vigueur le 15 mai.

SIGNÉ PAR LE PAKISTAN ET L'AFGHANISTAN.

2. Accord bilatéral entre l'Afghanistan et le Pakistan sur le retour volontaire des réfugiés :

— Tous les réfugiés afghans présents temporairement sur le territoire du Pakistan se verront offrir la possibilité de revenir volontairement dans leur patrie ; — Tous les rapatriés doivent avoir le libre choix de domicile et la liberté de mouvement dans la République d'Afghanistan ; — Tous les rapatriés doivent avoir le droit de participer sur un pied d'égalité aux affaires civiles de la République d'Afghanistan ; — L'Afghanistan s'engage à fournir toute l'assistance nécessaire au processus de rapatriement ; — Le Pakistan doit faciliter le rapatriement volontaire, ordonné et pacifique de tous les réfugiés qui se trouvent sur son territoire ; — Des commissions mixtes seront mises en place en vue d'organiser les opérations de rapatriement. Elles devront déterminer des points de passages de la frontière et établir les centres de transit nécessaires ;

Le Haut Commissariat aux réfugiés des Nations unies assistera le processus de rapatriement des réfugiés ;

— Cet accord doit entrer en vigueur le 15 mai ; — Les dispositions concernant les commissions mixtes resteront en vigueur dix-huit mois. A l'issue de cette période, les parties examineront les résultats du rapatriement et, si nécessaire, envisageront de nouvelles dispositions ;

SIGNÉ PAR LE PAKISTAN ET L'AFGHANISTAN.

3. Déclaration sur les garanties internationales :

Les Etats-Unis et l'URSS, Expriment leur soutien à la conclusion par l'Afghanistan et le Pakistan d'un accord politique négocié destiné à normaliser leurs relations et promouvoir des relations de bon voisinage ; — S'engagent à s'abstenir invariablement de toute forme d'interférence ou d'intervention dans les affaires internes de l'Afghanistan et du Pakistan et à respecter les engagements contenus dans l'accord bilatéral sur la non-intervention et la non-interférence ; — Appellent tous les autres Etats à agir de même ;

SIGNÉ PAR L'URSS ET LES ETATS-UNIS.

4. Accord sur les inter-relations pour le règlement de la situation relative à l'Afghanistan :

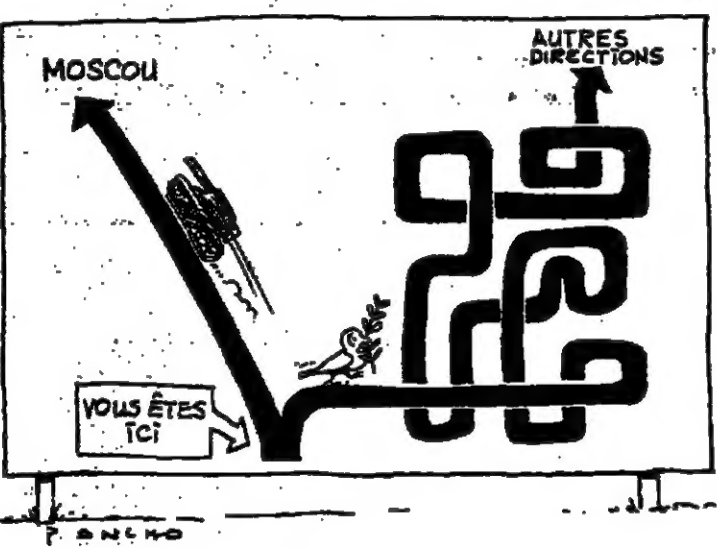
— Conformément au calendrier sur lequel l'Union soviétique et l'Afghanistan se sont mis d'accord, un retrait échelonné des troupes étrangères interviendra à la date d'entrée en vigueur du 15 mai 1988. La moitié des troupes sera retirée au 15 août 1988 et le retrait de toutes les troupes sera achevé en neuf mois ;

— A partir du 15 mai 1988, il n'y aura ni interférence ni intervention dans les affaires des parties contractantes. Les garanties internationales fonctionneront. Le retour volontaire des réfugiés vers leur patrie commencera (...).

— Un représentant du secrétaire général des Nations unies offrira ses bons offices aux parties contractantes pour organiser des rencontres chaque fois que cela sera nécessaire (...), pour étudier des accusations de violations des accords et trouver des solutions aux questions qui pourraient être soulevées dans la réalisation des accords bilatéraux.

SIGNÉ PAR L'AFGHANISTAN, LE PAKISTAN, L'URSS ET LES ETATS-UNIS.

Annexe : — Le secrétaire général des Nations unies nommera un officier de haut rang qui sera stationné dans la région comme chef de deux petits quartiers généraux, l'un à Kaboul, l'autre à Islamabad, comprenant chacun cinq officiers et un personnel civil en petit nombre ; — Les deux quartiers généraux vérifieront sur le terrain toute violation des instruments de l'accord. Si nécessaire, ils pourront demander une équipe supplémentaire de quarante officiers.



Le régime actuel de Kaboul « ne tiendra pas longtemps » estime le président du Pakistan

ISLAMABAD de notre envoyé spécial

Un président enjoué, affable, content, en ce « jour historique », de se livrer à « une leçon d'histoire » sur le processus de Genève, l'Afghanistan et le combat pour la liberté des moudjahidines et qui laissera passer toute une longue conversation à bâtons rompus, puis un plantureux déjeuner arrosé de Coca-Cola, avant de lâcher lui aussi sa « bombe » médiatique : « Ça ne peut être rien d'autre qu'un sabotage ». Balaïés donc, tout à la fois, le rapport de la commission d'enquête sur la terrible explosion du dépôt de munitions qui a ravagé Rawalpindi et Islamabad, et les premières explications embarrassées des autorités pakistanaises, forcées d'admettre de graves négligences dans les rangs de l'armée, pilier du régime ; sans fondement, enfin, la campagne rapidement lancée par les partis politiques d'opposition pour demander la démission du chef de l'Etat et de son premier ministre M. Jinnah, puisqu'il s'agit d'un « sabotage ».

Le général Zia Ul Haq, qui recevait, le jeudi 14 avril, un groupe de journalistes, s'est refusé à aller plus avant et chacun a reconnu, sans qu'il soit besoin de le nommer, les auteurs de cet attentat : les agents du KHAD, les services secrets afghans. L'explication, bien que rituelle, est sans doute la bonne (même si elle a l'inconvénient de confirmer que les services soviéto-afghans peuvent frapper n'importe où au Pakistan), d'autant que les dépôts de munitions sautent beaucoup depuis quelques jours : diman-

che, les explosions de Rawalpindi et Lahore, et, mercredi, un nouvel attentat près de Quetta. Cette fois, c'est un dépôt de munitions de la résistance afghane, situé à Jirga, à cent quinze kilomètres au nord de la capitale du Baloutchistan, qui a explosé, détruisant de nombreux bâtiments.

Le président Zia, qui a dit que le dépôt du camp Ojri à Rawalpindi contenait beaucoup d'armes destinées à la résistance afghane, a affirmé sans beaucoup de conviction qu'il se voyait pas de lien direct entre le sabotage de dimanche et la signature de l'accord de Genève. Refusant avec une grande sérénité d'envisager que les moudjahidines mécontents de l'accord de Genève, puissent se livrer à des actes de terrorisme contre leurs hôtes pakistanais, le général Zia a reconnu que l'objectif de la résistance — le renversement du régime communiste de Kaboul — n'était pas atteint alors que, pour sa part, le Pakistan est satisfait : le départ des troupes soviétiques (ce « miracle du vingtième siècle ») est acquis ; et les deux autres objectifs d'Isamabad, la création en Afghanistan des conditions permettant le retour des réfugiés et l'autodétermination du peuple afghan, sont en passe d'être réalisés.

Optimiste donc sur le moyen terme, le président pakistanais ne se fait guère d'illusions sur l'immédiat. « Les difficultés et les troubles » vont se poursuivre en Afghanistan, ne serait-ce que parce que les moudjahidines, qui ne sont pas liés par l'accord de Genève, n'ont aucune raison d'arrêter les combats. En un

sens, estime le chef de l'Etat, la tâche de la résistance est facilitée car, sans le soutien des troupes soviétiques, le régime du président Najibullah ne peut plus compter que sur sa propre armée (« environ soixante-dix mille hommes »).

Le général Zia ne sait pas combien de temps encore ce « régime illégitime » restera au pouvoir, mais sa conviction est qu'il ne « tiendra pas longtemps ». « Si Najibullah veut rester, plaisante-t-il, je lui souhaite bonne chance ! ». Le président pakistanais, qui se déclare persuadé que le successeur de l'actuel chef de l'Etat afghan sera un représentant des moudjahidines, a longuement insisté sur les relations nécessaire-

ment « cordiales » que devront avoir dans l'avenir l'Union soviétique et l'Afghanistan, la première étant — selon lui — l'alliée naturelle — du second pour des raisons géographiques, historiques et économiques (le gaz naturel afghan est exporté — pour l'instant, il est surtout détourné — vers l'Union soviétique).

Le Pakistan, pour sa part, a toujours eu dans le passé les meilleures relations avec son voisin et le général Zia ne voit pas de raisons pour qu'il en soit différemment à l'avenir. Les moudjahidines, a-t-il affirmé, savent que nous avons agi « dans leur intérêt ».

LAURENT ZECCHINI.

Lugubre cérémonie à Genève...

GENÈVE de notre correspondante

Dans un lieu comme le Palais des Nations de Genève, tout le monde ne devrait que se féliciter d'un accord dont le point essentiel est la fin d'une intervention militaire étrangère qui a fait plus d'un million de morts. Or, rien n'a paru plus lugubre que la cérémonie qui s'est déroulée le jeudi 14 avril dans la salle du Conseil, celle-là même où, en 1954, Pierre Mendès France s'était lancé à corps perdu dans la course contre la montre pour signer l'accord sur l'arrêt de la guerre d'Indochine.

A 14 h 25, soit avec vingt-cinq minutes de retard, la délégation de Kaboul, avec le ministre des affaires étrangères Abdul Wakil à sa tête, puis la délégation soviétique, menée par M. Edouard Cheverdenko, ont pénétré dans cette salle solennelle aux murs décorés de fresques allégoriques de José-Maria Sert sur fond or (Espérance, Solidarité entre les peuples, Progrès de la science, Progrès social, etc.).

Par une autre porte, faisant face, sont entrés MM. Zia Noorani, ministre des affaires étrangères du Pakistan, et M. George Shultz, le secrétaire d'Etat américain. Tous prirent place en silence autour d'un octogone d'une parfaite symétrie, formé des quatre tables des signataires séparées respectivement par celle qu'occupaient M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, et ses collaborateurs, dont le médiateur, M. Diego Cordovez, et par trois tables vides. Après avoir écouté la brève allocution du secrétaire général de l'ONU, qui a exprimé sa confiance en l'avenir, message qu'il devait réitérer à la fin de la cérémonie dans un bref discours de clôture, les quatre ministres des affaires étrangères apposèrent leurs signatures sur les instruments de l'accord, rédigés en anglais, russe, pachou et ourdou, tous enroulés dans un maroquin vert.

Beaucoup, parmi les centaines de journalistes, venus pour l'événement, se sont demandé si M. Perez de Cuellar n'était pas le seul optimiste. Tous étaient frappés par la côté aléatoire de l'accord et avaient l'impression de vivre une journée de dupes. Toujours est-il que la cérémonie, qui a duré moins d'un quart d'heure, a été dominée dans l'ombre par une Artésienne de taille : les résistants afghans, présents uniquement dans les tentes comme des réfugiés dont on préjugeait le retour volontaire dans un pays pacifié... Pas une poignée de main, pas même un regard ne furent échangés entre

Pakistais et Afghans, aussi figés et glacials que possible.

Américains et Soviétiques ont de bonnes raisons de tenir à cet accord et ont manifesté leur satisfaction au cours de conférences de presse séparées. Mais le régime avec lequel M. Wakil a signé l'accord a d'autant plus étonné qu'on peut, sans prendre trop de risques, considérer ce texte sinon comme son arrêt de mort, du moins comme l'acceptation de sa fin politique. Il a même déclaré aux journalistes que le retrait des Soviétiques présenterait l'avantage de mettre fin à la propagande erronée portant sur une prétendue occupation. Quant à ce qui se passera après le 15 mai, cela s'inscrira dans une série d'accords bilatéraux avec l'URSS et, par conséquent, une assistance militaire ne présenterait « rien que de traditionnel ». Interrogé par un journaliste suisse sur la libération éventuelle de notre confrère Alain Guillo, M. Wakil a répondu que la question n'était « pas pertinente ».

Les réfugiés

M. Noorani, de son côté, n'a pas perdu un instant pour rendre publique la lettre qu'il venait d'adresser à M. Perez de Cuellar pour lui signifier qu'il ne reconnaissait pas « le régime de Kaboul » et qu'il souhaitait la mise en place d'un gouvernement acceptable par tous, notamment par les moudjahidines. Face à la presse, il a qualifié ces grands absents de « combattants de la paix ».

Même si l'accord conclu n'apporte pas la paix — aucun cesse-le-feu n'est prévu —, un représentant du secrétaire général (sans doute M. Cordovez) a reçu carte blanche pour tenter l'impossible : réconcilier les Afghans. Par ailleurs, M. Jean-Pierre Hocké, haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés, a reçu mission d'organiser un rapatriement « volontaire, ordonné et pacifique » des quelques millions de réfugiés au Pakistan. L'ONU, enfin, doit contrôler l'ensemble du processus. Il faut faire comme d'habitude.

Il reste que l'accord n'a pas pris en compte le sort de près de deux millions d'Afghans exilés en Iran. En outre, M. Shultz a confirmé que les Etats-Unis, bien que garants de l'accord, ne s'interdisaient pas le « droit de fournir une aide militaire à la résistance », tandis que M. Cheverdenko déclarait, au même moment, dans une autre salle, que des fournitures d'armes américaines aux rebelles afghans compromettraient un règlement politique du conflit, mais « n'affecteraient pas la situation de manière décisive ».

ISABELLE VICHNIAC.



MARIE-FRANÇOISE HANS Les femmes et l'argent

« Nous avons peur que l'argent nous défeminise. Mais non, l'argent n'est pas un attribut viril. Mais non, il n'appelle pas la malchance en amour. »

Dominique Desanti / Marie Claire

« Un remarquable livre, sur un sujet essentiel. » Jacques Attali / Le Nouvel Observateur

Les femmes et l'argent

Marie-Françoise Hans

GRASSET

سكندرية

Europe

ITALIE : attentat anti-américain

L'explosion d'une voiture piégée fait cinq morts et seize blessés à Naples

ROME de notre correspondant

Cinq morts - trois hommes et deux femmes - et seize blessés, dont un grave : tel est le bilan de l'attentat commis, le jeudi 14 avril vers 20 heures, contre un cercle d'officiers et sous-officiers américains de Naples, l'USO (United States Organisation).

Vendredi matin à Rome, l'action criminelle a été revendiquée dans un appel téléphonique à une agence de presse par un correspondant anonyme se réclamant de l'Organisation des brigades du Djihad. La police fait observer que l'événement sanglant est survenu exactement deux ans après le bombardement de Tripoli par l'aviation américaine. Toutefois, les enquêteurs italiens qui collaborent avec les services secrets américains, estiment que l'attentat pourrait avoir été commis par un terroriste japonais, membre de l'Armée rouge. L'homme, Okudaira Yuzuo, âgé de trente-neuf ans, est déjà recherché pour l'attentat contre l'ambassade des États-Unis à Rome en juin dernier. Il était depuis quelques jours à Naples.

L'attentat a été provoqué par l'explosion d'une voiture piégée, une Ford Fiesta immatriculée à Milan, gérée vers 19 h 30, selon certains témoignages, devant le cercle USO, qui se trouve à proximité immédiate

de la place de la mairie, au cœur de la capitale napolitaine.

La police a diffusé un portrait-robot d'un homme ayant été vu par un soldat américain en train d'ouvrir et de fermer le coffre du véhicule une demi-heure avant l'explosion. L'une des victimes est une citoyenne américaine originaire de Porto-Rico, employée au quartier général de l'OTAN pour la Méditerranée occidentale, installé un peu au nord de Naples. Le procureur adjoint de Salerno a également été tué. Parmi les blessés figurent des Italiens, tous originaires de Naples, deux militaires américains, deux femmes sénégalaises et une espagnole.

Une centaine de personnes environ se trouvaient dans le local à l'heure de l'explosion pour une réception donnée en l'honneur de l'arrivée d'un nouveau navire américain à Naples. La déflagration a été extrêmement violente, provoquant, en outre, l'incendie de plusieurs voitures et des dégâts importants.

Le précédent attentat « étranger » en Italie avait été commis le 27 décembre 1985 à l'aéroport de Rome-Fiumicino. Quatre personnes d'origine palestinienne avaient, au nom du groupe Abu Nidal, mitraillé une file de passagers se préparant à l'embarquement pour des vols des compagnies El Al et TWA. Il y avait eu seize morts, dont trois des quatre terroristes, et soixante-quinze blessés.

Naples-Sagnoli est à la fois le quartier général de la Vix Flotte américaine en Méditerranée et celui de l'OTAN pour la même zone. Les précédentes actions anti-américaines en Italie avaient été l'enlèvement, le 17 décembre 1981, du général Dozier, qui s'était conclu par la libération de l'officier au début de 1982, et l'assassinat, en février 1984, du général Hunt (chef de la force militaire du Sinai) par les Brigades rouges, assistées par un groupe des Forces armées révolutionnaires libanaises.

JEAN-PIERRE CLERC.

RFA : la préparation du congrès de Wiesbaden

Priorité à l'Europe ou à la réunification ? le débat continue au sein de la CDU

BONN de notre correspondant

La préparation du congrès du Parti chrétien-démocrate ouest-allemand (CDU), qui doit se dérouler au mois de juin prochain à Wiesbaden, continue de donner lieu à une très vive controverse interne sur la manière dont le parti doit envisager, dans l'avenir, la question nationale. Le projet de rapport initial du secrétaire général du parti, M. Heiner Geissler, dans lequel il était affirmé que la réunification de l'Allemagne ne pourrait s'effectuer qu'avec l'assentiment des pays voisins, de l'Ouest comme de l'Est, avait suscité une levée de boucliers dans l'aile la plus nationaliste du parti. Les porte-parole de cette tendance, dits des « caques d'acier », soupçonnaient M. Geissler de vouloir concéder aux partenaires européens de la République fédérale un « droit de veto » sur une éventuelle réunification du pays.

Le texte, qui sera dans les prochains semaines, proposé à la discussion des militants de la CDU, a dû être modifié pour tenir compte de la sensibilité des intégristes de la question allemande de la CDU. C'est ainsi qu'on disparaît l'affirmation selon laquelle « la formation des États-Unis d'Europe est l'objectif le plus important du parti ». Au lieu de cela, on désigne « la réunification de l'Allemagne dans la liberté » comme le but le plus pressant à atteindre. Dans le texte révisé, il n'est plus question de demander aux voisins de l'Allemagne leur « assentiment » à la réalisation de l'unité du pays ; on leur demande simplement « leur compréhension et leur soutien ». Enfin, sur la question des questions, le texte a également été « durci » puisqu'il exige « la suppression des frontières arbitraires en Allemagne, et pas seulement une politique visant à les rendre plus perméables ».

Dans ce contexte, on attendait avec intérêt une prise de position du chancelier Helmut Kohl. Ce dernier s'est exprimé sur le sujet à l'occasion

d'une conférence nationale de la CDU consacrée aux questions de politique étrangère et de sécurité, réunie à Bonn jeudi 14 avril, où l'ambassadeur des États-Unis, M. Richard Burt, et celui d'Union soviétique, M. Youli Kvitzinski, avaient été invités à prendre la parole.

Une approche réaliste

Sur la question allemande, le chancelier a apporté un appui sans équivoque aux thèses défendues par M. Geissler. « Tous les démocrates dans notre pays, a-t-il déclaré, doivent être d'accord pour admettre que la solution de la question allemande ne peut être atteinte par les moyens d'une politique de force, comme ce fut le cas au dix-neuvième siècle (...). Nous ne devons pas nous laisser entraîner dans le faux débat consistant à se demander dans quelle mesure nos objectifs concernant la politique allemande sont compatibles avec l'intégration européenne ». Ce plaidoyer pour une approche réaliste, en fin de compte que confirmer, au niveau des principes, l'orientation adoptée par le gouvernement de coalition chrétien-démocrate libéral depuis son arrivée au pouvoir en 1982.

La poursuite et l'approfondissement de l'ouverture à l'Est - inaugurée par les gouvernements précédents des chancelliers Brandt et Schmidt mais violemment combattue en son temps par le parti chrétien-démocrate - exigent que soit effectué un aggiornamento des principes du parti. Celui-ci ne va pas sans quelques grincements de dents. L'influence des « caques d'acier » semble en net recul et leurs principaux porte-parole sont soit très discrets comme le chef du groupe parlementaire CDU/CSU, M. Alfred Dregger, soit marginalisés, comme M. Jürgen Todenhöfer. Il n'en demeure pas moins que le renvoi au calendrier de l'unité du pays, l'abandon d'une politique « offensive » vis-à-vis de l'Est, crée un certain malaise à la base du parti.

Les honneurs réservés à M. Erich Honecker lors de sa visite à Bonn au mois de septembre dernier n'ont pas été encore totalement digérés par une fraction non négligeable des militants CDU. Les thèmes de la « réunification dans la liberté », du « droit à l'autodétermination du peuple allemand », martelés pendant plusieurs décennies, restent, pour certains militants et responsables chrétiens-démocrates, l'Alpha et l'Oméga de leur conscience politique. Comme le faisait remarquer un des conseillers du chancelier : « La CDU a fait l'économie d'un débat de fond sur la question allemande du temps où elle se trouvait dans l'opposition. Il faut aujourd'hui mettre la théorie et la pratique en accord tout en évitant des responsabilités. C'est beaucoup plus difficile... ». Le chancelier Kohl veut, d'évidence, « réussir » sa politique à l'Est. Deux voyages périlleux sont programmés : l'un à Moscou à l'autonome prochain, et l'autre à Berlin-Est, sur invitation M. Erich Honecker. Il tient par dessus tout à éviter que ses interlocuteurs orientaux ne tirent, comme ce fut le cas dans le passé, prétexte des propos « revanchistes » des ultras de la CDU pour couper les ponts.

LUC ROSENZWEIG.

Afrique

AFRIQUE DU SUD

Le procès des « six de Sharpeville » pourrait être rouvert

Une bombe de forte puissance, placée dans un bac à fleurs, a explosé, jeudi soir 14 avril, sur les marches de l'hôtel de ville de Johannesburg, endommageant des bâtiments, mais sans faire de victime. Le dernier attentat à la bombe perpétré dans la région de Johannesburg remonte au 17 mars, date à laquelle une voiture piégée avait sauté dans la ville-satellite de Krugersdorp, faisant trois morts, dont un policier. La police avait imputé l'attentat au Congrès national africain (ANC, interdit).

JOHANNESBURG de notre correspondant

L'avocat des « six de Sharpeville », M. Prakash Dier, devait soumettre, vendredi 15 avril, sa demande de réouverture du dossier. Les six condamnés à mort pour le meurtre d'un conseiller municipal noir, le 3 septembre 1964, avaient obtenu, le 17 mars, un mois de sursis à exécution. La date butoir avait été fixée au 18 avril. Une fois la demande déposée, l'accusation dispose de trois semaines pour présenter ses arguments. La date de l'examen contradictoire de la requête n'a pas encore été fixée. Les débats n'auraient sans doute pas lieu avant la deuxième quinzaine de mai.

En attendant, les « six de Sharpeville » resteront dans le quartier des condamnés à mort de la prison centrale de Pretoria. Si le réexamen de l'affaire est obtenu, ils quitteront sans doute l'infirmerie de la mort et pourront, selon leur avocat, assister au nouveau procès.

Concrètement, donc, ceux que les Noirs appellent « les six patriotes » bénéficieront d'un nouveau délai, même si la peine capitale est toujours subséquente. Leur sort dépend de la décision de la Cour suprême de Pretoria concernant un témoin à charge, dont les accusations se sont révélées entachées d'irrégularités. Celui-ci, Joseph Manette, s'était rétracté après avoir été incité par la police à mettre en cause deux

des prévenus dont les noms lui avaient été « soufflés ».

Reste désormais à savoir si, aux yeux de la cour, cette rétractation constitue un élément nouveau motivant la réouverture du dossier et si elle est susceptible de faire échapper à la potence ces cinq hommes et cette femme condamnés pour complicité de meurtres alors que les auteurs directs du crime n'ont jamais pu être identifiés. En fait, cette accusation forcée et fabriquée ne concerne que deux des six. Mais la défense va s'attacher à démontrer que la révélation de ce témoignage truqué jette le doute sur la validité d'un autre témoignage qui, lui, a été décisif pour étayer la culpabilité des condamnés.

S'il est possible juridiquement de faire échapper à la corde deux d'entre eux, il n'est pas sûr que les avocats obtiennent gain de cause pour tous, bien que leur sort puisse apparaître lié. On voit mal, cependant, comment la justice pourrait à nouveau conduire devant le bourreau ceux devant qui la mort a reculé une première fois, quinze heures avant l'échéance fatale. Il faudra, de toute façon, attendre de nombreux mois avant que les « six de Sharpeville » soient définitivement fixés sur leur sort.

MICHEL BOLE-RICHARD.

● Manifestation à Paris. — « Pour sauver les six de Sharpeville », environ un millier de personnes, rassemblées à l'appel de la Jeunesse communiste, ont manifesté jeudi 14 avril à Paris, de la place Saint-Germain-des-Près au Panthéon. Lundi, deux autres manifestations sont prévues pour faire une ultime pression sur le gouvernement sud-africain de Pretoria. Le Parti communiste français appelle à un défilé de la Bastille à la République à 18 h 30, et le Parti socialiste à un rassemblement, une demi-heure plus tôt, devant l'ambassade d'Afrique du Sud. Enfin, vendredi, l'ambassadeur d'Afrique du Sud, devait recevoir, à sa demande, le « groupe d'études sur l'apartheid », qui comprend des parlementaires du PCF, du PS, du RPR et de l'UDF.

NIGÉRIA

Six morts lors d'émeutes contre la hausse des prix

Les émeutes sanglantes de Jos, dans le centre du Nigeria, qui font suite à l'augmentation gouvernementale du prix des carburants, ont fait six morts, tués par balles, et de nombreux blessés. Le couvre-feu a été décrété de 19 heures à 7 heures du matin, à Jos, capitale de l'Etat du Plateau, et l'université locale a été fermée, tout comme plusieurs autres établissements d'enseignement supérieur dans d'autres villes du pays.

C'est par des mouvements d'étudiants, lundi et mardi, contre les nouveaux tarifs affichés dimanche dernier 10 avril dans les stations-

service que les incidents avaient commencé à Jos. Ils se sont transformés en émeute mercredi matin, quand la police a voulu disperser les manifestations, où vendeurs du marché et chauffeurs de poids lourds avaient rejoint les étudiants, selon les journalistes présents. Outre le couvre-feu décrété « jusqu'au rétablissement de la paix » par le gouverneur de l'Etat du Plateau, l'université de la ville a été fermée.

Selon les autorités, le calme est revenu, jeudi, à Jos. — (AFP.)

DANEMARK

Une querelle sur les problèmes de sécurité pourrait provoquer la chute du gouvernement

COPENHAGUE de notre correspondant

Le Danemark est entré brusquement dans une crise politique qui pourrait aboutir à des élections législatives anticipées au cours du printemps. Un conflit ouvert sur les problèmes de défense et de sécurité a éclaté le jeudi 14 avril entre le gouvernement minoritaire de centre-droit, de M. Paul Schlüter et l'opposition de gauche. Les sociaux-démocrates, soutenus par d'autres formations, ont fait adopter au Parlement une résolution obligeant à l'avenir tous les navires des flottes militaires étrangères désirant mouiller dans un port danois à « informer les autorités de Copenhague sur la nature des armes qu'ils font à bord ». Ce texte, très bien accueilli dans les bâtiments porteurs d'engins nucléaires.

Pour des raisons de sécurité, les États-majors alliés occidentaux se refusent à donner la moindre indication sur ce domaine. C'est un principe qui ne connaît pas d'exception. Cette discussion n'est pas nouvelle mais la doctrine des dirigeants du Danemark, membre de l'OTAN, a toujours été que « les pays appartenant à l'Alliance atlantique, connaissant la position danoise qui n'accepte pas la stationnement d'armes nucléaires sur son sol en temps de paix, ne pouvaient qu'en tenir compte lorsqu'ils font à bord ». Le premier ministre, M. Poul Schlüter, ne s'attendait pas à un tel coup de théâtre. A la suite de la conversation qu'il avait eue la veille avec le leader du parti social-démocrate, M. Svend Auken, il croyait, sincèrement, qu'il n'aurait pas aussi loin — du moins dans l'immédiat.

Après le vote, M. Schlüter a réuni ses ministres et les chefs des quatre partis qui composent son cabinet pour examiner la situation. Il a ensuite annoncé à l'Assemblée qu'il allait prendre contact avec les pays de l'OTAN pour savoir comment ceux-ci jugeaient la situation. Il fera part de ses décisions — son éventuelle démission et des élections anticipées — le 25 ou 26 avril. Le chef du gouvernement n'a pas caché en l'occurrence que cette résolution sur les navires alliés visitant les ports danois mettait en question, à ses yeux, la position et l'avenir du Danemark au sein de l'OTAN.

La discussion actuelle inquiète déjà, semble-t-il, les Américains. Il y a quelques jours, l'ambassadeur des États-Unis au Danemark n'avait pas hésité à mettre en garde M. Schlüter contre les risques auxquels il exposait son pays s'il se lançait dans des initiatives aussi inconsidérées. Jeudi, la Bourse de Copenhague a subi les conséquences de ce chaos politique. Les cours des obligations se sont effondrés en l'espace de quelques heures.

CAMILLE OLSEN.

POLOGNE : l'anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie

Deux mille jeunes juifs participent à une « marche pour les vivants » à Auschwitz

Près de deux mille jeunes juifs, venus des quatre coins du monde, ont pris part à une « marche pour les vivants » de 3 kilomètres entre les anciens camps de concentration de Birkenau et d'Auschwitz, en Pologne. Parmi eux se trouvaient notamment 700 Israéliens, 300 Américains, une centaine de Canadiens et de Français et une cinquantaine d'Allemands de l'Ouest.

Organisée à l'occasion du quarante-cinquième anniversaire du soulèvement du ghetto de Varsovie, cette marche était conduite par M. Yitzhak Navon, ancien président d'Israël et vice-premier ministre du gouvernement actuel, accompagné du ministre israélien de la Justice et de six membres de la Knesset. Elle coïncidait avec la commémoration en Israël du jour de l'Holocauste, marquée par deux minutes de

silence à la mémoire des six millions de victimes juives du nazisme. « Tout juif, où qu'il soit, doit se souvenir de l'Holocauste et chaque juif a des responsabilités dans la vie : une de passage à Auschwitz et une permanente en Israël », a dit M. Navon au cours de son allocution.

A Varsovie, le gouvernement polonais, qui se tient à l'écart des commémorations, a, pour la deuxième fois en trois jours, critiqué la politique israélienne face au soulèvement palestinien dans les territoires occupés.

Le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, avait déclaré mardi que le comportement d'Israël en Cisjordanie et à Gaza constituait une insulte à la mémoire des combattants du ghetto de Varsovie. — (AFP, Reuters.)

mais...

LIQUIDE

Les transactions
les plus importantes
après
les titres d'État

SOLIDE

Les plus sûres garanties
Emprunteurs de premier ordre
Garantie Pierre
Garantie de l'État

CRH

Les obligations hypothécaires
simples, liquides et garanties.



CAISSE DE REFINANCEMENT
HYPOTHÉCAIRE

41, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris
Tél. : 42.89.49.10 - Téléc. : Eurofin 648618

سكزا من الاجل



Politique

Le débat sur l'immigration et l'électorat du Front national

- M. Mitterrand dénonce les « frères jumeaux » RPR et FN
- M. Barre met en garde M. Chirac

L'élection de M. Pierre Chantelat (UDF-PR) à la présidence du conseil régional de Franche-Comté grâce aux voix du Front national ne serait qu'un épiphénomène, une péripétie locale en somme. La Franche-Comté (où la droite parlementaire est à égalité de voix avec la gauche) n'est pas la France... pas plus que l'Aquitaine, la Haute-Normandie, le Languedoc-Roussillon, la Picardie (où droite et extrême droite doivent faire cause commune pour contrer une gauche qui détient la majorité relative), pas plus que la région Champagne-Ardenne, la Corse, l'île-de-France, le Midi-Pyrénées, la Provence-Alpes-Côte d'Azur (où la droite, qui ne détient qu'une majorité relative, doit se concilier au minimum l'abstention bienveillante de l'extrême droite).

Pour la gauche, cette affaire de Franche-Comté est pain béni. Les accords régionaux « préfigurent les grandes manœuvres » entre M. Jacques Chirac et M. Jean-Marie Le Pen en vue du deuxième tour, observe M. Pierre Mauroy. Mieux, pour M. Thierry de

Beaucé, membre de l'état-major de campagne du candidat-président, M. Jacques Chirac : « ne se contente pas de tractations souterraines, il se fait pas à pas le porte-parole des thèmes du Front national ». C'est ce que M. Jack Lang appelle la « danse du ventre à Le Pen » du premier ministre-candidat.

« La véritable campagne » commence donc avec l'affrontement Mitterrand-Chirac sur l'immigration, s'est réjoui à Lyon M. Le Pen. M. Mitterrand, qui avait prévu ce moment, peut désormais contempler les ravages que sa prise de position personnelle sur le vote des immigrés aux élections municipales provoque dans le camp adverse. Devant les étudiants de Villeneuve (Seine-Saint-Denis), le chef de l'Etat a déclaré, le jeudi 14 avril, que les attaques lancées mercredi à Lyon par le premier ministre montrent que ce thème est « un des moyens » qu'il a « offerts, pas innocemment, au RPR et au Front national, de se retrouver frères jumeaux ». Il a ajouté : « Ils en sont tout

contents. Ça leur fait des voix. Moi j'ai accumulé des risques, je cherche à défendre une certaine conception de la démocratie et de la République en face de partis qui ne respectent pas les lois fondamentales ».

Le président de la République sortant « sent très bien » que la participation aux municipales des immigrés lui « fera perdre des voix ». « Mais un candidat à la présidence de la République doit se placer au regard de l'histoire, d'un devenir d'une société et pas seulement caresser dans le sens du poil », a assuré M. Mitterrand. Et de déplorer : « personnellement que l'état des mœurs ne permette pas cette évolution qui ne figure pas dans nos projets », n'a-t-il pas manqué de préciser dans une interview accordée au *Provençal* et à *Var Matin*.

Que cette question du vote des immigrés soit actuellement au centre du débat électoral est « fâcheux », a reconnu M. Chirac, jeudi, sur Europe 1. Le premier ministre agit un éponévriste : « Si vous donnez le droit de vote aux immigrés, vous leur don-

nez aussi le droit d'être éligibles, parce que l'on ne peut pas faire des Français à deux vitesses. (...) Vous imaginez, par exemple, M. Khomelny qui serait devenu conseiller municipal de Neuville-le-Château ? »

Selon lui, les déclarations de M. Mitterrand sont « une sorte de clin d'œil à une fraction d'extrême gauche », tandis que lui-même multiplie les caillades à l'adresse de l'extrême droite. Dans un entretien publié par *Sud-Ouest*, vendredi, il affirme : « Il appartient aux électeurs de juger qui est mieux à même de conduire les affaires du pays, et en particulier à ceux du Front national de juger les actions des uns et des autres dans les domaines qui ont compté : le chômage, la sécurité, l'immigration clandestine ».

Le président du Front national accuse le président du RPR de ne « manquer ni de souffle ni de culot » en cherchant ainsi à « récupérer son électorat ». Et, à son tour, il a lancé un « appel » aux électeurs de M. Chirac.

Reste que c'est un UDF, dans cette Franche-Comté qui n'est pas la France, qui a bénéficié de cet « accord politique FN-RPR-UDF » permettant d'« écarter le risque socialo-communiste », selon la formule de M. Jean-Yves Le Gallou, président du bureau de liaison des élus du Front national. Les jeunes démocrates sociaux se sont déclarés « indignés » par un accord qui assure aussi mal de ce qui pourrait se passer si Raymond Barre n'était pas en tête de la majorité au soir du 24 avril.

Simone Veil assure de son côté qu'il n'y aura pas de négociations entre le 24 avril et le 8 mai entre l'actuelle majorité et le Front national. Il n'empêche que M. Barre lui-même a cru nécessaire de lancer une mise en garde contre toute éventualité de « tractations ou d'arrangements au niveau national » qui occasionneraient « des concessions peut-être moins acceptables » que l'élection d'un président de conseil régional.

A. CH.

L'élection du président du conseil régional de Franche-Comté

M. Pierre Chantelat (UDF-PR) nie qu'il y ait eu un « pacte » avec le FN

BESANCON de notre correspondant

Ce serait donc par le plus grand des hasards que les trois représentants du Front national ont joint, le jeudi 14 avril, leurs voix à celles de l'UDF et du RPR pour élire à la tête du conseil régional de Franche-Comté M. Pierre Chantelat (UDF-PR), député de Haute-Saône et maire de Vesoul, (« suppléant du ministre RPR Bergerin », comme ne s'est pas privé de le rappeler M. Chantelat).

Le même hasard a fait qu'aucune candidature ne s'est présentée à droite contre celle de M. René Mars (Front national) pour la cinquième vice-présidence déléguée, équivalant à un portefeuille de « ministre régional ». « Il n'y a, à en croire M. Chantelat, pas eu de pacte », entre la droite traditionnelle et les amis de M. Le Pen : tout au plus des « discussions », à quand même admis le successeur d'Edgar Faure qui, après tout, ne s'est peut-être pas mélié directement de la « cuisine ».

Règlements de comptes personnels

Néanmoins, et quel que soit le poids des états-majors parisiens dans ces « discussions », il faut bien admettre qu'elles ont eu pour résultat de montrer que les rapprochements entre la droite et l'extrême droite ne sont pas exclus.

Les quelques élus gaullistes du conseil régional de Franche-Comté qui, il n'y a pas si longtemps, condamnaient publiquement le président du FN pour sa sortie sur le « détail » n'ont pas cru devoir présenter un autre candidat en face de M. René Mars, ni même s'abstenir lors de son élection à la vice-présidence. Et M. Chantelat, qui se veut l'héritier naturel d'Edgar Faure, aura vite oublié le vote négatif du Front national sur les crédits demandés par le comité du bicentenaire de la Révolution dont l'académicien assurait la présidence.

Certes, il a bien été dit que certains élus régionaux du Parti répu-

blicain ou du CDS étaient furieux de constater que les suffrages de l'extrême droite s'étaient mêlés aux leurs. Mais leurs remords paraissent bien tardifs car ils n'ont — pas d'avantage que les gaullistes — fait défection lors de la désignation des premiers membres du bureau, pour les aider à retrouver leurs sièges de vice-présidents. Il n'a pas manqué, à MM. Louis Souvet, Michel Bidaux, Yves-Marie Lehmann (tous trois RPR) et André Culinet (UDF) une seule des vingt-trois voix qui s'étaient portées sur M. Chantelat.

Seul M. Jean Perreaudin (UDF-PR) n'a pas fait le plein, un des vingt-trois ayant oublié de voter pour lui. Pour autant qu'il soit volentaire, cet « oubli » semble montrer qu'à défaut de considérations idéologiques, des petits règlements de comptes personnels pourraient rompre l'union ralliée à Besançon.

Déjà, M. Jean-François Humbert (UDF-PR), président du groupe UDF de l'assemblée régionale, s'est démis, jeudi après-midi, de ses fonctions de président en vue de fonder un groupe « libéral » au sein de l'assemblée. Invitant d'autres élus de la majorité à venir le rejoindre, M. Humbert, également secrétaire national du Parti républicain, a déclaré qu'« au sein d'une formation libérale (le PR), il faut accepter qu'il y ait plusieurs opinions qui s'expriment ». « Il faudra compter », poursuit M. Humbert, dans l'avenir avec certains élus de la majorité qui ne souhaitent pas que les choses se passent comme elles se passent depuis toujours.

La suite de l'élection des autres membres du bureau régional relève de l'anecdote. Quant à la séance peu après l'élection de M. Mars (l'unique représentant de la gauche resté dans la salle étant M. Jacques Maroselli (MRG), socialistes et communistes se sont répartis à être reconduits dans leurs fonctions de simples membres de l'exécutif régional.

CLAUDE FABERT.

Etrangers sans isoler

REVOILA donc les immigrés ! Ils sont, comme prévu, au rendez-vous de l'élection présidentielle, mais pas exactement où on les attendait. Depuis deux ans, le débat politique sur l'immigration était focalisé sur le code de la nationalité. Or c'est autour du droit de vote que s'affrontent aujourd'hui les candidats.

Une précision de vocabulaire n'est peut-être pas inutile dans ce débat confus où certains finissent par affirmer qu'il n'importe quoi : contrairement à ce que disent toutes les effiches, il ne s'agit pas d'accorder un « droit de vote aux immigrés ». La question posée est celle du droit de vote aux « étrangers » : en effet, beaucoup d'immigrés, ou leurs enfants, ont déjà la nationalité française et, pour eux, la question ne se pose plus. Le débat ne porte que sur les quelques trois millions de personnes majeures, titulaires d'une nationalité étrangère seulement.

Aujourd'hui, en France, les étrangers jouissent des droits syndicaux et du droit d'association. Ils sont électeurs mais non éligibles aux élections municipales. Pierre Juquin propose de leur accorder un droit de vote et d'éligibilité à toutes les élections politiques, sous condition d'une résidence de trois à cinq ans en France.

Personne ne le suit aussi loin. Le Parti communiste ne réclame qu'un droit de vote et d'éligibilité des étrangers aux élections municipales. Plus prudent, le Parti socialiste est favorable à « la participation des étrangers aux élections locales », en souhaitant que « des expériences » soient entreprises dans les municipalités pour « préparer » la mise en œuvre de cette réforme. Quant à François Mitterrand, il n'évoque même pas de telles expériences (déjà conduites à Amiens et Mont-en-Barrois) dans sa *Lettre à tous les Français* : le président-candidat se contente de dire qu'il est personnel-

■ M. Kouchouk pour M. Chirac. — M. Ali Kouchouk, Français d'origine tunisienne, qui avait souhaité se présenter à l'élection présidentielle en février, et avait retiré sa candidature le 5 avril, a indiqué, le jeudi 14 avril, qu'il a décidé « de se prononcer dès le premier tour en faveur de Jacques Chirac ». Il estime que M. Chirac « est capable de garantir le développement économique et de conduire une politique d'intégration sociale harmonieuse ».

lement favorable au droit de vote municipal mais que l'opinion française n'y est pas prête.

Jacques Chirac fait semblant d'ignorer cette distinction, attaquant son adversaire bête en tête. Des effiches sauvages ont fait leur apparition sur les murs des villes, affirmant : « Mitterrand, c'est le droit de vote aux immigrés ». Bref, le débat se focalise sur une non-proposition du candidat socialiste qui, lui-même — pressé par certains à gauche d'être plus ambitieux — entendait l'ambiguïté.

Le droit de vote des étrangers « à toutes les élections » est une absurdité : en l'état actuel des législations et des mentalités, cette proposition n'a aucune chance d'être prise en compte. On peut débattre, en revanche, d'une forme de citoyenneté locale, indépendamment de la nationalité, dans laquelle se sont déjà engagés plusieurs pays européens : la Suède (depuis 1976), la Norvège (1978), le Danemark (1981) et les Pays-Bas (1985).

Un seul objectif : intégration

Les partisans de cette réforme — que M. Chirac lui-même jugeait souhaitable en 1980 — ont un argument de poids : toutes les personnes qui vivent dans une commune et qui y paient des impôts devraient avoir leur mot à dire sur le fonctionnement de celle-ci. En leur donnant un droit de vote, on les rend plus responsables : en leur accordant un poids politique, on les rend moins vulnérables à une discrimination raciale. « La paix dans les HLM » serait mieux garantie.

Mais une telle réforme est moins simple à réaliser qu'elle n'en a l'air. Selon l'article 3 de la Constitution, « la souveraineté nationale appartient au peuple qui l'exerce par ses représentants ». En étant associés aux choix d'élus locaux, les étrangers participeraient indirectement à l'élection des sénateurs et députés. La désignation du chef de l'Etat puisque le président du Sénat risque à tout moment de devenir président par intérim. Mais on peut faire confiance aux juristes pour trouver une solution.

Autre question, encore plus délicate : logiquement, un électeur doit

être éligible. Imagine-t-on aujourd'hui que le maire de Marseille ou de Roubaix n'ait pas la nationalité française ? Pour surmonter cette difficulté, il faudrait inventer un système permettant aux étrangers d'accéder éventuellement aux postes de conseillers municipaux sans devoir pour autant les premiers magistrats de leur commune. Après tout, les électeurs français de dix-huit ans ne sont pas éligibles à toutes les fonctions politiques.

Un troisième argument mériterait d'être pris en compte, notamment par ceux qui souhaitent — à juste titre — intégrer les nombreux étrangers appelés à vivre définitivement en France. La participation à un scrutin local en est sans doute un moyen (dont on voit les effets positifs à Amiens et à Mont-en-Barrois, où des

députés étrangers élus siègent au conseil municipal, mais à titre purement consultatif).

Il ne faut cependant pas se faire d'illusions : aujourd'hui comme hier, le premier moyen d'intégration est l'acquisition de la nationalité française. Deux solutions peuvent être envisagées après cinq ans de résidence en France : autoriser un vote local ou favoriser l'acquisition à la nationalité française. Elles ne sont pas forcément contradictoires. D'ailleurs, personne n'est obligé de devenir français ni d'ailleurs de s'intégrer. Mais un pouvoir politique responsable ne peut avoir, pour ne part, qu'un seul objectif : l'intégration.

ROBERT SOLÉ.

M. Mitterrand : « Je suis pour, mais... »

Dans sa *Lettre à tous les Français*, M. François Mitterrand écrit, à propos du droit de vote des immigrés aux élections locales : « Quant à l'immigré en situation régulière, pourvu d'une carte de séjour et d'un contrat de travail, il est normal qu'il soit traité, sous tous les aspects de sa vie professionnelle et personnelle, salariale, conditions de travail, protection sociale, école pour les enfants, etc., comme le sont les travailleurs français. La Grande-Bretagne, la Hollande, les pays scandinaves sont même allés jusqu'à reconnaître à leurs immigrés un droit de regard — par le vote — sur des décisions politiques locales ou nationales. Même si je sais que vous êtes, dans votre grande majorité, hostiles à une mesure de ce genre, je déplore personnellement que l'état de nos mœurs ne nous la permette pas. »

Quot qu'il en soit, je vous conjure d'élaborer de nous l'élaboration de nos législateurs représentés 7 % de notre population. Pas plus qu'en 1980. Je n'ignore pas l'extrême sensibilité à ce problème de ceux de nos compatriotes qui habitent dans des quartiers et les villes à forte immigration. Mais ce type de conflit se règlera si la sagesse est là plutôt que la violence. »

M. Chirac : on pourrait le concevoir, mais...

M. Jacques Chirac avait pris position, le 14 octobre 1979, devant l'Association des maires des capitales françaises, en faveur de la participation aux élections municipales des travailleurs immigrés résidents depuis au moins cinq années dans la commune d'accueil.

Interrogé par *le Monde* sur ces déclarations, le maire de Paris avait ensuite déclaré (*le Monde* du 25 janvier 1980) : « Il s'agit d'une erreur de compréhension d'un journaliste étranger. Cela dit, on pourrait imaginer que, l'administration municipale constatait à gérer les conditions matérielles de la vie des habitants d'une cité, un travailleur immigré est concerné par les structures sociales et économiques de cette cité, au même titre qu'un Français. Par conséquent, on pourrait parfaitement concevoir que le droit de vote, pour l'élection des municipalités, soit donné, tout naturellement, aux résidents et non pas seulement aux nationaux. »

Mais, hélas, les élections municipales — sous l'égide de l'Etat — démontrent des élections politiques qui participent en tant que telles à l'expression de la volonté politique nationale. Dans ces conditions, il n'est pas possible de donner le droit de vote à ceux qui n'ont pas la nationalité française. »

En privé, M. Chirac nous avait à plusieurs reprises confirmé que, à titre personnel, il était favorable au vote des immigrés aux élections locales, mais qu'il se refusait à le proposer par crainte du « barou » qu'une telle initiative ne susciterait pas de provoquer.

J.-M. C.

L'information économique
CAHIERS FRANÇAIS

SALON DU LIVRE DE PARIS
Stand 1L3 - 3M4

L'INFORMATION ECONOMIQUE
découvrez les outils de base de l'économiste
Pourcentages, indices, taux de variation...
Recueils de données. Analyses et prévisions économiques.
Collection LES CAHIERS FRANÇAIS 45 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, QUAI VOLTAIRE PARIS 7^e TEL: (01) 40.15.70.00

SCIENCE DE LA VIE DE L'ETHIQUE AU DROIT
Etude du Conseil d'Etat
« Un apport fondamental et décisif dans le débat sur ces sujets essentiels »
LE MONDE

Collection NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES n° 4855 - 50 F

Pour les grands la vie est belle ils s'habillent chez CAPEL

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, QUAI VOLTAIRE PARIS 7^e TEL: (01) 40.15.70.00

SALON DU LIVRE DE PARIS
Stand 1L3 - 3M4

SCIENCE DE LA VIE DE L'ETHIQUE AU DROIT
Etude du Conseil d'Etat
« Un apport fondamental et décisif dans le débat sur ces sujets essentiels »
LE MONDE

Collection NOTES ET ETUDES DOCUMENTAIRES n° 4855 - 50 F

Mais oui ! CAPEL habille aussi les petits

CAPEL prêt-à-porter hommes grands hommes forts
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 3^e
• 25, boulevard Malesherbes Paris 8^e
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15^e
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, QUAI VOLTAIRE PARIS 7^e TEL: (01) 40.15.70.00

Politique

au centre de la campagne pour l'élection présidentielle

Le candidat de l'extrême droite s'en prend vivement au premier ministre

Plus de sept mille personnes se sont rassemblées, le jeudi 14 avril, dans le Palais des sports de Lyon pour écouter M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national, qui succédait à M. Jacques Chirac dans la capitale des Gaules, a fait salle comble. Beaucoup de jeunes dans une assistance qui n'a pas ménagé ses applaudissements dès que l'orateur abordait les questions de sécurité, d'immigration et de « préférence nationale ».

M. Le Pen a passé une bonne partie de la soirée à attaquer le premier ministre dont il a fait luer le nom à maintes reprises. « C'est un haineux et un menteur », a-t-il clamé en déniant la politique de « la droite courbe à la tête du pays depuis 1986. [...] Ce gouvernement manque de moralité et de volonté ».

Quant à l'attitude du premier ministre dans Le Pen « scandaleuse et honteuse », « C'est maintenant la Syrie, dont nous avons assuré jadis le protectorat, qui se pose en protectrice de la France ».

M. Le Pen a également expliqué, que loin d'être un facteur de tension dans le pays, le Front national « était le garant de la paix civile puisqu'il propose une solution ferme et humanitaire au problème de l'immigration. Qu'arriverait-il si cet espoir disparaissait ? C'est alors que l'on pourrait craindre des risques d'affrontement », a-t-il déclaré tandis que les voiles de béton du Palais des sports résonnaient des cris « Le Pen, Le Pen », crescendo. « Vous êtes la grande vague du peuple de France, leur a dit M. Le Pen. Le Front national est implanté dans le pays et, je vous le promets, il n'a pas fini de le faire ».

Dans l'après-midi, M. Le Pen avait tenu une conférence de presse. Interrogé sur l'accord intervenu en Franche-Comté entre sa formation et la majorité pour la succession du président Edgar Faure, M. Le Pen a estimé qu'il ne fallait pas donner à cette entente locale une valeur symbolique pour le report des voix du second tour de l'élection présidentielle.

« Le comportement de Jacques Chirac ne peut que renforcer la méfiance de nos électeurs » nous déclare M. Le Pen

« Le report des voix des électeurs du Front national est la clé de l'élection présidentielle : c'est Alain Juppé qui fait ce constat. De votre côté, vous vous refusez pour l'instant à vous prononcer sur votre attitude pour le second tour. Mais avez-vous vraiment le choix ?

— La victoire de François Mitterrand, si victorieuse il y a, est d'abord le fait de François Mitterrand et de ses électeurs et, d'autre part, le fruit de l'attitude des candidats de la majorité et de leur électorat. Si est vrai qu'une partie des électeurs du Front national — nous nous en rendons compte — ne se reportent pas sur l'un des candidats de la majorité, cela est vrai aussi d'une partie de l'électorat de M. Chirac et de M. Barre, l'un vis-à-vis de l'autre.

— Il y a aussi, au sein de votre parti, deux tendances : l'une autour de M. Jean-Pierre Stérbois, secrétaire général, qui pousse pour un « vote révolutionnaire », en faveur de M. Mitterrand ; une autre autour de M. Bruno Mégret, directeur de campagne, qui prône le dédoublement sans ambiguïté pour le candidat de la droite classique. Avez-vous tranché ?

— Il n'y a pas de tendances organisées autour de Jean-Pierre Stérbois ou de Bruno Mégret.

— Il y a bien pourtant des sensibilités différentes ?

— Personne ne s'est fait chez nous l'avocat d'un vote en faveur de François Mitterrand. Mais il y a des attitudes qui sont plus ou moins favorables ou hostiles au vote en faveur d'un candidat de la majorité. Il existe aussi beaucoup de nuances, et cela dépend pour beaucoup de

l'attitude du candidat du second tour.

— Qu'attendez-vous précisément de lui au second tour ? Les déclarations du premier ministre, M. Jacques Chirac, mercredi à Lyon, contre le droit de vote des immigrés, sont-elles de nature à vous rassurer ?

— Ce qui me satisfait, c'est que la politique française tienne compte des aspirations des Français que nous représentons, en termes d'immigration, de code de la nationalité, de préférence nationale. Quant à la déclaration de Jacques Chirac à Lyon, soyons sérieux ! Il était de faire du dédoublement électoral. C'est une manœuvre extrêmement maladroite, et qui ne peut que renforcer la méfiance des électeurs du Front national ; cela leur apparaît comme une manœuvre parfaitement démagogique et déloyale. M. Chirac aurait limité son propos à souhaiter inviter les électeurs du Front national pour le 8 mai, cela, à la rigueur, se serait compris ; mais, pour le 24 avril, il se moque d'eux et, en plus, ce qui est grave, c'est qu'il s'en moque peut-être involontairement. C'est ainsi que l'on a de grandes déconvenues.

« Je ne me dérobe à aucun contact »

— Avez-vous eu des contacts avec un ou des membres de l'entourage du ministre de l'Intérieur, M. Charles Pasqua, en vue du second tour ? Connaissez-vous M. Jean-Michel Schoeler, chargé des affaires économiques place Beauvau, présenté par Libération comme étant l'un de vos contacts ?

— Je connais M. Schoeler : je connais plusieurs membres du cabi-

net de M. Pasqua, ainsi que des collaborateurs de beaucoup de ministres de la majorité. Je les fréquente à l'occasion des travaux parlementaires.

— Mais, plus précisément, le RPR a-t-il tenté de prendre langue avec vous ces dernières semaines ?

— Non. Pour l'instant, non. Mais je crois que ces contacts se font plutôt par éditoriaux et petites nouvelles interposés que directement. Mais moi, je ne me dérobe à aucun contact.

— Avez-vous eu, comme l'affirme votre ex-épouse dans *Globe*, un lien secret avec M. Raymond Barre au mois de juillet 1987 ?

— Cela fait partie des énonciations de M. Pierre Lallemand, qui ne méritent même pas un démenti tant les invraisemblances accumulées dans cette misérable histoire sont légions.

— Songez-vous à modifier le sigle du Front national, et éventuellement, son nom, après l'élection présidentielle ?

— Pour l'instant, non. De toute façon, cela appartiendrait au congrès national. S'il en était ainsi, il faudrait que cela ait été souhaité par la majorité de nos membres et que cela reflète un changement de stratégie ou de dimension.

— Les enquêtes d'opinion révélaient que vos électeurs, qui se sont aggrégés autour de vous dans une sorte de « vote ensemble », ne vous reconnaissent pas dans leur grande majorité une stature de chef d'Etat.

— Tout d'abord, chaque fois qu'il y a un parti nouveau, il est forgé par la contestation d'un certain nombre d'électeurs contre les formes habituelles de la représentation politique. Mais vous comprenez bien qu'une des forces de l'établissement c'est de faire croire qu'il n'y a que lui qui puisse être l'établissement. Vous seriez allé dire aux gens en Algérie que Ben Bella pouvait devenir président de la République algérienne. Ils vous auraient ri au nez, même les fellaghas. Si vous avez expliqué aux gens que leur condisciple, Bonaparte, allait être empereur des Français ou que le marchand de pinard Murat allait devenir roi de Naples, vous auriez fait rigoler tout le village.

Propos recueillis par PIERRE SERVANT.

Collection « Mondes en devenir » dirigée par Edmond Jouve
LA FRANCOPHONIE S'ÉVEILLE
MICHEL GUILLOU
ARNAUD LITARDI
155 x 24 cm - 284 p. - 120 F

Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte - 75006 PARIS

Les VUES de Raymond Depardon



DEPARDON/MAGNUM

JEUDI 14 AVRIL, 12 H 30

Place Nationale à Billancourt
Pierre Juquin
Une centaine d'ouvriers de chez Renault l'écouteront parler
Il y a beaucoup de travailleurs immigrés

Un militant du PC le prend à partie
Vif échange
La foule semble gênée
Tout se termine en face au Point du jour devant une merguez

Les accusations de complaisance

(Suite de la première page.)

M. Mitterrand a publié, le jeudi 14 avril, un bulletin de victoire en se félicitant d'avoir amené le RPR à se révéler, face à lui-même, « frère jumeau » du Front national. L'objectif du président-candidat était bien, en effet, d'inciter M. Jacques Chirac à épouser les réactions prévisibles de l'électorat de l'extrême droite, mais aussi d'une partie de la droite, face à la perspective dessinée par M. Mitterrand. Or tout ce qui peut être le signe d'un rapprochement ou d'une complaisance du premier ministre vis-à-vis du Front national, de ses hommes ou de ses idées, est pain béni pour le chef de l'Etat.

L'énervement que manifestait, jeudi, certains chiraquiens était l'expression éloquentes de l'efficacité du piège tendu par le candidat socialiste. Leur indignation, lorsqu'ils rappellent les ambiguïtés de certains socialistes devant le phénomène Le Pen — qui, selon M. Laurent Fabius, apportait de « nouvelles réponses » à de « bonnes questions » — et la façon dont M. Mitterrand en insistant sur le scrutin proportionnel, avait offert au Front national une représentation et une respectabilité parlementaires, avec l'espoir de priver le RPR et l'UDF de la majorité à l'Assemblée, est à la mesure de l'habileté avec laquelle M. Mitterrand, dans une situation délicate, rejoue, au fond, la même carte. Mais qui lui a donné cet astuce ?

Trois éléments sont venus conforter la tactique du président de la République : les propos de M. Chirac, la rumeur de tractations entre le RPR et le Front national, l'accord au terme duquel la majorité a pu conserver la présidence du

conseil régional de Franche-Comté grâce aux voix des amis de M. Le Pen. Ce dernier fait, aussitôt exploité par les socialistes comme la « préfiguration » d'un futur accord national entre la droite et l'extrême droite, l'a été aussi, à sa manière, par M. Raymond Barre, qui y a vu, comme M. Chirac, une « préférence locale », mais a aussitôt mis en garde contre les « tractations ou arrangements au niveau national ».

La voix du cafetier de Marseille et celle de M^{me} Delfosse

Le premier ministre a démenti toute discussion et écarté, de nouveau, l'éventualité d'une négociation avec lui que ce soit comme celle d'une participation du Front national au gouvernement permanent et obsessionnelle — c'est son fonds de commerce — comme la cause de tous les maux. Est-ce vraiment la proportion de clandestins qu'il y a ou qu'il n'y a pas parmi eux qui fait que les immigrés offensent la vue des électeurs de M. Le Pen ? En quoi l'insécurité — délinquance, criminalité, drogue, terrorisme — justifie-t-elle que les immigrés en soient tenus pour responsables ? Et pourquoi le ressentiment des chiraquistes se tournerait-il particulièrement contre les immigrés ?

Il y a plus : le vote pour le Front national ne se réduit pas au racisme, même si, dans tous les cas, il conforte cette plaie que les partisans de l'ordre devraient dénoncer à l'égard de la délinquance ou de la criminalité. « Comprendre » le phénomène Le Pen implique de prendre en compte ce qu'il exprime de rejet du jeu et de la classe politique, qui explique, par exemple, qu'il puisse y avoir un mouvement d'une partie des électeurs de M. Barre vers M. Le Pen.

M. Mitterrand se prévoyait d'avoir amené M. Chirac à se déporter vers la droite, élargissant ainsi le champ du président-candidat et des valeurs qu'il veut prétendre incarner. La partie, cependant, est-elle jouée ? Les ressources manœuvrières dont le candidat socialiste fait délibérément étalage peuvent se retourner contre lui.

PATRICK JARREAU.

La campagne officielle à la radio et à la télévision

VENREDI 15 AVRIL

FR 3, 17 heures - 17 h 30 : MM. Mitterrand, Boussel (rediffusion).
A 2, 19 heures - 19 h 45 : MM. Le Pen, Lajoinie, Chirac.
FR 3, à partir de 22 h 15 : MM. Le Pen, Lajoinie, Chirac (rediffusion).

France-Inter, 20 heures - 20 h 45 : MM. Juquin, Boussel, Wachter.

SAMEDI 16 AVRIL

FR 3, 7 h 30-8 h 15 : MM. Le Pen, Lajoinie, Chirac (rediffusion).
A 2, 9 heures-9 h 30 : MM. Mitterrand, Boussel (rediffusion).

SALON DU LIVRE DE PARIS
Stand 1L3 - 3M4

Dans la collection des RAPPORTS OFFICIELS

- LA FISCALITÉ DU PATRIMOINE
Commission présidée par M. AICARDI-60 F
- FISCALITÉ ET MARCHÉ UNIQUE EUROPÉEN
Commission présidée par M. BOITEUX-50 F
- LA DUREE D'AMORTISSEMENT
Groupe d'étude présidé par P. MENTRE 60 F

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, QUAI VOLTAIRE PARIS 7^e TEL: (1) 40.15.70.00

SALON DU LIVRE DE PARIS
Stand 1L3 - 3M4

Dans la collection des RAPPORTS OFFICIELS

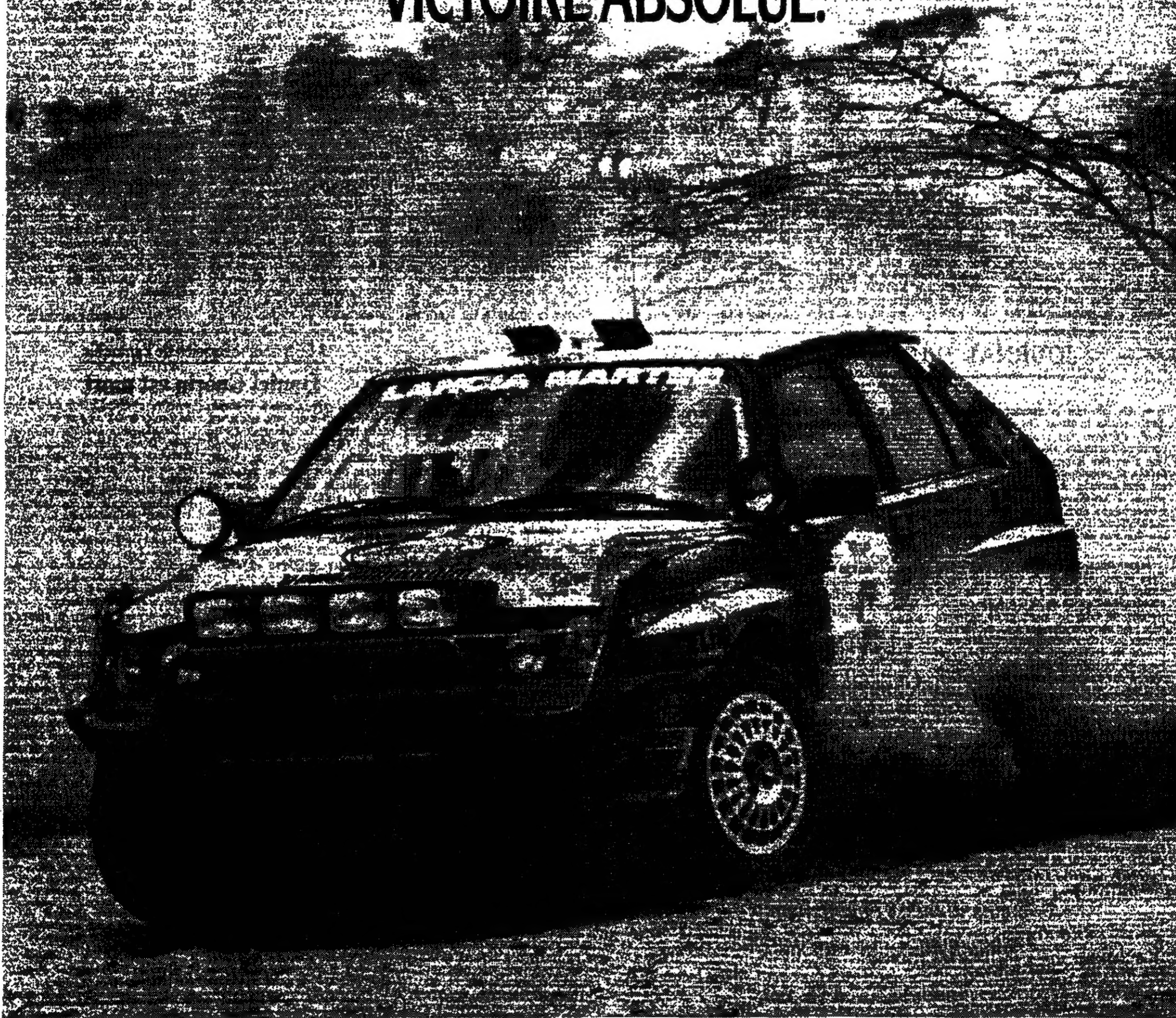
- LE CINÉMA FRANÇAIS FACE À SON AVENIR Jean-François COURT-60 F
Comment remédier à la crise d'une industrie culturelle majeure ?
- LE LIVRE FRANÇAIS A-T-IL UN AVENIR ? Patrice CAHART-60 F
Des propositions concrètes pour donner à l'édition un second souffle.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
31, QUAI VOLTAIRE PARIS 7^e TEL: (1) 40.15.70.00

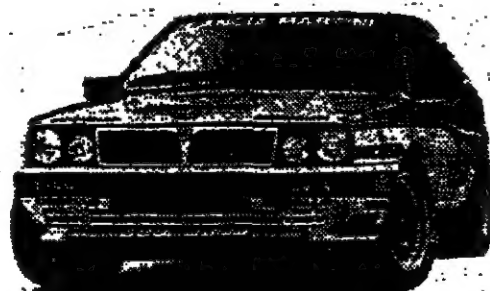
سكزا من الاجل

CHAMPIONNAT DU MONDE DES RALLYES 88

SAFARI RALLY. UNE COURSE IMPITOYABLE. LANCIA DECIDE DE GAGNER... ET A GAGNE. LANCIA DELTA HF INTEGRALE. VICTOIRE ABSOLUE.



La Lancia Delta HF Intégrale triomphe au Safari Rally après 3 victoires consécutives en Europe.



De victoires en victoires, Lancia a remporté 6 titres de Champion du Monde des Rallyes. Il ne lui manquait qu'une seule épreuve pour satisfaire son légitime orgueil : le Safari Rally. En gagnant, Lancia n'a pas seulement triomphé dans une grande course ; la marque peut désormais se prévaloir d'une victoire totale sur tous les terrains en inscrivant sur son livre d'or le palmarès le plus complet de l'histoire des Rallyes. C'est une épreuve réputée impossible, unique en son genre. Pour de nombreuses grandes marques, c'est le seul rendez-vous mondial, l'unique objectif monopolisant tous leurs efforts et leurs ressources durant une année entière. Lancia en a fait bien davantage en gagnant à Monte Carlo, en Suède, au Portugal et en affrontant le Safari Rally comme une autre épreuve du Championnat. Et malgré son engagement dans toutes les courses mondiales, Lancia a encore gagné. Là où d'autres ont investi toutes leurs ressources et toute leur énergie, Lancia a remporté la victoire avec l'aisance et le panache qui lui sont habituels.

Classement du Safari Rally : 1^{er} Biondi / Siviero sur Delta HF Intégrale.

Ont participé à la Victoire : Biondi, Biondi, Enzo (coéquipier), Furodo, Martini et Rossi, TRW Scheel, Spennline, Sney Poch. Avec le parrainage de : Barletti, Caccia, Magnani Martelli, VSO Fiat, Telescopio, Weber.



La Delta HF Intégrale
Martini Racing victorieuse
est équipée de pneumatiques
MICHELIN

Lancia. Une suprématie technologique forgée dans les rallyes et qui se manifeste sur la route.

هكذا من الاجل



Politique

Un sondage IPSOS-le Monde sur les choix des Français

Priorité à la formation et à l'Europe et refus de l'exclusion

Changement de plan, la caméra revient vers la foule : après l'enquête de BVA montrant comment, à travers un échantillon représentatif, les électeurs hiérarchisent les enjeux de l'élection présidentielle et jugent l'apogée des candidats à la présidentielle en compte (le Monde du 15 avril), voici une autre approche de l'état de l'opinion avant la consultation. Proposée par IPSOS, elle tend à cerner les souhaits que les Français voudraient voir exaucer en priorité, dans les principaux secteurs de l'action politique, quel que soit le président élu le 8 mai prochain.

Un coup de sonde, donc, sur les attentes et les choix privilégiés par les électeurs. Ses résultats surprennent par rapport à la teneur des discours dominants de la campagne qui représentent, si l'on peut dire, l'offre. L'enquête illustre et confirme certains des décalages de plus en plus ressentis entre ce qui est proposé par les candidats et ce qui est attendu par les électeurs, entre l'inertie idéologique des uns et la disponibilité et l'ouverture des autres, entre les publics répertoriés comme cibles et la réalité d'une différenciation très... différente des sensibilités et des choix qu'elles induisent.

Le consensus sur l'éducation

Ce sondage a été réalisé pour le Monde entre le 9 et le 11 avril, auprès de 1204 personnes constituant un échantillon représentatif de l'électorat, par téléphone et selon la méthode des quotas.

La première surprise surgit de la hiérarchie établie dans l'éventail des mesures immédiatement souhaitées. Deux d'entre elles font quasiment l'unanimité : la généralisation des

stages de formation en entreprises pour toutes les personnes qui sont au chômage (souhaitées par 94 %) et la création d'un crédit-formation donnant droit à toute personne ayant arrêté trop tôt ses études de les reprendre plus tard (92 %). On retrouve là deux préoccupations dominantes dans toutes les enquêtes d'opinion, celles de l'emploi et de la formation, qui s'expriment ici en termes de mesures à prendre concrètement. Les électeurs des candidats incarnant les cinq grands courants politiques les plébiscitent dans la même proportion, toujours à plus de 90 %.

La demande de formation est très forte et très large et se traduit par d'autres choix dans le domaine de l'éducation en général. 76 % des personnes interrogées souhaitent une augmentation du budget de l'éducation nationale pour pouvoir mieux payer les instituteurs et les professeurs, et les électeurs socialistes de MM. Mitterrand, Barre et Chirac situent, à cet égard, au même étage. 74 % souhaitent le maintien des subventions de l'Etat aux écoles privées (plus de 90 % à droite, 63 % dans le camp de M. Mitterrand et seulement 36 % dans l'électorat communiste). Une majorité plus courte, (53 %) se prononce pour l'instauration d'une sélection préalable pour l'entrée des bacheliers à l'université (68 % dans l'électorat de M. Chirac).

Ainsi se dégage, sur les thèmes de l'éducation et de la formation, un consensus qui laisse penser que les deux grandes crises de « société » qui ont ébranlé le septennat, celle de 1984 sur l'enseignement privé et le mouvement étudiant de 1986, n'auraient pas dû se produire si les responsables politiques, procédant de ma-

rités différentes, avaient eu une meilleure connaissance de l'opinion.

Impôt sur la fortune et taxe de solidarité

Dans le palmarès des souhaits les mieux partagés, on relève des mesures révélatrices d'une bonne perception de la logique économique et de l'attraction européenne. 78 % des personnes interrogées souhaitent « la diminution de l'impôt sur les sociétés pour relancer l'investissement ». Le vote est très marqué à droite mais reste fort dans l'électorat socialiste (75 %) et majoritaire (53 %) dans l'électorat communiste. L'obsession de l'emploi conduit à remettre en cause d'anciens critères de partage entre la gauche et la droite.

Le rétablissement de l'impôt sur les grandes fortunes, loin de provoquer un mouvement de rejet, est souhaité par 65 % des gens ; (90 % et plus à gauche, mais la droite est très partagée sur ce point, l'hostilité la plus grande venant de l'électorat de M. Chirac (57 % contre).

L'attachement à la Sécurité sociale se confirme à travers le souhait à 62 % de voir s'instaurer une taxe sur les revenus du capital (Bourse, immobilier) pour financer la couverture sociale et les sensibilités libérales le partagent à plus de 50 %, tandis que l'électorat de M. Le Pen le fait sien dans la proportion de 59 %.

Pour rester dans le domaine économique, relevons que les souhaits de voir se poursuivre les privatisations ou, à l'inverse, de reprendre les nationalisations ne font pas recette : 39 % dans un cas, et 30 % dans l'autre. Le partage gauche-droite réapparaît dans la répartition des réponses selon les électeurs, mais le

désir de privatisation ne reste fort que parmi les partisans de M. Chirac (67 %) et celui de nationalisation n'obtient que 40 % des suffrages de la gauche socialiste. Voilà qui relativise la portée et la nécessité de ces grandes réformes et contre-réformes du septennat précédent, les balancements symboliques de l'alternance ayant peut-être en des vertus pédagogiques. Toujours est-il que, dans l'opinion, cette querelle est devenue anachronique.

Une monnaie et une armée européennes

L'Europe est plébiscitée à travers plusieurs souhaits dont certains bousculent, là encore, des idées reçues. 79 % des personnes interrogées approuvent la création d'une monnaie unique européenne, le score le plus faible, relativement, étant celui de 71 % enregistré dans l'électorat communiste. Election d'un président de l'Europe au suffrage universel : 67 % pour ; création d'une armée européenne sous commandement multinational : 56 % pour. Sur ces deux dernières éventualités, la gauche est moins enthousiaste que la droite, mais la mouvance socialiste leur accorde une majorité de suffrages. Il y a, en revanche, un consensus harmonieusement partagé pour refuser une diminution des aides budgétaires européennes aux agriculteurs.

Si, comme on pouvait l'imaginer, la participation de la France aux négociations sur le désarmement est fortement et généralement souhaitée, le principe d'une augmentation de l'aide de la France au tiers-monde est approuvé par 68 %, les partisans de MM. Mitterrand et Chirac se situant à cet égard au

même niveau (73 et 72 %). Les avis sur le budget militaire national sont très partagés (50 % souhaitent le réduire), ce qui annonce, peut-être, la renaissance de vieux débats après une phase de consensus.

Une autre lecture de cette enquête montre que le clivage gauche-droite reste marqué sur des mesures telles que celles concernant l'imposition de la fortune, le couple nationalisation-privatisation, les dépenses militaires et l'éventuelle régionalisation de TFI (souhaitée par 40 % des personnes interrogées, mais nettement plus au sein de la gauche).

La perspective d'un gouvernement qui comprendrait des socialistes et des centristes est acceptée par 52 % des personnes interrogées, mais c'est une éventualité qui divise, évidemment, le camp de la gauche et celui de la droite car elle trouve surtout des adeptes chez les socialistes et les baristes. Un autre facteur de division dans chaque camp se révèle à propos du code de la nationalité. Globalement, 48 % seulement des gens souhaitent le voir modifier dans un sens plus restrictif, mais, à gauche, les socialistes sont plus enclins à le faire que les communistes, et, à droite, les partisans de M. Barre (ceux de M. Le Pen étant unanimes ou presque sur ce point). Un partage semblable se manifeste en réponse à la question de savoir s'il faut renvoyer dans leur pays d'origine les immigrés au chômage, mesure souhaitée par 43 % des gens (53 % des chiraquistes et 74 % des lepenistes, 41 % des socialistes et 34 % seulement des baristes pour 26 % des communistes). Sur la base d'autres mesures, des parallèles entre les courants adverses, des décalages de consensus, se dessinent : il en est ainsi de l'extension du

domaine du référendum (61 %), du raccourcissement de 7 à 5 ans du mandat présidentiel (59 %) et des questions déjà évoquées touchant à la formation, l'éducation, la croissance, la solidarité, l'Europe.

Une capacité de réflexion autonome

Au total, il semble que, en s'éloignant un peu plus des systèmes de pensée qui, à travers les courants idéologiques, contribuent à encadrer l'opinion, celle-ci acquiert une mobilité et une capacité de réflexion autonome. Elle s'efforce nettement dans des cheminement et des choix dont il serait excessif de dire que les responsables politiques les méconnaissent pas par rapport auxquels leurs propres projets apparaissent timorés ou en retard. Pas vraiment en phase, en tout cas. Ainsi s'éclaire, peut-être, la bonne cote de M. Mitterrand, si l'on considère quelle est celle d'un candidat soucieux de réfléchir les inclinations de ses concitoyens et de se situer, sinon au centre, de moins au contraire de plusieurs sensibilités.

Puis, si l'on se retient de cette enquête le besoin exprimé de s'axer par l'éducation et la formation, celui de se ouvrir à un espace plus large, l'Europe, et le refus, marqué en plusieurs circonstances (chômeurs, immigrés, malades du SIDA), de s'enfermer dans une société qui exclut. Le reflet de l'exclusion garde des adeptes, dont le nombre peut impressionner mais n'illustre qu'une crispation marginale et anachronique au regard de l'évolution générale des attitudes politiques.

ANDRÉ LAURENS.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

Bien loin que la campagne électorale excite la verve des candidats, elle l'éteint. Du moins pour ce qui concerne l'actualité, alors que chacun d'eux vise à en être le phare dans son pays. La presse, et singulièrement la presse télévisée, est ainsi amenée, contrairement au reste du temps, à présenter des « unes » ou des « ouvertures » dont les thèmes ne suscitent aucune réaction chez les hommes politiques que l'on voit ensuite dans le cours des journaux.

Autant ils sont profanes sur le passé, à plus forte raison s'il s'agit de celui des rivaux, autant ils sont experts pour dépendre (à la constante exception de M. Barre sur certains terrains) le futur lumineux qu'ils sauraient bâtir pour leurs concitoyens si ceux-ci avaient le bon goût de les élire, autant, pour commenter les événements du moment, ils sont tout de retenus, c'est-à-dire tactiques, c'est-à-dire muets, autrement dit prudents.

Il n'est assurément pas de mauvais aloi d'être prudent pour qui aspire à diriger son pays. Mais, alors, que cette prudence n'apparaisse pas comme sélective, moins guidée par la sagesse du chef que par les précautions du postulant.

En dehors de la déclaration de M. Mitterrand sur les condamnés à mort d'Afrique du Sud, qui rappelle soudain que la vie (si l'on ose dire) continue ailleurs, tout paraît figé. A supposer que, dans un siècle ou deux, un historien veuille connaître l'histoire de France et l'histoire vue de France à travers les propos de ses dirigeants, sa tâche serait bien vite accomplie. A peine s'il en tirerait le matière d'un article.

C'est vrai qu'il n'y a rien à dire sur la prise d'otages dont ont été l'objet les passagers d'un Boeing koweïtien ; rien, sinon des banalités, condamnant les horreurs qui s'en sont suivies, la barbarie du procédé, l'inhumanité de la méthode, la folie politique de l'entreprise. Est-ce une raison suffisante ?

Les dirigeants qui sont ou qu'ont été les « grands » candidats se sont-ils toujours abstenus de la banalité dans d'autres circonstances, lorsqu'elles n'étaient pas électorales ? Aujourd'hui, rien. M. Barre se borne à ruminer sur les injustices de la fortune et (souhaite-t-il, au nom de la justice immortelle) à concocter des vengeances prochaines. M. Chirac s'efforce à faire piler le sort aux mesures de l'ambition de ses amis et M. Mitterrand ne parle que le vendredi.

Pourtant, gouverner, avant même d'agir, n'est-ce pas parler ? Non pas parce que ces paroles changeraient quoi que ce soit aux malheurs du temps, mais parce qu'elles seraient la marque d'un intérêt, d'un souci pour ce qui, bien sûr, sidère l'opinion ; une manière de sollicitude qui ne peut s'exprimer que par des mots. Les mots, ce n'est pas si inutile qu'on le pense. Comme le lançait la

grande Zouk lors de son dernier spectacle : « Eh bien, dis quelque chose, mais dis quelque chose ».

Cer on a beau soutenir que les Français sont indifférents à ce qui ne les concerne pas, personnellement ou en tant que nation, ils ne sont pas assez fous ni assez insensibles pour ne pas percevoir qu'ils ne sont pas à l'abri d'un tel drame — et que c'en est un. Parler ne conjurerait certes rien, mais cela soulage, y compris les autres.

L'excuse, si elle devait être fournie, se devine de loin : il ne faut rien dire qui puisse compromettre la libération des otages, selon une expression maintenant d'usage pour désigner les trois prisonniers français au Liban.

S'il est vrai, comme on l'entend dire ici et là, que l'arrondissement du Boeing n'est pas sans lien avec eux, est-ce une insipidité suffisante ? Y a-t-il plusieurs catégories d'otages pour les salués qui ont le goût d'en prendre ? Se taire sur certains, fût-ce pour d'apparentes bonnes raisons, n'est-ce pas en un sens faire le silence sur tous les autres ?

Muets

Si même l'explication de la raison d'Etat devait être retenue pour ce cas particulier, vaut-elle pour tout ce qui, dans l'actualité, appelleraient commentaires et ne fait l'objet d'aucun ?

Les résultats du commerce extérieur sont mauvais et le taux de l'inflation mensuel s'annonce des plus médiocres. Même en tenant compte de son peu d'attraction pour les chiffres, M. Mitterrand n'a pas pu ne pas être informé de cela. Il y avait matière à brocarder les minimes résultats de deux années de libéralisme. Eh bien non. Comme si M. Mitterrand, qui n'est pourtant pas le chanteur d'une telle politique, craignait que l'opinion ne le confonde dans une réprobation indistincte de tout ce qui gouverne, de près ou de loin. A moins évidemment qu'il ne réserve cela pour son prochain vendredi. Il faut se méfier lorsqu'on parle le même jour, avant.

Plus honteux, mais heureusement moins grave pour l'avenir du pays, les mésaventures « chèqueques » de M. Michel Droit, de l'Académie française. Des mésaventures qui ont été suivies de justifications si embourbées qu'elles embarrassent même, dit-on, ses collègues de la CNCL qui y

ont été appelés sur les mêmes critères d'opinion que lui. Pire : silence radio sur tous les fronts.

M. Chirac est, quant à lui, pardonné d'avance. Il n'est pas homme à lâcher ses amis. Mais M. Mitterrand, qui a su d'une plume déconsidérer la CNCL ? Peut-être estime-t-il que cela suffit. Mais il serait bien étonnant qu'il n'ait pas envie de réserver un traitement spécial pour M. Droit. Et M. Barre qui avait emboîté le pas ? Voudrait-il maintenant séduire aussi la CNCL ? Alors, qu'on ne vienne en tout cas pas nous dire que c'est le respect sourcilieux de la présomption d'innocence qui légitime cette châtiment modération.

Il faut tout de même avouer que ça la fiche plutôt mal. Pour la CNCL, certes, mais après tout, pas moins pour l'Académie française. Il a défilé bien des gens de tout poil dans cette vénérable, donc admirable, institution : des cardinaux à peine pubères, des militaires qui ne publiaient rien, des écrivains qui ne savaient pas lire, des francs-maçons, des bigots (en plus grand nombre) et même des traîtres à la patrie ; il y manquait Michel Droit.

L'n'y a qu'un motif de satisfaction dans cette grisaille de la vie publique, c'est le silence auquel vont être astreint conformément à la loi de 1977 et pour huit jours, les institutions de voyance, pardon, de sondages.

La prolifération des échographies politiques va donc être interrompue un moment. Le mystère, la surprise (bonne ou mauvaise) sont provisoirement rétablis dans leurs privilèges et les délices de l'ignorance restaurées.

Mais, à la différence du sexe de l'enfant qui ne risque pas de changer après que l'échographie l'a révélé aux parents impatients, le nom de l'élu des sondages peut parfaitement changer, lui, entre le jour où ces sondages sont mis sous le boisseau et le jour où le scrutin va intervenir.

Comme ce serait drôle, par exemple, que M. Barre, dont les plus chers amis préparent l'oraison funèbre, se retrouve la veille du premier tour au coude à coude avec M. Chirac ! La mauvaise nuit que celui-ci passera ! Seul si M. Pasqua lui a remis un faux sondage, plus prometteur, pour que son bébé donne en paix.

Car, si la publication en est interdite, procéder à des sondages n'est en revanche nullement prosaïque. Et de cette faculté qu'a maintes fois la loi, nul doute que les candidats y recourent.

Nul doute non plus qu'ils sauront, de bouche à oreille dans le microcosme dont M. Barre avait bien vu qu'il était son ennemi, le distiller à bon escient. Qu'ils vont être mignons à voir les bénéficiaires de ces confidences intéressées ! Ou elles vont être amusantes leurs mines entendues d'hommes qui savent ! On s'en pourrait d'avance !

Militant et théoricien de l'anarchie

Daniel Guérin est mort

L'écrivain Daniel Guérin, quatre-vingt-trois ans, est mort, dans la nuit du mercredi 13 au jeudi 14 avril, d'une longue maladie, à 80 ans, après, jusqu'à ses derniers jours, une lutte acharnée contre la cause homosexuelle. Daniel Guérin est l'auteur d'une quarantaine d'ouvrages. En 1977, il avait publié ses mémoires : *Le Feu du sang, autobiographie politique et charnelle*.

Né le 19 mai 1904, à Paris, de parents « bourgeois dreyfusards », selon le mot de leur propre fils, Daniel Guérin aimait à rappeler que ses ancêtres, un babouviste et un saint-simonien, notamment, avaient peut-être prédisposé à devenir ce qu'il était, un socialiste révolutionnaire libertaire. En 1930, Daniel Guérin débute dans le journalisme révolutionnaire en collaborant à l'hebdomadaire *Monde*, d'Henri Barbusse, avec des articles sur la colonisation en Indochine et au Maroc. Il écrit aussi dans *la Révolution prolétarienne* et le *Cri du peuple*. En 1933, il fait un reportage en Allemagne, qu'il publie (grâce à l'appui de Léon Blum) dans le quotidien *la Populaire*, et qui sera le point de départ d'un livre, *Fascisme et grand capital* (1936). En 1938, le « genre révolutionnaire », dont il fait partie, obtient la direction de la Fédération socialiste de la Seine, et Daniel Guérin en devient le secrétaire adjoint.

Quant à la seconde guerre mondiale se déclare, il se trouve en Norvège, et il ne pourra revenir en France qu'en 1942, mais, « en internationaliste conséquent », dit-il, il se « refuse à entrer dans une résistance qui mise sur le défilé d'un des deux blocs impérialistes, préférant participer avec les trotskistes à une action clandestine ».

ouvrant, combattant à la fois l'occupant et le capitalisme français ».

De décembre 1946 au début de 1949, Daniel Guérin séjourne aux Etats-Unis et entreprend une enquête sur la société américaine. Dans les années 50, il fait partie du comité France-Maghreb, lutte contre le colonialisme français, et se décide à « apporter [son] soutien à la révolution algérienne ». Il militera activement pour l'indépendance de l'Algérie.

Après l'échec, le 29 octobre 1965, à Paris, du leader de l'opposition marocaine Mehdi Ben Barka, Daniel Guérin crée le comité pour la liberté sur l'affaire Ben Barka.

Les années passant, il apparaît comme un vétéran du communisme libertaire français, militant infatigable qui, vers, naturellement, dans le mouvement de mai 68, la réurgence de ses rêves, comme il le précise dans son autobiographie. En 1972, il fonde le Comité antitrotskyiste. Il était aussi membre du Front homosexuel d'action révolutionnaire (FHAR), très actif au début des années 70. Daniel Guérin, en dépit de la multiplicité de ses actions sur le terrain, a publié une quarantaine d'ouvrages politiques mais aussi littéraires. Parmi eux, *Ni Dieu ni maître : anthropologie de l'anarchisme* (Découverte, 1970) ; *L'anarchisme, de la doctrine à l'action* (Gallimard, 1976) ; *Ben Barka, un assassin* (Pion, 1982). Et puis, à tous ceux qui voudront connaître ou retrouver l'auteur et battant traversée du siècle, qui fut celle de Daniel Guérin, on ne saurait trop conseiller la lecture de ses deux livres de mémoires : *Autobiographie de jeunesse* (Belfond, 1972) et *Le Feu du sang, autobiographie politique et charnelle* (Grasset, 1977).

Je. S.
(Tous les livres cités sont disponibles actuellement en librairie.)

Cartonné 20x28 cm, 84p.
22 illustrations 98F

Pour les gens d'esprit
S'il en reste
Si vous n'êtes pas candidat
aux présidentielles,
lisez Auriviel :

"Ce que nous craignons
le plus de perdre c'est la
face"

Argent, bonheur, presse,
Etat, tout y passe.



Éditions du Tricorne, chez votre libraire.

100%



FRAMATOME UNE SOLUTION A 100% CLAIRE POUR 100% DES ACTIONNAIRES DE LA TELEMECANIQUE

Aujourd'hui, Framatome propose la seule solution qui respecte à 100% l'égalité des Actionnaires de la Telemecanique.

En s'engageant à racheter 100% des Actions qui seront présentées à l'offre au prix de 4 500 F, Framatome prend un engagement qui témoigne de sa détermination et surtout de sa volonté d'apporter toute la sécurité nécessaire à ceux qui ont fait confiance à la Telemecanique.



FRAMATOME

LE FUTUR EN TÊTE

Une note d'information présentée conjointement par Framatome et Télémechanique Electrique (visa COB n° 8863 en date du 26/02/88) est disponible sans frais au siège des deux sociétés. Dans le cadre de cette dernière surenchère, si le nombre des titres présentés est inférieur à 810 000, Framatome se réserve la faculté de se porter acquéreur de tout ou partie des titres présentés ou de renoncer à son offre.

هكذا من الاجل

Sports

FOOTBALL : une étude ethnologique

Les codes de la mauvaise conduite

Le choc en retour du Heyzel amorti, le hooliganisme a repris de plus belle en Grande-Bretagne. Le Times vient de révéler que les arrestations à l'occasion des matches de première division ont augmenté de 7 % par rapport à la saison passée. Les conditions objectives d'une telle violence sont résumées en France, qui reste pourtant relativement épargnée par le phénomène. Des ethnologues expliquent pourquoi.

C'ÉTAIT le 26 septembre dernier. L'Olympique de Marseille venait d'être battu 1-0. Des spectateurs en furie dégringolèrent alors vers le banc de touche du Stade-Vélodrome. Injures et propos racistes ont fusé à l'adresse du gardien camerounais Joseph-Antoine Bell : « Sale nègre ! ». A la sortie, l'arrière William Ayache et l'entraîneur Gérard Banide furent pris à partie et leurs voitures lapidées. Commentaire de Bernard Tapie, repris le lendemain dans la presse : « Le foot est devenu fou ».

Ce qui est surprenant, ce n'est pas que de tels incidents surviennent, c'est qu'ils soient finalement si rares. Une équipe d'ethnologues qui, depuis trois ans, étudient les mœurs des supporters et autres « tifosi » sur les stades ultrachauds de Marseille, Turin, Naples et Barcelone (1) semble pouvoir en expliquer les raisons.

Pour eux, l'aspect guerrier des rencontres de foot est attesté par cent détails. Ainsi les supporters se rassemblent dans des cantonnements — des bars le plus souvent — et gagnent le champ de bataille — le stade — en corps constitué, plusieurs heures à l'avance, pour occuper des positions stratégiques. Quand ils se déplacent à l'extérieur, c'est en convoi motorisé avec étendards, tambours et fanfares. Leurs mouvements d'ensemble obéissent à une stricte discipline orchestrée par des chefs. Un véritable déploiement militaire.

Calmier le jeu

« Ce rituel homérique ne dégraderait que très rarement, observe Christian Bromberger, quarante et un ans, leader de l'équipe des quatre anthropologues marseillais qui travaillent sur le sujet. Autrement dit, les troupes respectent le cérémonial mais ne passent pas à l'acte. » A cela plusieurs raisons, et d'abord leur répartition dans les tribunes qui obéit à une géographie précise. Dans le Stade-Vélodrome de Marseille, par exemple, les jeunes ouvriers et les scolaires des quartiers populaires — généralement les plus ardents — sont cantonnés dans le virage nord. Ils refusent d'en bouger. En 1986, à la suite de jets de projectiles divers, on neutralisa sur ce point les rangées les plus proches de la pelouse. Les supporters préférèrent monter plus haut que de gagner d'autres places plus favorables.

A l'opposé, dans le virage sud, se retrouvent les cols blancs des quartiers sud. Dans la tribune est se placent les artisans, commerçants et cadres moyens portant casquettes. En face, encadrant la tribune officielle, siègent les cadres supérieurs qui parlent pointu. A l'intérieur même de ces secteurs, les spectateurs se réunissent par quartier, collège ou entreprise. Ici les dockers, plus loin les employés de la Sécurité sociale, ailleurs les pieds-noirs.

Les bandes de supporters n'ont rien de hordes inorganisées. A l'OM, ils sont « enrégimentés » dans trois clubs distincts : le « central », qui recrute dans les couches populaires ; l'« OM animation », plutôt peuplé de cadres, l'« association », réputée pour ses ultras. Chacun a ses lieux de réunion, ses rites, ses marques distinctives et son encadrement. C'est à ces courroies de transmission que Bernard Tapie s'adresse quand il veut « calmer le jeu ».

Bien entendu, les dérapages sont toujours possibles. Mais selon les ethnologues marseillais, il faut des circonstances particulières et une exceptionnelle accumulation de griefs. Quand les équipes de Nice ou de Toulon viennent jouer à Marseille, avec de fortes escortes, les antiques rivalités se réveillent. On peut tout craindre. Même situation quand l'OM de Bernard Tapie joue contre les bordelais de M. Bez. Entre les dirigeants, les joueurs et les sup-

porters de chaque ville, la tension est maximale. Il suffit alors d'une erreur grossière d'arbitrage ou, pis, de coups échangés entre deux joueurs sur la pelouse pour que les « tifosi » s'enflamment à cet exemple.

Les tentations sont également très fortes lors des rencontres dans des villes neutres. Les groupes d'amateurs sont hors de chez eux, dans une ville peu connue, et comme exotisés du rituel ordinaire. Ils peuvent tout se permettre. Lors d'un match OM-Bordeaux, à Paris, des supporters marseillais ont dévalisé une épicerie et ont bombardé de fruits mûrs des voitures de Bordeaux. « Une telle manifestation serait impensable à Marseille ou à Bordeaux même », estime Christian Bromberger. Les coupes d'Europe, au cours desquelles le supporter se déplace à l'étranger en terrain totalement inconnu, sont à cet égard particulièrement explosives.

Quand les violences se produisent à domicile, estiment les ethnologues, elles sont les symptômes d'un malaise plus profond. « Les Marseillais redoutent toujours d'être dépossédés de leur équipe et de leur stade », explique Bromberger. Que les relations entre les clubs et les dirigeants de l'OM soient distendues, que ceux-ci renoucent à tout recrutement local, qu'ils installent dans les tribunes des loges et des boxes loués fort cher à des entreprises, qu'ils fassent évacuer le stade trop rapidement, et c'est la grève. Si l'OM gagne, les spectateurs acceptent, mais, si par malheur il perd, alors les supporters exaspérés et malheureux risquent

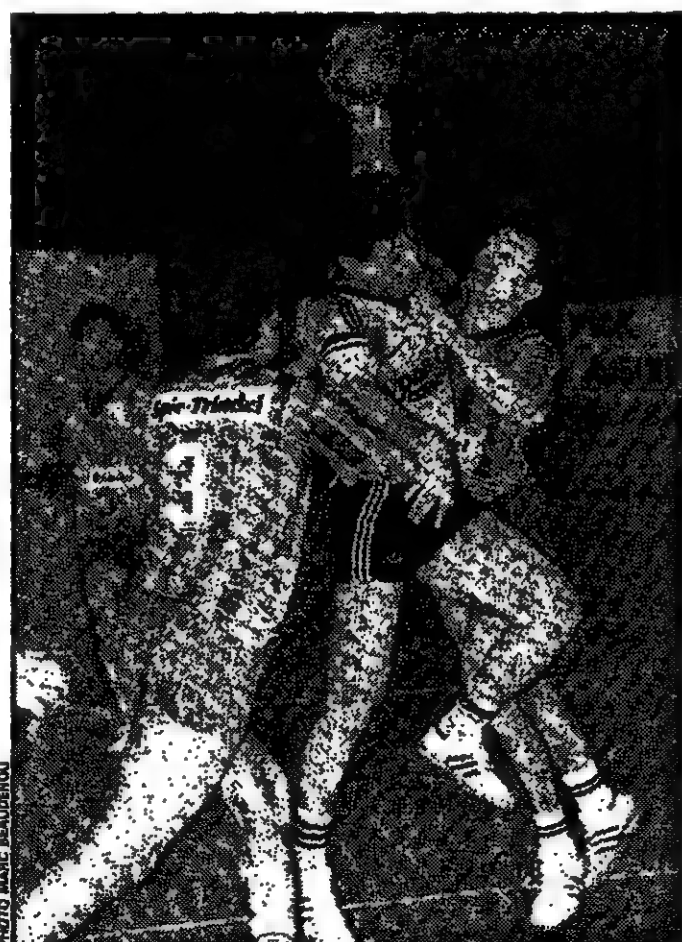
de manifester leur existence au besoin en prenant les gradins comme champ de bataille.

Cette tendance est accentuée par la présence des ultras. Les extrémistes de tout bord — de droite ou de gauche — sont apparus sur les stades il y a une quinzaine d'années, en Grande-Bretagne, en Italie comme en France. Pas cadencés, tenus de combat, crânes rasés, salut fasciste à l'occasion, ils impressionnent.

« Pas de panique, dit Christian Bromberger. Ces gorytes sont des exhibitionnistes qui expriment leurs symboles à un point très élevé. Mais ce sont avant tout des passionnés de foot. » Après trois ans d'enquête, les ethnologues sont en effet revenus de maintes préventions. Ils observent que les foules sportives sont fortement structurées, qu'elles pratiquent une belligérance symbolique, que les supporters ont davantage besoin de paraître, de gesticuler, que d'en venir aux mains. « Le stade est un théâtre où se débattent les vertus de la compétition et de l'égalité des chances », pense Bromberger. La collectivité y affirme sa cohésion au-delà de tous les clivages, de manière spectaculaire assurément, mais pacifique.

MARC AMBROSE-RENDU

HANDBALL : le Tournoi des Capitales



Sur une place de jeu confuse, la vidéo pourrait venir au secours de l'arbitre de handball.

L'arbitrage vidéo

SEUL, Berlin-Est, Bucarest et Paris ont rendez-vous au Palais omnisports de Bercy, les 16 et 17 avril, pour le désormais traditionnel Tournoi des Capitales. Sous cette appellation, l'épreuve oppose en fait de véritables sélections nationales.

L'équipe de Corée du Sud, révélation du dernier championnat du monde A à Zurich, sera la principale attraction du tournoi, qui est pour elle, comme pour la sélection de RDA, une étape de préparation en vue des Jeux olympiques. Bucarest sera représentée par l'équipe nationale de Roumanie qui disputera, ainsi que la France, le championnat du monde B en 1989 en France.

Pour tenter de succéder au palmarès du tournoi à Zagreb (1984) et à Copenhague (1986), Paris a battu le rappel de tous les meilleurs internationaux français.

Le Tournoi des Capitales sera aussi le théâtre, samedi à 14 h 30, d'une expérience d'arbitrage vidéo, un système déjà utilisé par le football américain aux Etats-Unis et par le hockey sur glace au Canada. Muni d'un petit émetteur-récepteur, l'arbitre principal est relié en perma-

nence à la régie. En cas de doute, il pourra visionner la faute sur trois écrans de contrôle sans que le match soit pour autant arrêté plus de quelques secondes.

Cette première expérience dans le monde des sports collectifs de salle en France aura-t-elle des prolongements ? Vice-président de Paris-Ouest de la Ligue et organisateur du tournoi, Christian Picard est persuadé que « la vidéo viendra un jour en soutien de l'arbitrage dans les sports collectifs. Il serait bien que le handball apparaisse comme un précurseur, même si les instances fédérales ne sont pas encore mûres pour étendre ce genre d'expérience ».

BASKET-BALL : play-off

L'élan d'un outsider

Seule équipe à avoir gagné à l'extérieur, le mercredi 13 avril, au quart de finale aller du championnat de France, l'Elan béarnais Orthez (EBO) a pris une sérieuse option pour les demi-finales. Cette victoire sur le Racing, au stade Pierre-de-Coubertin, par 100 à 86, après prolongation, est de nature à redonner confiance au petit club pyrénéen après une saison en demi-teinte.

Finis les doutes, balayés les angoisses de ces dernières semaines ! Les Ortheziens les ont enfouis au fond des papiers parisiens à grand renfort de smashes et de lancers francs, sous les vivats d'un public acquis à leur cause. Pour l'EBO, le championnat de France vient de commencer. Désormais, l'extrême difficulté avec laquelle le champion sortant s'est qualifié pour ce play-off ne restera qu'une péripétie dans la vie du club. Même battu dans leur salle, le samedi 16 avril en match retour, puis éliminé mardi prochain à l'issue de la belle, les hommes de George Fisher conserveraient toutes leurs chances d'obtenir une place en Coupe d'Europe. Largement de quoi satisfaire Pierre Seillant, le président du club : « Je n'ai jamais demandé à mes entraîneurs d'être champions de France, rappelle-t-il, seulement d'être européens ».

C'est un rendez-vous qu'Orthez n'a jamais manqué depuis onze ans. Au début, les recettes mensuelles des rencontres européennes étaient vitales pour le budget du club. « Cette année, rater l'Europe n'aurait pas été catastrophique grâce aux réserves constituées au cours des deux précédentes saisons », admet Pierre Seillant. Il n'empê-

che, on s'habitue. Traiter d'égal à égal avec Tracer Milan, Maccabi Tel-Aviv, Real Madrid et Barcelone, est un plaisir grisant auquel on ne renonce pas de gaieté de cœur.

Le souvenir de la fastueuse campagne européenne de 1986-1987 est encore dans les mémoires : inconnus de leurs adversaires au début de la saison, les Béarnais avaient terminé au troisième rang de la plus prestigieuse des coupes d'Europe. Par comparaison, leur contre-performance de cette année a pris des allures — injustes — de déroute.

Rebâtir une équipe

Pierre Seillant plaide la malchance : « Sans la blessure de Tom Schaeffer, nous aurions pu accéder à la finale », affirme-t-il. Privé de son pivot américain et desservi par la réforme persistante de Freddy Hufnagel, son meneur de jeu, la formation béarnaise a, en effet, perdu certains matches d'un souffle. Aujourd'hui que la situation est en partie débloquée, Pierre Seillant annonce, malgré tout : « L'équipe est à rebâtir ».

Trois pièces maîtresses ont manifesté l'intention de partir : Benkali Kaba, Daniel Haquet et Freddy Hufnagel. Ce dernier se trouve à l'étranger dans cette petite ville de onze mille habitants, trop calme pour son goût de joueur drille, trop limitée aussi pour ses ambitions. Après douze ans de séjour, c'est une révélation tardive pour ce garçon de vingt-sept ans considéré l'an dernier comme l'un des meilleurs d'Europe à son

poste : « Il essaie de se persuader que son avenir est ailleurs », dit Pierre Seillant. Il a laissé une semaine de réflexion à ses trois joueurs tout en se répétant comme si c'était un dicton local : « Etre partant ne signifie pas être parti ».

Dans une semaine, chacun saura si Orthez sera ou non européen l'année prochaine. Et, pour le président de l'EBO, il sera grand temps de se lancer sur le marché des transferts ouvert très tôt cette saison : « Avant les pour-vais bricoler tel et tel. Aujourd'hui, la chance se fait en terrain découvert, et les prix montent car le glier est rare, dit-il. Si l'on excepte les naturalisés, il y a peu de bons joueurs en France. Je crains que la progression du basket français soit artificielle. » Pour l'an prochain, Orthez ne recrutera que deux joueurs au maximum, Paul Henderson, le plus bémarn des Californiens, étant enfin autorisé à disputer les coupes d'Europe.

Mais, pour l'instant, Pierre Seillant n'est pas loin de partager l'avis de Freddy Hufnagel : Orthez est décidément trop petit.

La solution passe par un mariage, sinon d'amour du moins de raison, avec une collectivité locale plus importante ; pourquoi ne pas envisager de fusionner avec Pau, par exemple ? L'année dernière, cette ville, distante de quinze minutes par l'autoroute, a beaucoup d'attraits et certains joueurs d'Orthez y habitent déjà. Toutefois, il n'est pas « un accord avec le privé ». Cette solution s'inscrirait, au-delà du sponsoring traditionnel, dans une forme de partenariat, comme la société Jet Services soustraite l'instaurer, par exemple, avec la Croix-Rouge olympique en « reprenant » l'équipe première du club lyonnais.

L'Elan béarnais Orthez n'est pas à vendre mais, seul, il ne pourra longtemps faire face à ses obligations dans un sport en pleine expansion. L'EBO est sans doute le seul club français à fonctionner sans subvention municipale. Les 70 000 F de la commune n'étaient qu'une goutte d'eau dans un budget voisin des 10 millions de francs. Cette année, la subvention est allée en totalité à la section football du club. « C'est ma fierté de penser qu'Orthez est à l'origine du boom médiatique que connaît le basket aujourd'hui », dit Pierre Seillant, même si, en contrepartie, les prix se sont envolés et si la motivation de certains joueurs a fondu sous les feux des projecteurs. Depuis deux ans au sommet, les Ortheziens reconnaissent volontiers qu'ils ont « un peu craqué sous la pression ». Les voilà à nouveau dans leur rôle favori : celui d'outsider.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Marathon de Londres, 25 Kilomètres de Paris, 20 Kilomètres de Bordeaux et Marathon de la francophonie à Gagny. Dimanche 17 avril.

Basket-ball

Championnat de France. Quarts de finale retour. Samedi 16 avril à 20 h 30, sauf Orthez-Racing à 15 h (A2, direct).

Cyclisme

Liège-Bastogne-Liège. Dimanche 17 avril (à 5, à partir de 15 h 35, direct). Gand-Wevelghem, mercredi 20 avril.

Football

Championnat de France. Première division (32^e journée). Samedi 16 avril à 20 h 30, sauf

Saint-Etienne-Monaco, le 15 (Canal Plus, 20 h 05, direct).

Coupe d'Europe. Demi-finale retour Ajaccio-Marseille. Mercredi 20 avril (TF1, direct).

Golf

Open de Cannes — Mougins. Jusqu'au dimanche 17 avril.

Handball

Tournoi des Capitales. Samedi 16 et dimanche 17 avril à Paris-Bercy (Canal Plus, samedi à 16 h 30, direct ; FR3, dimanche à partir de 14 h 30, direct).

Karaté

Championnats de France individuels. Samedi 16 et dimanche 17 avril à Paris-Coubertin.

Natation

Championnat de la CEE. Samedi 16 et dimanche 17 avril à Luxembourg.

Escrime

Challenge Duval au fleuret. Samedi 16 et dimanche 17 avril à Paris.

Ski alpin

Kilomètre lancé. Samedi 16 et dimanche 17 avril aux Arns.

Tennis

Tournoi de Nice. Jusqu'au dimanche 17 avril (FR3, dimanche à partir de 14 h 30, direct). Open de Monte-Carlo. Du 18 au 24 avril (FR3, tous les jours à partir de 13 h, direct).

Voile

Trophée des multicoques. Jusqu'au dimanche 17 avril à La Trinité-sur-Mer.

du 1^{er} au 30 avril
Série spéciale CLUB
votre 205 XT, XS ou GTI
ou votre 309 GTI
intérieur complet en cuir
sans supplément de prix*
en livraison immédiate



*Prix tarif Peugeot au 31 janvier 1988 ; livraison immédiate selon les options choisies.

NEUBAUER

227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 48.21.60 21
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34

Le Monde SANS VISA



Que reste-t-il des traces
de ce rêve des métaux rares
qui, trois siècles durant,
hanta l'Amérique du sud
et ses conquérants
venus d'Europe ?
De la Colombie au Paraguay,
entre la Caraïbe et la Plata,
le souvenir et la légende
ne survivent pas seulement ;
la grande aventure
de la terre américaine
se perpétue.

Sur les routes de l'or et de l'argent

par Olivier Barrot

On ne retourne pas impunément aux traces de Pizarro et de ses compagnons, à la recherche de la contrée fabuleuse que Francisco de Orellana baptisa Eldorado. Si les péris d'ailleurs ne sont plus les nôtres, on éprouvera pitié, à parcourir l'Amérique du Sud d'après la conquête, le sentiment rare d'abandon l'inconnu. Emotions singulières en terres féeriques : distances, alternances de climats, différences de population, temps élastique, prolongent la vocation aventureuse du continent méridional.

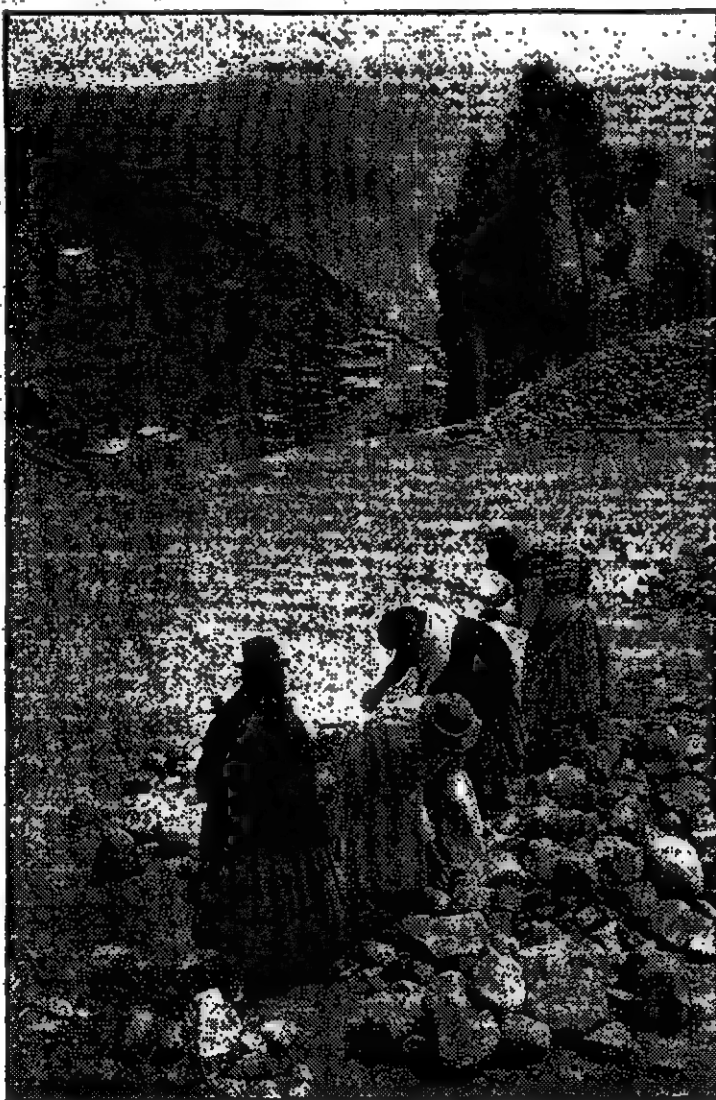
Ils étaient presque tous partis de Cadix, les conquistadores qui, pour la gloire de Charles-Quint, vainquirent en trois lustres le Mexique aztèque et le Pérou inca. C'est là-bas, par Carthagène au pied de l'isthme de Panama, que s'ouvrit, à partir de 1533, l'une des routes de l'or, celle de la Nouvelle-Grenade, qui ne devint Colombienne que trois siècles plus tard.

Midi à Carthagène

Carthagène, ville enclavée, toujours assiégée par Anglais et Français, distille aujourd'hui encore les insistantes parfums caribéens. Noirs, Indiens et créoles mêlés depuis l'histoire espagnole demeurent dans ces maisons à balustrades fleuries et aux murs de pierre blanche, ornés de vantaux et de portails de bois ou. Comme à Gorée, comme à La Havane, de petites échoppes peuplent les placettes à statues équestres, ombrées d'arbres aux feuilles cireuses où jaccissent les foules d'oiseaux multicolores. Que vienne midi, et tout cesse. Lorsque les croisées se ferment, silence et ombre prévalent dans les foyers, tandis qu'au-dehors la lumière blanche assomme.

Tout à l'heure, de la citadelle que domine le monastère de La Popa, le port et la lagune émergent de la brume de chaleur. Le petit garçon à la peau noire, venu d'en bas à pied en pèlerinage, se repose au frais dans l'église. « Français », devine-t-il, et de citer Michel Platini.

Née Santa-Fé-de-Bogotá, peu après Carthagène, la capitale de la Colombie conserve autour de



l'obligatoire plaza Bolívar un quartier colonial où patios, balcons, azulejos et rues pavées célèbrent le glorieux passé de la conquête, toute éblouie d'éméraudes, de platine et d'or. Les Indiens en avaient fait des merveilles aussi pures que le métal, et dont la révélation progressive, dans la pénombre raffinée du Musée de l'or, confère une vertigineuse ivresse.

L'Équateur subit la malédiction de son voisin du sud. Envahi au XV^e siècle par les Incas de Cuzco, rattaché après la conquête à la vice-royauté du Pérou, il a été dépeuplé en 1941 par Lima d'un bon tiers de son territoire. Mais ce petit pays à forte densité indienne, flanqué au large de son bord Pacifique des anachroniques îles Galapagos, manifeste de

curieuses particularités : qui s'en étonnerait, puisque la ligne de partage des deux hémisphères de notre monde passe en son cœur ?

Quito, sa capitale nonchalante, perchée à près de 3 000 mètres sur les pentes du volcan Fichincha, abonde en traces de l'Espagnol : églises, théâtre, maisons blanches à volets bleus, espagnols parcourus d'Indiens au pas menu, que l'altitude a depuis toujours habitués au ménageant. « Lourde ment chargés marchent les Indiens dans cette ville, collée dans un cratère de nuages. Où va-t-il, ce pèlerinage voilé ? Il se croise et s'entrevoit et monte, rien de plus. C'est la vie quotidienne. Quito et ses montagnes. » (Henri Michaux). Le calme équatorial est fils de cet environnement volcanique, de ces sommets enneigés de

6 000 mètres aux noms de poèmes, Chimborazo, Imbabura, Cotopaxi, dont les versants fertiles produisent le maïs, le café et les fruits aux goûts inconnus, guayabas, chirimoyas, cayambas, capulias.

Villes blanches, lacs outremer, l'économie de mots et la timidité indiennes. Dans les marchés, odeurs et couleurs assaillent, les sous s'apaisent. A Chordeleg, bourg d'orfèvres aux ateliers innombrables, le cours du temps s'est ralenti avec le silence installé. A Cuenca la studieuse, où l'on fabrique les couvre-chefs « panama », on n'entend depuis les anciennes demeures coloniales que la mélodie sourde et régulière des lavandières : le linge coloré comme des oriflammes sèche au bord de la rivière.

Au rebours, c'est bien notre monde qui règne à Guayaquil, le grand port, la grande ville équatorienne du Pacifique, noyée sous ses lourdes pluies tropicales. En serait-ce même comme l'image de la fin ? Perdue de misère, défoncée de toutes parts, ravagée par les eaux débordées, Guayaquil fait peur. Mais cela n'est rien : la peur, la vraie, c'est celle qu'inspire à nouveau depuis sept ans la fièvre de l'or.

A Nanvija, tout au sud du pays, dans les hauteurs montagneuses qu'on n'atteint qu'après des heures d'escalade à dos de mule, par des sentes étroites bordées par le seul précipice, si haute que les nuages l'obscureissent et que la pluie y demeure, la mine d'or à ciel ouvert de Nanvija, nouveau Klondike, draine des familles indiennes entières sur cette montagne sans loi. Les baraquas en planches à même le sol délimitent les concessions de cette ville folle secouée par les explosions et les hurlements. Les morts, hommes et bêtes, sont légion, les risques innombrables, l'enrichissement aléatoire.

Lima la frénétique

Le Pérou abrita la capitale de l'or inca. Il est à présent bien mal en point, et ce, siècle lui est cruel. Nulle part comme à Lima, en Amérique du Sud, n'affleure ainsi la détresse enserrée par des cioux bas, plombés, moites. Enorme agglomération, l'ancienne métropole de la vice-royauté fondée par

Pizarro a l'attrait tumultueux de l'exotisme : elle renferme comme Buenos-Aires certaines des plus belles avenues du continent, bordées de vastes constructions à l'euro-péenne et de rappels monumentaux de sa splendeur.

« C'est le matin, écrit Paul Morand, qu'il faut se promener dans le vieux Lima, sous les balcons qui surplombent la rue comme des moucharabieh, anciennes maisons grillées comme des ménageries, cours, fenêtres ; et les jardins aux mêmes sentes enfermés comme des bêtes féroces. Au bout des rues d'un blanc doré aux angles vert d'eau, aux étages rosâtres, les Andes hautes et sèches comme un os de martyr, forment le paysage. Irrationnelle, excessive en tout, Lima vole et vend tout : sa frénésie épuisante n'est pourtant pas sans charme.

La Paz vue de haut

Plus encore que l'Équateur, la Bolivie a souffert de son voisinage : en un demi-siècle, elle a dû concéder la moitié de son territoire originel au Chili, au Brésil et au Paraguay. Enclavée dans l'altitude andine qui fait de La Paz la capitale la plus élevée du monde,

à près de 4 000 mètres, la Bolivie demeure terre aux trois quarts indienne, peu métisée ; mais ce n'est pas sans surprise qu'on y découvre une omniprésente immigration d'origine allemande, installée en Bolivie depuis la crise des années 20 et renforcée un quart de siècle plus tard par d'autres compatriotes.

L'argent, l'étain, le pétrole, la coca ont successivement fait la fortune du pays. Fortune inégale, mais la Bolivie, pauvre, n'est pas misérable comme le Pérou. Elle laisse parfois stupéfier : effet de l'altitude, qui au sens propre coupe le souffle, effet des paysages et des situations.

La Paz : l'aéroport d'El Alto est plus haut encore que la ville, et voici que s'amorce la descente à sa rencontre. Un virage, et sur la droite en contrebas, la même vision que celle qu'eut le géographe français Alcide d'Orbigny en 1834 : « Quelle ne fut pas ma surprise de trouver, au bord d'une vaste interruption, une gorge immense et profonde au fond de laquelle à mes pieds je vis la ville de La Paz, ses églises, ses toits couverts de tuiles rouges et jusqu'à ses habitants qui, à plus de 800 mètres en dessous de moi, paraissaient des fourmis. »

(Lire la suite page 14.)

CLUB SANGHO SKANES
(Près de Monastir)
Au bord d'une plage de sable blanc
Une semaine à partir de

3.150 F

Tout compris Paris/Paris

TUNISIE CONTACT

SEJOURS - WEEK-ENDS - VOYAGES SUR MESURE

42 96 02 25

Documentation gratuite

TUNISIE CONTACT

201, rue de Richelieu

75001 PARIS

Lo. A001

هكذا من الاجل

VOYAGE

Sur les routes de l'or et de l'argent

(Suite de la page 13.)

A la nuit tombante, le spectacle est plus saisissant encore : la masse sombre et neigeuse de l'illampa et de l'illimani tapisse le fond du décor rouge encore de l'empreinte solaire, tandis que s'allument un à un les cent mille foyers de la ville. En chacune de ces modestes maisons brillera pour des heures la même lumière. La Bolivie des hommes est terre d'humilité, si la nature qui l'exhaupe sacrifie, elle, à la démesure.

Sur l'altiplano, ces hauts plateaux sans fin posés à 3 000 mètres, les maisons sont en adobe, briques de terre séchées et friables. Les maisons de terre n'ont toujours beaucoup touché, comme si les saints y habitaient (Michaux). Loin dans la lande se détache la silhouette d'une enfant bergère vêtue du poncho et de la jupe aux teintes éclatantes. Moutons, bovins, ânes, cochons noirs s'égaillent autour d'elle. Plus loin, vers le lac Titicaca, l'une de ces terres étendues d'eau vis-à-vis, dit-on, de la Lune, à cheval sur Pérou et Bolivie, se sont rassemblés pour leur marché annuel les éleveurs de lamas gris, beiges ou noirs.

« Tout de suite, je les ai aimés, ces lamas avec leurs yeux lan-

guissants et mouillés, leurs petites oreilles droites en cornes d'escargot, leur cou mobile qui pivote comme celui d'un oiseau, leur grosse croupe de dame, leur corps élégant caché sous une laine épaisse. » (Morand.) Là encore, sous le ciel clair parsemé de nuages flottant à peine au-dessus des hommes tant est présente l'altitude, le silence et les gestes de paix s'imposent.

Oruro et Potosi arborent la fierté de leur sous-sol, l'argent de naguère, l'étain d'aujourd'hui. C'est un enfant qui mène la visite au creux de la terre, dans l'humidité torride et avouée, et ce n'est que normal, ce sont des enfants aussi qui, avec leur père, performent à longueur d'année la veine métallifère.

Les colons d'Asunción

Comment s'étonner que la fibre politique habite le peuple bolivien, qui a connu près de deux cents coups d'Etat en un siècle et demi d'indépendance, et dont le chef Melgarejo, modèle de Drieu La Rochelle pour l'Homme à cheval, prétendit voler au secours de la Commune de Paris insurgée ? On croise souvent, dans les rues montagneuses et éprouvantes de

La Paz, des escouades d'anciens combattants et de veuves de la désastreuse guerre du Chaco : plus de cinquante années après, ils ne sont pas guéris de l'humiliation de la défaite et présentent l'armée de partir aux frontières reconquérir un accès à la mer, le pétrole et l'honneur perdus.

Enfin, l'introuvable Paraguay, terre démentie. Rien n'y ressemble à ce que l'on peut connaître de l'Amérique latine. Sans façade océanique lui non plus, le Paraguay fut la patrie des tribus Guaranis, évangélisées par les jésuites pendant deux siècles et qui ont légué au pays le nom de sa monnaie et sa deuxième langue officielle. Capitale d'une république aujourd'hui « blanche » comme l'Argentine, Asunción regorge de villas hollywoodiennes et de larges artères éclairées à giorno. Avec ses avions de ligne vétustes et ponctuels, doublés d'une impressionnante flottille privée, avec ses colons venus d'Europe et du Japon, son système fiscal des plus complé-



sifs, le Paraguay du Parti colorado et de son éternel candidat, le général-président Stroessner, au pouvoir depuis trente-quatre ans, s'est transformé en un paradis du hors-taxi. Tout est à vendre, comme le pays lui-même, dans cet emporium oublié.

Un nouvel Eldorado, sans or celui-là ? L'antique chemin de fer à vapeur alimenté au bois qui relie en une vingtaine d'heures Asunción à Encarnación donne le change. Le Paraguay accueille les aventuriers venus chercher fortune dans les étendues du Chaco

dévotement à l'élevage, et célèbre le culte officiel et unilatéral de son *lida*, comme ailleurs celui voué naguère à Peron ou à Bourguiba.

Un barrage et des chutes

Il a offert son nom à l'aéroport de la capitale comme à la ville-frontière avec le Brésil. Les grandes agglomérations du pays s'intitulent Mariscal (maréchal) — Estigarribia ou Coronel (colonel) — Oviedo ; à Asunción, l'avenue Franco est parallèle à l'avenue Benjamin-Constant. L'université catholique est sise dans une ancienne prison.

Lieu de passage entre le monde andin et celui de la Plata, le Paraguay recèle deux merveilles, l'une fille de l'autre. Les chutes d'Iguazú, en forêt tropicale frontalière du Brésil et de l'Argentine, se déversent dans le rio Paraná paraguayen : on y tourne Mission.

Olivier Barrot.

Carnet de route

Y ALLER

Tous les pays d'Amérique du Sud, à l'exception du Pérou, de l'Argentine et de l'Uruguay, exigent un visa des ressortissants français : aucune vaccination n'est requise.

Nouvelles Frontières propose les formules de voyage organisées les mieux adaptées au continent sud-américain. En particulier d'aventureux circuits mixtes Colombie-Equateur-Gabapaga - Pérou-Bolivie-Brazil ou Argentine - Pérou-Bolivie-Chili-Bolivie et même trucking au Pérou (de 12 000 à 20 000 FF environ, selon la voyage et le logement choisis, départs de juin à novembre). Nouvelles Frontières a son siège au 87, boulevard du Grenelle, Paris (16), tél. : (1) 42-73-06-88. Nombreuses agences à Paris, en province et à l'étranger.

Pour le voyage seul, Nouvelles Frontières offre Paris-Lima AR en vols réguliers (5 600 à 6 900 F), Paris-Bogota AR (5 600 à 5 900 F), Paris-Quito AR (5 700 à

6 300 F) : les prix varient selon la date et la durée de validité du billet.

Air France dessert Bogota, Quito et Lima depuis Paris à des tarifs excursion ou visite respectifs de 10 700, 12 000 et 7 000 FF AR.

LIRE

Les « Petite Planète » Bolivie, Pérou et Colombie (Seul).

Les guides Nagel Pérou et Bolivie.

Les citations de l'article

proviennent d'Escudor, d'Henri Michaux (Gallimard, 1928, rééd. 1987), d'Air Indes, de Paul Morand (Grasset, 1932), et de Recommandations aux promeneurs, de Jacques Réda (Gallimard, 1988).

CIRCUITS-PRÉSTIGE
FIORDS ET CAP NORD
AVEC CROISIÈRE À
BORD DE L'EXPRESS
CÔTIER

14 jours
PARIS/PARIS
pour découvrir la
NORVÈGE dans les
meilleures conditions.

Demandez la brochure SCANDITOURS à votre
agent de voyages ou à SCANDITOURS
10, rue Anber, 75009 PARIS - Tél. : (1) 47.42.80.00

La qualité scandinave **SCANDITOURS**

MONTAGNES & DÉSERTS

SAHARA DESERT
MAROC
YEMEN
GRECE
ZEMEN
ARCTIQUE

VOYAGES A PIED
EXPÉDITIONS

NOMADE

50 av. des Terres, 92120 Nanterre - Tél. 42.42.42

RÉSIDENCES CAMPAGNE MER MONTAGNE

LOUE À FRÉJUS (Var)

Dans VILLA avec JARDIN,
un APPARTEMENT
pour 4 personnes.
Juin, juillet, août, septembre.
Tél. (16) 94-51-82-82.

VOUS RECHERCHER
DE VRAIES VACANCES.
DÉCOUVREZ LES ÎLES IONIENNES
Une autre manière
de passer ses vacances.
Villes et appartements sélectionnés à louer.
Tél. 43-25-25-30.

ABANO TERME

Des vacances pour une remise en forme

HOTEL TERME MILANO
Tél. 105/48/08/444, Viale della Terme, 108

HOTEL TERME BOLOGNA
Tél. 105/48/08/444, Viale della Terme, 108

1-35021 ABANO TERME-ITALIE TELEX 65178 HOT BOL I

Deux hôtels situés au centre d'Abano T., réunis de tout confort moderne : chauffage avec salle de bains, balcon, 4 piscines (couvertes et au plein air) avec eau thermale, court de tennis, parking privé, établissement de cure relié aux étages, grand parc et jardin. Le traitement thermal est indiqué dans les cas suivants : arthrose, séquelles du rhumatisme articulaire aigu, névralgies, sciatalgies, hévères, myalgies, séquelles de lésions, de fractures, etc.

FORAET 14 JOURS PENSION AVEC TRICURER

HOTEL MILANO	BASSE SAISON	HAUTE SAISON
HOTEL BOLOGNA	FF. 5250	FF. 5800
	FF. 4390	FF. 5320

Pensées et repas, direct, aux hôtels ou dans les Bureaux de Voyages CIT et Donatello

Grand Concours "Découvrez l'Europe de 1992"

Le Monde le GUIDE du ROUTARD AIR FRANCE

QUESTION 11

PARMI ces 3 endroits de Paris, quel est celui où l'on peut découvrir le plus grand pan de la muraille de Philippe-Auguste ?
(Grand Louvre - Parking Forum-des-Halles - Parking Mazarine)

L'INDICE DU « MONDE »

VOUS n'aurez pas de difficultés pour garer votre voiture avant de visiter.

QUESTION 12

AIR FRANCE est la compagnie aérienne qui dessert - en vols réguliers - la plus d'escalades en Europe. Quel sera, au 1^{er} avril 1988, le nombre de ces escalades (territoire national exclu) ?

L'INDICE DU « MONDE »

EN 1987, il existait 72 escalades. En 1988, le réseau s'est étendu.

Les questions 13 et 14 et leurs indices seront publiés dans le Monde du vendredi 22 avril (daté 23).

Bulletin réponse et question subsidiaire dans le Monde du vendredi 6 mai (daté 7).

GAGNEZ 40 BILLETS AIR FRANCE

sur 20 destinations européennes et des Guides du Routard

LE CANADA. 0,19F LE KILOMÈTRE/AIR, SERVICES COMPRIS

WARDAIR offre à ses passagers le confort et le sérieux d'une compagnie internationale : la fameuse classe Wardair. Nappe blanche, porcelaine, apéritif, vin et digestif à volonté.

Les trois vols par semaine de Wardair vous emmèneront au pays de l'émotion à partir de 2.100 F soit 0,19F le kilomètre/air, services compris. Si l'envie vous prend de voyager en classe affaires dans une cabine séparée, il ne vous en coûtera que 3.100 F.

Avec Wardair, découvrez Toronto, Montréal, Québec, découvrez le Canada, le pays de l'émotion.

Pour vos réservations, contactez votre agence de voyages ou le 42.61.54.24.



WARDAIR HOLIDAYS

*Base Paris/Montréal aller-retour 11.060 km (tarif au 01/02/88).



Des concerts dans le paysage

En Grande-Bretagne, la musique se met au vent. Symphonique, elle s'écoute dans des « concert halls » royaux ; folklorique, elle se joue dans la convivialité d'un concert pour ainsi dire agreste. C'est la musique aux champs. Soit dans une salle, soit dans un lieu de plein air, c'est le plaisir de Landscape and Music Tours (10, Frederick Road, Fishbourne, near Chichester, West Sussex PO19 3JQ, Grande-Bretagne, tél. : 243-77-69-05). Un plaisir partagé puisque ce spécialiste pour l'Angleterre propose à ses hôtes des circuits de circuits qui s'accommodent des goûts individuels : couples pour six personnes au plus, ils se promènent en compagnie d'un lieu à l'autre, au gré des festivals.

Ainsi, du 16 au 28 juin, les amateurs pourront écouter, à Londres, la Flûte enchantée, de Mozart, par l'English National Opera ; ou le Couronnement de Poppea, de Monteverdi ; ou un concert de jazz avec Stéphane Grappelli, au Barbican Centre. Puis, ce sera, à Stratford-upon-Avon,

Much Ado About Nothing (Beaucoup de bruit pour rien), de Shakespeare. Puis cap sur Alderbury, pays de Benjamin Britten, sur la côte du Suffolk, pour un festival d'opéra, de musique instrumentale, contemporaine et de chambre, de haut niveau, avec la participation, notamment, de Murray Perahia, A. Edmunds, ensuite, Mozart, Vivaldi (les Quatre Saisons) et Schubert (Masse en si mineur) ; au Festival de York, masterclasses, répétitions et concerts de l'Endymion Ensemble et représentation du London Contemporary Dance Theatre. Deux jours, enfin, parmi les collines boisées et les pâturages de Ludlow, pour le festival annuel qui a lieu dans le château normand de ce gros bourg gallois.

Du printemps à l'automne, Landscape and Music Tours organise plusieurs circuits à l'écoute de toutes les musiques : les grandes formations (Scottish Chamber Orchestra, Royal Philharmonic) et ensembles plus originaux (concert-fête d'artifice par le Band of the Royal Artillery et musique particulière de Gilbert and Sullivan) sans oublier les célèbres Proms du Royal Albert Hall à Londres ; et le 42^e Festival d'Edimbourg. Par personne en chambre double : 11 000 F.

environ, tout compris, en pension complète (hôtels 3 ou 4 étoiles, meilleures places aux concerts). Ajouter 1 000 F en chambre simple.

Tropiques au nord

Un village où l'on ne circule qu'à bicyclette, regroupé autour d'un lac et d'une bulle tropicale où l'on se baigne toute l'année dans une eau à 30 degrés, c'est ainsi que se présente le Center Parc situé à Vossevangen, à la frontière de la Belgique et des Pays-Bas. Onze villages sont construits sur le même modèle : huit en Hollande, deux en Belgique et un en Angleterre. Un autre Center Parc, les Boie francs, doit ouvrir le 1^{er} juillet prochain à proximité de Vennet-sur-Avre, en Normandie (à 120 km de Paris).

Tous proposent de courts séjours : une semaine, un week-end ou un mid-week (du lundi au vendredi). Le prix forfaitaire comprend la location de la maison et l'entrée à la piscine et aux jeux d'eau. De nombreuses autres activités sont proposées à la carte : tennis, squash, bowling, remise en forme, bicyclette, etc. En haute saison, pour quatre personnes, un week-end de quatre jours, du vendredi au lundi, coûte 1 830 F, un milieu de semaine, 1 780 F et une semaine, 4 160 F.

La formule Center Parc, née en Hollande, connaît un franc succès en Europe du Nord. Les onze villages ne dépassent pas le taux d'occupation annuel de 90 % sur l'ensemble de l'année. Renseignements : Center Parc, 17-18, place de Catalogne, 75014 Paris, Tél. : 43-35-21-21 et agences Sélectour.

Art contemporain à Bâle

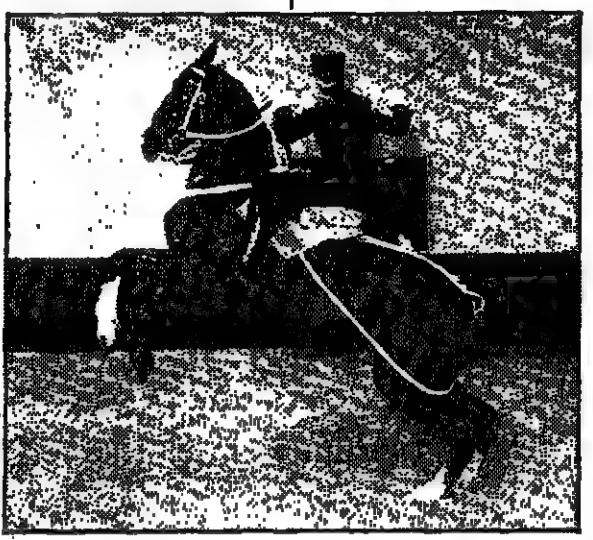
La Foire internationale d'art contemporain de Bâle a lieu du 15 au 20 juin. Agence de développement culturel, la société ABCD, 6, rue Danville, 75014 Paris, tél. : 43-20-73-73) lui consacre un voyage artistique qui devrait « permettre des rencontres personnelles et de haut niveau entre les acteurs du marché de l'art contemporain : artistes, directeurs de galerie, collectionneurs et amateurs ».

Rendez-vous est pris le mardi 14 juin. Un vol Paris-Bâle met les participants à pied d'œuvre. Après-midi libre avant l'inauguration de la foire réservée aux spécialistes mais ouverte aux participants à ce voyage, auxquels on offre également la possibilité de prendre part au dîner qui réunira les artistes. Le lendemain, Jean-Luc Chalumeau, critique d'art et directeur de la publication Opus international, guidera la visite de la foire et donnera

une conférence sur les tendances de l'art contemporain et le marché de l'art. Une visite guidée du Musée des beaux-arts de Bâle — qui possède des toiles de Braque et de Barnett Newman — marquera la troisième et dernière journée. Le Musée d'art contemporain abrite, lui, Frank Stella, Carl André et Donald Judd. Forfait de 4 500 F tout compris.

Saumur et le Cadre noir

Pour amateurs de sauts et d'obstacles, de croupades et d'exercices de haute école, un voyage est organisé à Saumur du 28 avril au 1^{er} mai, où les fervents pourront assister à deux manifestations dans le même week-end : le concours complet international TDK de Saumur et l'une des quatre représentations annuelles du Cadre noir (lacrée de gala). Plusieurs formules sont proposées. Les prix tournent autour de 1 400 F pour les trois jours. Informations auprès de Leslie Aach Communication, 3 bis, rue de l'Abbé-Grégoire, 75008 Paris, tél. : 45-49-45-65.



A deux à Sumatra

C'est la meilleure période (d'avril à octobre) pour aller en Indonésie : la saison sèche commence et le climat est très agréable. Asia (3, rue Dente, 75008 Paris, tél. : 43-26-10-35 et dans les agences de voyages), qui connaît bien cette région, propose un voyage à deux, sur trois îles, en totale autonomie (volontiers particuliers avec chauffeur). Cette Indonésie « essentielle » parcourt successivement Sumatra, Java et Bali. Un vol KLM joint Paris à Sumatra, via Amsterdam. Medan, capitale de Sumatra, sa grande mosquée et le palais du sultan, l'île de Samosir avec ses anciennes

tombeaux royaux du village de Torok et à Java, Jogjakarta, Borobudur, le plateau de Dieng (2 000 mètres d'altitude) et ses temples hindouistes du septième siècle, Surakarta et trois jours libres à Bali constituent l'essentiel du voyage.

Le forfait (15 jours, 12 nuits), entre le 1^{er} mai et le 30 juin, coûte 13 145 F par personne en chambre double sur la base de deux personnes voyageant ensemble. Ce prix comprend les vols, l'hébergement, la pension complète du 1^{er} au 9^e jour, le demi-pension, ensuite, à Bali, les visites et les excursions mentionnées, l'assistance d'un guide parlant anglais. Des extensions sont possibles de Sumatra, sa grande mosquée et le palais du sultan, l'île de Samosir avec ses anciennes

POUR CEUX QUI CROIENT AVOIR TOUT VU :

LE RHIN AVEC KDI

Il y a encore des choses à découvrir dans la vie !

Pour apprécier la chaleur et la beauté des sites, pour vous détendre sans partir aux antipodes, pour vous détendre dans une atmosphère privilégiée, embarquez-vous sur la KDI !

Dès aujourd'hui, mettez le cap sur votre agence de voyage.

Pour recevoir gratuitement notre brochure 1988, merci de nous adresser votre carte de visite en précisant le nom du journal et la date de parution : CROSSRHN-KDI, 8, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS - Tél. : (1) 47-42-52-27

LA CROIX DU SUD
5, rue d'Amboise, 75002 PARIS
Tél. : (1) 42-61-82-70 - Licence A 681

DECOUVREZ LA NOUVELLE-ZELANDE

VOYAGE UNIQUE
12 novembre au 13 décembre 1988
Tout compris en demi-pension
33 500 F

Aller en Finlande, c'est renaître

IL y aura le soleil presque sans arrêt dans le ciel. Juste devant vous l'un des 180 000 lacs de Finlande, ourlé de sable. Au-dessus passeront les grands oiseaux du Nord et à perte de vue, tout autour, ce sera la forêt. Vous serez comme un Robinson, attentif aux bruits silencieux de l'air, de l'eau et du feu que vous allumerez le soir. Vous ne vivrez plus hors de la nature, mais en elle, vous y respirant chaque jour davantage.

Au grand Nord, en Laponie, vous aurez le sentiment de posséder le monde à vous tout seul, tellement l'espace y est grand et vierge : les rennes y sont toujours plus nombreux que les hommes.

Venez : nos « paquebots-ferries » ont le luxe et le raffinement des transatlantiques. D'Allemagne de l'Ouest en Finlande ou de Suède en Finlande : Finnjet - Silja Line (Scanditours) ; de Suède en Finlande : Viking Line (Bennett Voyages).

Office du Tourisme de Finlande, 13 rue Aubert, 75009 PARIS
Tél. : 42 66 40 13 Minitel 36 16 Finlande

Nom :
Adresse :
M 3

Finlande
naturellement vôtre

CHINE

Les «Samedis de la Chine»: journées de conférences et projections de films documentaires sur l'histoire, l'actualité et les traditions chinoises, réalisées grâce à la participation des meilleurs sinologues.

PROCHAINS RENDEZ-VOUS :

BORDEAUX
samedi 23 avril, Athénée Municipal, Place Saint Christoly 33000 Bordeaux

PARIS
samedi 4 juin, Club des Arts et Métiers, 9bis Avenue d'Iéna 75016 Paris

UNE JOURNÉE EN CHINE A BORDEAUX

- 9 h 15 : Présentation.
- 9 h 30 : Introduction générale à l'histoire de l'art par CHANAL LIAO, sinologue.
- 11 h : La vie quotidienne en Chine, par MARIE HOLLMAN, journaliste et sinologue. C'est une véritable révolution que connaît actuellement la société chinoise, et c'est dans la vie quotidienne que ce bouleversement est le mieux perceptible.
- 12 h : Pause déjeuner. Une liste des meilleurs restaurants chinois des environs sera distribuée aux participants.
- 13 h 30 : Shanghai au XX^e siècle en Chine, la ville de «La civilisation nouvelle» présentée avec une projection de diapositives par ALAIN ROUX, directeur du département de chinois de l'université de Paris VIII.
- 14 h 45 : Le journal d'un ethnologue. Film de PATRICK FAY, sinologue. Un document unique sur les traditions chinoises telles qu'elles se perpétuent dans les campagnes, les monastères bouddhistes et taoïstes, les montagnes sacrées.
- 16 h : Voyager en Chine. L'équipe de CARREFOUR DE LA CHINE présentera les différents sites et les différentes façons de découvrir ce pays-continuité.

Vous trouverez également sur place un stand illustré, présentant de nombreux ouvrages sur la Chine ainsi que tous les guides touristiques et cartes géographiques.

Participation aux frais 100F (50F pour les voyageurs de Carrefour de la Chine). Inscription par correspondance obligatoire à Bordeaux et vivement conseillée à Paris. Admission sur place dans la limite des sièges disponibles.

Pour vous inscrire, envoyez le bon ci-dessous, à : Carrefour de la Chine, 45 rue Sainte Anne, 75001 Paris. Tél. (16-1) 42 61 60 26. À la même adresse, on vous donnera tous les renseignements complémentaires sur ces journées ou sur nos voyages vers la Chine.

Pourquoi pas vous ? Paris-Pékin aller-retour: 5700F

Bon à découper et retourner à Carrefour de la Chine, 45 rue Sainte Anne, 75001 Paris.

Je désire recevoir, sans engagement de ma part, la brochure «Connaitre et aimer la Chine».

Je désire participer au Samedi de la Chine du 23 avril 1988 à Bordeaux.

Je désire participer au Samedi de la Chine du 4 juin 1988 à Paris.

☐ Offrez la somme de F pour frais de participation aux conférences (50% de réduction pour les voyageurs de Carrefour de la Chine).

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :

Carrefour de la Chine

هكذا من الاجل

— DECOUVERTE —

Chez les Toradjas de Sulawesi

SULAWESI, l'ancienne Célèbes des Portugais, capitale Makassar. Une île en forme d'orchidée, qui déploie sa fleur sauvage entre Bornéo, peuplée de Dayaks naguère coupeurs de têtes, et l'archipel des Moluques, où les conquérants hollandais recrutèrent leurs troupes supplétives. Une île frontalière, qui marque la limite entre le monde malais, influencé par l'islam, et la Mélanésie aujourd'hui christianisée. Une île longtemps convoitée par la Compagnie des Indes (néerlandaises) pour sa production d'épices rares, mais que le royaume des Pays-Bas ne put conquérir qu'au début du siècle, bien après Java.

De Denpasar, l'aéroport de Bali, il suffit d'une heure de vol pour rallier Ujung Pandang (« la pointe des pandanus », le nouveau nom de Makassar). Ville dense, plate comme la Hollande, où les maisons flamandes de Fort Rotterdam s'achèvent de crouler derrière de vieux remparts moissus, au milieu des immeubles sans grâce du quartier chinois. Sur le port de Makassar, qui a conservé son nom, le commerce des épices a cédé la place au transport du riz et des cartes de l'essence, transportées à dos d'homme sur de longues poutres passerelles qui ploient sous la charge.

Dès qu'on quitte cette ville grouillante, on retrouve le calme des rizières, avec leurs peillotes

Loin de Bali, une île, Sulawesi, avec une capitale, Makassar, et un peuple chrétien et grand adorateur de coqs de combat.

sur pilotis et leurs mosquées au toit de tôle rouillée. Certains mûraiers à bulbes évoquent des clochers barbares, comme égarés parmi les cocotiers. Mais les montagnes, à l'horizon, avec leurs pitons couverts de jungle, rappellent à qui l'oublie que l'on est sous l'équateur.

La plaine littorale appartient aux Bonguis, ces musulmans qui naguère tirèrent tête aux Hollandais. Les hommes portent sarong et veste colorée de batik, avec la toque noire devenue coiffure nationale indonésienne. Le vendredi ils se rassemblent dans les mosquées et se prosternent vers La Mecque, tout à l'ouest. Les femmes, habillées de vives couleurs, ne portent pas le voile. Juste une mantille dans les grandes occasions, comme lors de ce mariage à Rappang où le jeune couple, lardé et maquillé à la manière des poupées chinoises,

reste en vitrine pendant des heures, sous un dais brodé, pour recevoir l'hommage des invités. Après plusieurs heures de mauvaise route dans la montagne, on parvient en pays toradja. Les Toradjas, comme les Dayaks de Bornéo ou les Batak de Sumatra, appartiennent à ces peuplades implantées depuis plusieurs millénaires dans les îles de la Sonde, et constamment repoussées vers l'intérieur par les envahisseurs successifs. Il en reste aujourd'hui quelque 350 000, concentrés dans la haute vallée du fleuve Saddang, entre 800 m et 1 500 m d'altitude.

A Makalé, la capitale du district, le marché hebdomadaire permet de s'immerger d'un coup dans cette civilisation du buffle et du porc. Les buffles, un anneau d'osier dans le nez, se laissent conduire par des enfants. Ce sont les albinos, aux yeux bleus et à la peau tachetée de rose, qui ont le plus de valeur. Non pas qu'ils travaillent mieux dans la rizière ou que leur chair soit plus savoureuse, mais parce qu'ils n'ont pas leur pareil pour transporter l'âme des morts vers la « pays », la « terre des âmes » où s'opère la réincarnation.

Les porcs, noirs ou roses, sont transportés suspendus à une perche de bambou ou étroitement ficelés sur des sortes de brancards, parfois entassés pêle-mêle dans une camionnette. Le déchargement, alors, s'accompagne de cris déchirants, auxquels personne, évidemment, ne prête



Effigies de notables toradjas au balcon de leur tombe.

attention. Le seul animal choyé par les Toradjas est le coq de combat, que tout homme de bien se doit de porter blotti dans le creux du bras, parties pendantes, en lui caressant la crête et le cou. Chez ces pacifiques paysans de la montagne, le coq remplace à la fois le chien et l'arme de chasse. Il devient l'attribut de la virilité. Conscient de sa place d'honneur, chaque coq se rengorge et chante dans les bras mêmes de son maître, qui le couve du regard.

Les femmes préfèrent vendre fruits et légumes, accroupies devant leur hotte tressée. Elles en sortent des petits sacs remplis d'épices (piments verts et rouges, clous de girofle, noix muscades), des mangues, du tabac en feuilles, des régimes de petites bananes. En attendant le client, elles mènent une volumineuse mixture de bétel et de tabac dont les feuilles leur déforment la bouche.

Les ruelles passent de main en main, sous forme de billets roulés en chiffon, tant les coupures sont petites — il n'y a pratiquement plus de pièces de monnaie dans cette terre d'inflation galopante. La natalité aussi va bon train, si l'on en juge par les bandes d'enfants qui se fauillent entre les écaies. Nul ne semble se soucier des mots d'ordre affichés partout :

« *Dua anak outkup* » (Deux, c'est assez), avec le dessin d'une main les deux doigts en « V ». Chez les Toradjas — chrétiens à 80 % — le planning familial reste largement ignoré.

A deux pas du marché de Makalé se dresse une falaise calcaire percée de trous. C'est en quelque sorte le cimetière de la ville, son colombarium. Dans une ouverture plus large que les autres, on aperçoit une brochette de poupées soigneusement habillées. Le guide explique qu'il s'agit de « *tao-tao* », des mannequins représentant les défunts, sculptés dans le cœur du jacquier pour durer le temps. De leur main droite, ils implorent les vivants, et ils les bénissent de la main gauche. On retrouvera les mêmes effigies à Sabaya, sépulture royale où subsistent les anciens cercueils en bois sculpté.

Jadis, les Toradjas morts n'étaient pas enfoncés dans la roche mais seulement placés dans des cercueils de bois que l'on accrochait à flanc de falaise. On peut en voir la trace à Palatoké, où deux cercueils défient encore le vide. Au pied de la falaise, des squelettes échappés de leur boîte sont repris par la jungle. Leurs crânes blanchis semblent fixer de leur yeux vides le ciel où arrent les âmes.

Là où dort le chat

Après ce pèlerinage obligé auprès des grands ancêtres, on va pouvoir découvrir les contemporains dans leurs villages. L'architecture toradja, heureusement, s'est maintenue à peu près intacte depuis ces temps reculés où les premiers colons arrivèrent avec leurs bateaux. Chaque village comporte un alignement de maisons — « *tongkrow* » — tournées vers le nord, dont le toit rappelle la carène d'un bateau. Au rez-de-chaussée, l'entrecroisement des poutres forme l'étable pour le buffle. Un escalier extérieur conduit au premier étage, où loge toute la famille. Enfin, sous le toit de palmes subsiste un espace « où dort le chat ».

Mais le grenier à riz se trouve dans un autre bâtiment, juste en face de la maison. Ses piliers de palmier parfaitement lisses interdisent tout accès aux rongeurs. Comme la maison principale, le grenier est constitué de poutres de bois magnifiquement sculptées et peintes, avec des motifs géométriques rappelant les tatouages maoris. La richesse du propriétaire n'apparaît qu'à un détail : le nombre de paires de cornes de buffle alignées le long d'une mallesse poutre plantée verticalement devant le seuil.

Chaque village d'une certaine importance dispose d'une aire hérissée de menhirs — de la simple pierre levée à l'obélisque taillé de plus de 5 mètres de haut. C'est là qu'on lie les « *rambu solo* », ou cérémonies des morts. Lorsqu'est venu le temps d'accompagner dignement le défunt à sa dernière demeure —

parfois plusieurs années après son décès, considéré seulement comme une « maladie » — on édifie autour des menhirs une série de pavillons d'accueil en bambou, pour loger les invités. Au jour dit, on va sacrifier les buffles — plusieurs dizaines, dans les grandes occasions — et on distribue la viande à l'assistance. Chacun se réjouit que le « malade » puisse enfin gagner le séjour des âmes en attente de réincarnation.

Lors d'une marche à flanc de montagne, en suivant les chemins sinueux qui se glissent entre les rizières, nous avons entendu le songe. Au village, la femme d'un notable venait de mourir et l'on sacrifiait un buffle pour l'occasion, en attendant la vraie cérémonie. Vidé de son sang au moyen d'un gros bambou, le buffle gisait au milieu du village, reniflé par les chiens. Il sera dépecé le jour même, lorsque les proches et les voisins seront tous accourus pour la « fête ». Point de deuil, en effet. La morte a été installée dans son salon, assise au milieu d'une pile de draps colorés. Les femmes du village, accroupies comme à l'ordinaire, ne manifestent pas la moindre douleur au spectacle du corps décharné. Chez les Toradjas, la mort est naturelle. Elle offre même l'occasion des plus grandes fêtes du district.

Au touriste qui se risque à coucher chez l'habitant, les Toradjas font le meilleur accueil. Ils saluent sur-le-champ un cochon, le flambent sur un feu de bambou, puis le découpent en dés qui, malaxés avec de l'ortie et des oignons, seront cuits à l'étouffée dans un bambou vert. Le tout sera servi sur la plate-forme inférieure du grenier à riz, avec du vin de palme tiré l'instant d'avant au sommet de l'arbre. Cuisine rustique, certes, agrémentée ce soir-là de poisson frit dans l'huile de coprah. Les montagnards toradjas, pour eux-mêmes, se contentent de riz aux légumes. Les poulets sont réservés au combat et les buffles pour la rizière, jusqu'au jour du sacrifice. Seule la mort — provisoire — invite au festin.

ROGER CANS.

Repères

Deux compagnies aériennes desservent l'Indonésie depuis Paris. KLM propose quatre vols par semaine Paris-Djakarta (via Amsterdam) et deux vols directs Paris-Bali (jeudi et dimanche) avec escale à Medan (Sumatra). Il en existe, suivant la saison, entre 6 715 F et 7 100 F l'aller-retour en classe économique.

La compagnie indonésienne Garuda, associée à UTA, propose pour son part trois vols par semaine pour Bali (mercredi, vendredi et samedi), dont un direct (mercredi). Les tarifs, suivant la saison, s'échelonnent de 6 500 F à 6 775 F en classe économique. Mais Garuda offre un plus : on peut, pour le même prix, acquiescer un billet « multi-étapes » et faire escale, par exemple, à Singapour ou Djakarta. En outre, les acheteurs d'un passage à bord d'un vol long-courrier Garuda bénéficient d'une remise de 50 % sur les vols intérieurs en Indonésie. De sorte que le billet aller-retour Denpasar/Ujung-Pandang, entre Bali et Sulawesi, qui coûte l'équivalent de 775 F, revient au prix d'un trajet simple.

Comme celui de Bali, le climat de Sulawesi est équatorial, c'est-à-dire chaud et humide. Mais lorsqu'on se rend en pays toradja, on retrouve le fraîcheur (entre 14 degrés et 28 degrés) car on est en altitude, entre 800 mètres et 1 500 mètres, avec des sommets atteignant 2 884 mètres. Cette fraîcheur est relative, toutefois, car l'air est saturé d'humidité (de 80 % à 90 %). Pour des raisons climatiques, mais aussi pour le confort de la visite, il vaut mieux éviter la saison des pluies, de

décembre à mars. La saison sèche, de juin à septembre, est la période la plus favorable au tourisme, mais aussi la plus demandée car elle correspond aux grandes vacances en Europe.

Pour visiter le pays toradja, il suffit d'un vol Ujung-Pandang-Makalé, mais seulement une fois par semaine — et selon la météo. La plus sûre moyen d'y accéder reste encore la route, mais il faut compter un minimum de huit heures pour parcourir les 330 kilomètres qui séparent Ujung-Pandang de Rantepao, tant la chaussée (goudronnée) est étroite, sinueuse et cahoteuse.

Située au cœur du pays toradja, Rantepao est le séjour obligé pour rayonner dans la montagne. On y trouve quelques très bons hôtels, comme le Toraja Cottage, mais aussi des hôtels bon marché en ville. La chaîne Parana, qui dispose déjà d'un très agréable établissement à Bali (Parana-Fun-Bali), en prépare actuellement un autre à Rantepao, sur une colline entourée de rizières.

A Rantepao, on peut se contenter de louer une voiture ou un minibus tout-terrain et pousser des pointes d'une journée dans chaque village ou site intéressant. La plupart des lieux valent le détour ne sont en effet qu'à quelques dizaines de kilomètres de Rantepao, et plusieurs routes sont goudronnées. Mais si l'on veut découvrir le pays profond, il faut évidemment se mettre à marcher.

Doute obligation dans un pays verdoyant où le soleil des rizières en escalier alterne avec l'ombre de la

jungle et des bouquets de bambous géants. Le guide-chauffeur, indispensable pour se rendre à pied d'œuvre, connaît chaque village et organise l'accueil chez l'habitant. Rien à préparer en dehors du diner : on couche à même le plancher de la pallole, où sont déroulés des nattes et, parfois, un moquette.

Pour tout renseignement concernant Bali ou Sulawesi, on peut s'adresser à Asia, qui dispose de deux agences à Paris (3, rue Dante, 75005, tél. : 43-26-10-35, ou 36, rue Brunel, 75017, tél. : 45-74-15-31), une à Lyon (5, rue Alphonse-Fauchier, 69002, tél. : 78-38-00-14) et une à Marseille (424, rue de France, 13006, tél. : 91-23-34-92). Asia diffuse notamment un excellent petit guide de poche (*Bonjour en Indonésie*, de Cécile Bigon) qui donne toutes les informations souhaitables pour un premier contact avec le pays, et qui a l'avantage d'être récent (1986).

ACCESS

100% NEW YORK 2000AR

LOS ANGELES	1590	2000
SAN FRANCISCO	1590	2000
MIAMI	1490	2000
CHICAGO	1000	2000
DALLAS	1000	2000
WASHINGTON	1400	2000
CHICAGO	1000	2000
NEW YORK	1000	2000
CALIFORNIA	2100	3700
NEW JERSEY	2440	4000
MEXICO	2500	4000
SANJOSE	2200	4700
STONEY	4000	7000
ANTILLAS		2000

NOUVEAU

réservez et payez votre voyage par téléphone avec votre Carte Bancaire

TÉL: (1) 4013 02 02 ou 42 21 46 94

8, rue Pierre-Lescot - 75001 PARIS - Métro et REN Châtelet-Les Halles

Paris-Douala AR 4.115F sur vols réguliers.

Si vous avez plus de 31 ans, moins de 55 et pas d'enfant, vous avez perdu votre temps à lire cette annonce.

UTA et Cameroon Airlines vous proposent les nouveaux Tarifs Challenge sur Douala et sur Garoua, Paris-Garoua AR 4.035F sur vol direct Cameroon Airlines: 65% de réduction sur les vols verts et 45 % sur les vols rouges, pour les moins de 27 ans, les familles (parents et enfants, avec au moins 3 personnes voyageant ensemble), les plus de 60 ans (dès 55 ans pour les femmes).

Renseignez-vous auprès de Cameroon Airlines, UTA ou votre agent de voyages pour bénéficier de nos vols réguliers à prix cherté et pour les tarifs au départ de Lyon et Marseille.

CAMEROON AIRLINES

UTA

سكزا من الاجل

JEUX

échecs

N° 1276

LE PANOPTIQUE

(Tournement International de Wijk aan Zee, 1988)

Blancs : A. KARPPOV
Noirs : L. FALAGO
Défaite française.

1. e4 e5 2. f4 f5 3. g4 g5 4. h4 h5 5. a3 f4 6. b3 f5 7. c3 f6 8. d3 f7 9. e3 f8 10. f3 f9 11. g3 f10 12. h3 f11 13. a4 f12 14. b4 f13 15. c4 f14 16. d4 f15 17. e4 f16 18. f4 f17 19. g4 f18 20. h4 f19 21. a5 f20 22. b5 f21 23. c5 f22 24. d5 f23 25. e5 f24 26. f5 f25 27. g5 f26 28. h5 f27 29. a6 f28 30. b6 f29 31. c6 f30 32. d6 f31 33. e6 f32 34. f6 f33 35. g6 f34 36. h6 f35 37. a7 f36 38. b7 f37 39. c7 f38 40. d7 f39 41. e7 f40 42. f7 f41 43. g7 f42 44. h7 f43 45. a8 f44 46. b8 f45 47. c8 f46 48. d8 f47 49. e8 f48 50. f8 f49 51. g8 f50 52. h8 f51 53. a9 f52 54. b9 f53 55. c9 f54 56. d9 f55 57. e9 f56 58. f9 f57 59. g9 f58 60. h9 f59 61. a10 f60 62. b10 f61 63. c10 f62 64. d10 f63 65. e10 f64 66. f10 f65 67. g10 f66 68. h10 f67 69. a11 f68 70. b11 f69 71. c11 f70 72. d11 f71 73. e11 f72 74. f11 f73 75. g11 f74 76. h11 f75 77. a12 f76 78. b12 f77 79. c12 f78 80. d12 f79 81. e12 f80 82. f12 f81 83. g12 f82 84. h12 f83 85. a13 f84 86. b13 f85 87. c13 f86 88. d13 f87 89. e13 f88 90. f13 f89 91. g13 f90 92. h13 f91 93. a14 f92 94. b14 f93 95. c14 f94 96. d14 f95 97. e14 f96 98. f14 f97 99. g14 f98 100. h14 f99 101. a15 f100 102. b15 f101 103. c15 f102 104. d15 f103 105. e15 f104 106. f15 f105 107. g15 f106 108. h15 f107 109. a16 f108 110. b16 f109 111. c16 f110 112. d16 f111 113. e16 f112 114. f16 f113 115. g16 f114 116. h16 f115 117. a17 f116 118. b17 f117 119. c17 f118 120. d17 f119 121. e17 f120 122. f17 f121 123. g17 f122 124. h17 f123 125. a18 f124 126. b18 f125 127. c18 f126 128. d18 f127 129. e18 f128 130. f18 f129 131. g18 f130 132. h18 f131 133. a19 f132 134. b19 f133 135. c19 f134 136. d19 f135 137. e19 f136 138. f19 f137 139. g19 f138 140. h19 f139 141. a20 f140 142. b20 f141 143. c20 f142 144. d20 f143 145. e20 f144 146. f20 f145 147. g20 f146 148. h20 f147 149. a21 f148 150. b21 f149 151. c21 f150 152. d21 f151 153. e21 f152 154. f21 f153 155. g21 f154 156. h21 f155 157. a22 f156 158. b22 f157 159. c22 f158 160. d22 f159 161. e22 f160 162. f22 f161 163. g22 f162 164. h22 f163 165. a23 f164 166. b23 f165 167. c23 f166 168. d23 f167 169. e23 f168 170. f23 f169 171. g23 f170 172. h23 f171 173. a24 f172 174. b24 f173 175. c24 f174 176. d24 f175 177. e24 f176 178. f24 f177 179. g24 f178 180. h24 f179 181. a25 f180 182. b25 f181 183. c25 f182 184. d25 f183 185. e25 f184 186. f25 f185 187. g25 f186 188. h25 f187 189. a26 f188 190. b26 f189 191. c26 f190 192. d26 f191 193. e26 f192 194. f26 f193 195. g26 f194 196. h26 f195 197. a27 f196 198. b27 f197 199. c27 f198 200. d27 f199 201. e27 f200 202. f27 f201 203. g27 f202 204. h27 f203 205. a28 f204 206. b28 f205 207. c28 f206 208. d28 f207 209. e28 f208 210. f28 f209 211. g28 f210 212. h28 f211 213. a29 f212 214. b29 f213 215. c29 f214 216. d29 f215 217. e29 f216 218. f29 f217 219. g29 f218 220. h29 f219 221. a30 f220 222. b30 f221 223. c30 f222 224. d30 f223 225. e30 f224 226. f30 f225 227. g30 f226 228. h30 f227 229. a31 f228 230. b31 f229 231. c31 f230 232. d31 f231 233. e31 f232 234. f31 f233 235. g31 f234 236. h31 f235 237. a32 f236 238. b32 f237 239. c32 f238 240. d32 f239 241. e32 f240 242. f32 f241 243. g32 f242 244. h32 f243 245. a33 f244 246. b33 f245 247. c33 f246 248. d33 f247 249. e33 f248 250. f33 f249 251. g33 f250 252. h33 f251 253. a34 f252 254. b34 f253 255. c34 f254 256. d34 f255 257. e34 f256 258. f34 f257 259. g34 f258 260. h34 f259 261. a35 f260 262. b35 f261 263. c35 f262 264. d35 f263 265. e35 f264 266. f35 f265 267. g35 f266 268. h35 f267 269. a36 f268 270. b36 f269 271. c36 f270 272. d36 f271 273. e36 f272 274. f36 f273 275. g36 f274 276. h36 f275 277. a37 f276 278. b37 f277 279. c37 f278 280. d37 f279 281. e37 f280 282. f37 f281 283. g37 f282 284. h37 f283 285. a38 f284 286. b38 f285 287. c38 f286 288. d38 f287 289. e38 f288 290. f38 f289 291. g38 f290 292. h38 f291 293. a39 f292 294. b39 f293 295. c39 f294 296. d39 f295 297. e39 f296 298. f39 f297 299. g39 f298 300. h39 f299 301. a40 f300 302. b40 f301 303. c40 f302 304. d40 f303 305. e40 f304 306. f40 f305 307. g40 f306 308. h40 f307 309. a41 f308 310. b41 f309 311. c41 f310 312. d41 f311 313. e41 f312 314. f41 f313 315. g41 f314 316. h41 f315 317. a42 f316 318. b42 f317 319. c42 f318 320. d42 f319 321. e42 f320 322. f42 f321 323. g42 f322 324. h42 f323 325. a43 f324 326. b43 f325 327. c43 f326 328. d43 f327 329. e43 f328 330. f43 f329 331. g43 f330 332. h43 f331 333. a44 f332 334. b44 f333 335. c44 f334 336. d44 f335 337. e44 f336 338. f44 f337 339. g44 f338 340. h44 f339 341. a45 f340 342. b45 f341 343. c45 f342 344. d45 f343 345. e45 f344 346. f45 f345 347. g45 f346 348. h45 f347 349. a46 f348 350. b46 f349 351. c46 f350 352. d46 f351 353. e46 f352 354. f46 f353 355. g46 f354 356. h46 f355 357. a47 f356 358. b47 f357 359. c47 f358 360. d47 f359 361. e47 f360 362. f47 f361 363. g47 f362 364. h47 f363 365. a48 f364 366. b48 f365 367. c48 f366 368. d48 f367 369. e48 f368 370. f48 f369 371. g48 f370 372. h48 f371 373. a49 f372 374. b49 f373 375. c49 f374 376. d49 f375 377. e49 f376 378. f49 f377 379. g49 f378 380. h49 f379 381. a50 f380 382. b50 f381 383. c50 f382 384. d50 f383 385. e50 f384 386. f50 f385 387. g50 f386 388. h50 f387 389. a51 f388 390. b51 f389 391. c51 f390 392. d51 f391 393. e51 f392 394. f51 f393 395. g51 f394 396. h51 f395 397. a52 f396 398. b52 f397 399. c52 f398 400. d52 f399 401. e52 f400 402. f52 f401 403. g52 f402 404. h52 f403 405. a53 f404 406. b53 f405 407. c53 f406 408. d53 f407 409. e53 f408 410. f53 f409 411. g53 f410 412. h53 f411 413. a54 f412 414. b54 f413 415. c54 f414 416. d54 f415 417. e54 f416 418. f54 f417 419. g54 f418 420. h54 f419 421. a55 f420 422. b55 f421 423. c55 f422 424. d55 f423 425. e55 f424 426. f55 f425 427. g55 f426 428. h55 f427 429. a56 f428 430. b56 f429 431. c56 f430 432. d56 f431 433. e56 f432 434. f56 f433 435. g56 f434 436. h56 f435 437. a57 f436 438. b57 f437 439. c57 f438 440. d57 f439 441. e57 f440 442. f57 f441 443. g57 f442 444. h57 f443 445. a58 f444 446. b58 f445 447. c58 f446 448. d58 f447 449. e58 f448 450. f58 f449 451. g58 f450 452. h58 f451 453. a59 f452 454. b59 f453 455. c59 f454 456. d59 f455 457. e59 f456 458. f59 f457 459. g59 f458 460. h59 f459 461. a60 f460 462. b60 f461 463. c60 f462 464. d60 f463 465. e60 f464 466. f60 f465 467. g60 f466 468. h60 f467 469. a61 f468 470. b61 f469 471. c61 f470 472. d61 f471 473. e61 f472 474. f61 f473 475. g61 f474 476. h61 f475 477. a62 f476 478. b62 f477 479. c62 f478 480. d62 f479 481. e62 f480 482. f62 f481 483. g62 f482 484. h62 f483 485. a63 f484 486. b63 f485 487. c63 f486 488. d63 f487 489. e63 f488 490. f63 f489 491. g63 f490 492. h63 f491 493. a64 f492 494. b64 f493 495. c64 f494 496. d64 f495 497. e64 f496 498. f64 f497 499. g64 f498 500. h64 f499 501. a65 f500 502. b65 f501 503. c65 f502 504. d65 f503 505. e65 f504 506. f65 f505 507. g65 f506 508. h65 f507 509. a66 f508 510. b66 f509 511. c66 f510 512. d66 f511 513. e66 f512 514. f66 f513 515. g66 f514 516. h66 f515 517. a67 f516 518. b67 f517 519. c67 f518 520. d67 f519 521. e67 f520 522. f67 f521 523. g67 f522 524. h67 f523 525. a68 f524 526. b68 f525 527. c68 f526 528. d68 f527 529. e68 f528 530. f68 f529 531. g68 f530 532. h68 f531 533. a69 f532 534. b69 f533 535. c69 f534 536. d69 f535 537. e69 f536 538. f69 f537 539. g69 f538 540. h69 f539 541. a70 f540 542. b70 f541 543. c70 f542 544. d70 f543 545. e70 f544 546. f70 f545 547. g70 f546 548. h70 f547 549. a71 f548 550. b71 f549 551. c71 f550 552. d71 f551 553. e71 f552 554. f71 f553 555. g71 f554 556. h71 f555 557. a72 f556 558. b72 f557 559. c72 f558 560. d72 f559 561. e72 f560 562. f72 f561 563. g72 f562 564. h72 f563 565. a73 f564 566. b73 f565 567. c73 f566 568. d73 f567 569. e73 f568 570. f73 f569 571. g73 f570 572. h73 f571 573. a74 f572 574. b74 f573 575. c74 f574 576. d74 f575 577. e74 f576 578. f74 f577 579. g74 f578 580. h74 f579 581. a75 f580 582. b75 f581 583. c75 f582 584. d75 f583 585. e75 f584 586. f75 f585 587. g75 f586 588. h75 f587 589. a76 f588 590. b76 f589 591. c76 f590 592. d76 f591 593. e76 f592 594. f76 f593 595. g76 f594 596. h76 f595 597. a77 f596 598. b77 f597 599. c77 f598 600. d77 f599 601. e77 f600 602. f77 f601 603. g77 f602 604. h77 f603 605. a78 f604 606. b78 f605 607. c78 f606 608. d78 f607 609. e78 f608 610. f78 f609 611. g78 f610 612. h78 f611 613. a79 f612 614. b79 f613 615. c79 f614 616. d79 f615 617. e79 f616 618. f79 f617 619. g79 f618 620. h79 f619 621. a80 f620 622. b80 f621 623. c80 f622 624. d80 f623 625. e80 f624 626. f80 f625 627. g80 f626 628. h80 f627 629. a81 f628 630. b81 f629 631. c81 f630 632. d81 f631 633. e81 f632 634. f81 f633 635. g81 f634 636. h81 f635 637. a82 f636 638. b82 f637 639. c82 f638 640. d82 f639 641. e82 f640 642. f82 f641 643. g82 f642 644. h82 f643 645. a83 f644 646. b83 f645 647. c83 f646 648. d83 f647 649. e83 f648 650. f83 f649 651. g83 f650 652. h83 f651 653. a84 f652 654. b84 f653 655. c84 f654 656. d84 f655 657. e84 f656 658. f84 f657 659. g84 f658 660. h84 f659 661. a85 f660 662. b85 f661 663. c85 f662 664. d85 f663 665. e85 f664 666. f85 f665 667. g85 f666 668. h85 f667 669. a86 f668 670. b86 f669 671. c86 f670 672. d86 f671 673. e86 f672 674. f86 f673 675. g86 f674 676. h86 f675 677. a87 f676 678. b87 f677 679. c87 f678 680. d87 f679 681. e87 f680 682. f87 f681 683. g87 f682 684. h87 f683 685. a88 f684 686. b88 f685 687. c88 f686 688. d88 f687 689. e88 f688 690. f88 f689 691. g88 f690 692. h88 f691 693. a89 f692 694. b89 f693 695. c89 f694 696. d89 f695 697. e89 f696 698. f89 f697 699. g89 f698 700. h89 f699 701. a90 f700 702. b90 f701 703. c90 f702 704. d90 f703 705. e90 f704 706. f90 f705 707. g90 f706 708. h90 f707 709. a91 f708 710. b91 f709 711. c91 f710 712. d91 f711 713. e91 f712 714. f91 f713 715. g91 f714 716. h91 f715 717. a92 f716 718. b92 f717 719. c92 f718 720. d92 f719 721. e92 f720 722. f92 f721 723. g92 f722 724. h92 f723 725. a93 f724 726. b93 f725 727. c93 f726 728. d93 f727 729. e93 f728 730. f93 f729 731. g93 f730 732. h93 f731 733. a94 f732 734. b94 f733 735. c94 f734 736. d94 f735 737. e94 f736 738. f94 f737 739. g94 f738 740. h94 f739 741. a95 f740 742. b95 f741 743. c95 f742 744. d95 f743 745. e95 f744 746. f95 f745 747. g95 f746 748. h95 f747 749. a96 f748 750. b96 f749 751. c96 f750 752. d96 f751 753. e96 f752 754. f96 f753 755. g96 f754 756. h96 f755 757. a97 f756 758. b97 f757 759. c97 f758 760. d97 f759 761. e97 f760 762. f97 f761 763. g97 f762 764. h97 f763 765. a98 f764 766. b98 f765 767. c98 f766 768. d98 f767 769. e98 f768 770. f98 f769 771. g98 f770 772. h98 f771 773. a99 f772 774. b99 f773 775. c99 f774 776. d99 f775 777. e99 f776 778. f99 f777 779. g99 f778 780. h99 f779 781. a100 f780 782. b100 f781 783. c100 f782 784. d100 f783 785. e100 f784 786. f100 f785 787. g100 f786 788. h100 f787 789. a101 f788 790. b101 f789 791. c101 f790 792. d101 f791 793. e101 f792 794. f101 f793 795. g101 f794 796. h101 f795 797. a102 f796 798. b102 f797 799. c102 f798 800. d102 f799 801. e102 f800 802. f102 f801 803. g102 f802 804. h102 f803 805. a103 f804 806. b103 f805 807. c103 f806 808. d103 f807 809. e103 f808 810. f103 f809 811. g103 f810 812. h103 f811 813. a104 f812 814. b104 f813 815. c104 f814 816. d104 f815 817. e104 f816 818. f104 f817 819. g104 f818 820. h104 f819 821. a105 f820 822. b105 f821 823. c105 f822 824. d105 f823 825. e105 f824 826. f105 f825 827. g105 f826 828. h105 f827 829. a106 f828 830. b106 f829 831. c106 f830 832. d106 f831 833. e106 f832 834. f106 f833 835. g106 f834 836. h106 f835 837. a107 f836 838. b107 f837 839. c107 f838 840. d107 f839 841. e107 f840 842. f107 f841 843. g107 f842 844. h107 f843 845. a108 f844 846. b108 f845 847. c108 f846 848. d108 f847 849. e108 f848 850. f108 f849 851. g108 f850 852. h108 f851 853. a109 f852 854. b109 f853 855. c109 f854 856. d109 f855 857. e109 f856 858. f109 f857 859. g109 f858 860. h109 f859 861. a110 f860 862. b110 f861 863. c110 f862 864. d110 f863 865. e110 f864 866. f110 f865 867. g110 f866 868. h110 f867 869. a111 f868 870. b111 f869 871. c111 f870 872. d111 f871 873. e111 f872 874. f111 f873 875. g111 f874 876. h111 f875 877. a112 f876 878. b112 f877 879. c112 f878 880. d112 f879 881. e112 f880 882. f112 f881 883. g112 f882 884. h112 f883 885. a113 f884 886. b113 f885 887. c113 f886 888. d113 f887 889. e113 f888 890. f113 f889 891. g113 f890 892. h113 f891 893. a114 f892 894. b114 f893 895. c114 f894 896. d114 f895 897. e114 f896 898. f114 f897 899. g114 f898 900. h114 f899 901. a115 f900 902. b115 f901 903. c115 f902 904. d115 f903 905. e115 f904 906. f115 f905 907. g115 f906 908. h115 f907 909. a116 f908 910. b116 f909 911. c116 f910 912. d116 f911 913. e116 f912 914. f116 f913 915. g116 f914 916. h116 f915 917. a117 f916 918. b117 f917 919. c117 f918 920. d117 f919 921. e117 f920 922. f117 f921 923. g117 f922 924. h117 f923 925. a118 f924 926. b118 f925 927. c118 f926 928. d118 f927 929. e118 f928 930. f118 f929 931. g118 f930 932. h118 f931 933. a119 f932 934. b119 f933 935. c119 f934 936. d119 f935 937. e119 f936 938. f119 f937 939. g119 f938 940. h119 f939 941. a120 f940 942. b120 f941 943. c120 f942 944. d120 f943 945. e120 f944 946. f120 f945 947. g120 f946 948. h120 f947 949. a121 f948 950. b121 f949 951. c121 f950 952. d121 f951 953. e121 f952 954. f121 f953 955. g121 f954 956. h121 f955 957. a122 f956 958. b122 f957 959. c122 f958 960. d122 f959 961. e122 f960 962. f122 f961 963. g122 f962 964. h122 f963 965. a123 f964 966. b123 f965 967. c123 f966 968. d123 f967 969. e123 f968 970. f123 f969 971. g123 f970 972. h123 f971 973. a124 f972 974. b124 f973 975. c124 f974 976. d124 f975 977. e124 f976 978. f124 f977 979. g124 f978 980. h124 f979 981. a125 f980 982. b125 f981 983. c125 f982 984. d125 f983 985. e125 f984 986. f125 f985 987. g125 f986 988. h125 f987 989. a126 f988 990. b126 f989 991. c126 f990 992. d126 f991 993. e126 f992 994. f126 f993 995. g126 f994 996. h126 f995 997. a127 f996 998. b127 f997 999. c127 f998 1000. d127 f999 1001. e127 f1000 1002

LIRE

« Petite Planète » : deuxième révolution

« **P**ETITE Planète » se met en Points et rejoint la collection de poche des éditions du Seuil. C'est un nouveau démarrage pour cette bibliothèque du voyageur créée en 1954 par Chris Marker, le cinéaste, alors membre du comité de direction du 27, rue Jacob, sur une idée de Tibor Mende, le tiers-mondiste. Idée pionnière qui resta longtemps unique dans l'abondante production de guides, du plus littéraire au plus pratique, qui prétendent aujourd'hui aider celui qui part ou informer celui qui reste.

Dans un monde qui s'émouvait d'avoir survécu à la catastrophe, un monde en alerte, où les plus lucides voulaient sinon abolir les frontières, du moins tenter de mieux connaître l'autre pour le mieux comprendre, le voyage allait devenir une indispensable source d'information. Bientôt les populations nordistes seraient happées en foule vers les soleils de la Méditerranée et, un peu plus tard, attirées par des exotismes charismatiques.

En attendant, il y avait place — et il y aura toujours place — pour des voyageurs avertis, attentifs, discrets, prêts à se plier aux usages locaux et soucieux de ne pas commettre d'impair. C'est à eux que s'adressait — que s'adresse à nouveau — cette collection « Petite Planète » dont le titre dit presque affectueusement que la Terre est ronde et que nous en sommes les citoyens.

Chaque volume est signé par un auteur qui ne s'efface pas dans l'anonymat du guide, qui garde sa personnalité d'observateur étranger et ami du pays concerné — historien, écrivain, journaliste — ou, quand il en est originaire, se montre prêt à en fournir quelques clés. Ainsi, la Grèce qui paraît aujourd'hui est signée par Aris Fakinos, romancier et musicolo-

les Grecs n'ont rien perdu de leur goût prononcé pour le débat politique.

Tenir compte des événements les plus récents, ne pas ignorer les conflits internes, ne pas gommer des faits contemporains que certains États voudraient effacer, actualiser et faire œuvre d'historien immédiate, pour emprunter à une autre collection du Seuil

« Petite Planète » peut remplacer un long article d'encyclopédie, le dossier des coupures du Monde et plusieurs dîners avec l'ami indonésien, péruvien ou serbo-croate qui vous dirait comment aborder sa patrie.

Le plus drôle, c'est que le livre vaut aussi sans le voyage, qu'il est un peu un voyage. Ainsi la *Toscane* de Sergio Romano, écrivain et diplomate, est-elle, parmi les nouveautés, un véritable essai, remarquablement écrit. Mais une région se prête sans doute mieux qu'un pays tout entier à cet exercice de vagabondage savant et construit à travers l'histoire.

Face aux Nagel, Guides bleus et autres Baedeker, les « Petite Planète » avaient à l'époque de leur création le privilège d'être maniables comme des « poches » (format commode, couverture souple) et pourtant dotés d'une abondante illustration, souvent fasciculée, d'aplats de couleur et d'un papier assez épais. Le prix des éditions de poche étant inclus dans l'indice de l'INSEE et donc bloqué, la collection a failli succomber à un rapport qualité-prix qui était une aubaine pour le consommateur mais une assez mauvaise affaire pour l'éditeur.

Avec ses quatre-vingts titres, dont huit grandes villes, la collection vient d'être « sauvée » et deviendra progressivement, sous la direction d'Annie François, « Points Planète » : nouvelle maquette, nouveau papier, couverture sobre et élégante. Nouveaux auteurs pour des titres existants (*Grèce*), mises à jour approfondies (*la Venise* de Jean Marabini), nouveaux titres (*Toscane*) et nouvelles idées (*les Maladies en voyage*, d'Eric Caumes).

TOSCANE Florence



PHILIPPE TOULMON

juin, l'*Espagne* de Jean-Pierre Amalric et le Japon de Philippe Pons.

● Collection « Points Planète » : *Toscane*, Sergio Romano, avec 10 cartes et 12 itinéraires, 39 F. *Venise*, de Jean Marabini, 3 cartes et 5 itinéraires, 35 F. *Grèce*, d'Aris Fakinos, 35 F. *Les Maladies en voyage*, d'Eric Caumes, 29 F.

La prestigieuse collection du Seuil, crée il y a plus de trente ans et qui — le savait-on ? — avait failli disparaître, prend un nouveau départ en devenant « Points Planète ».

gue, et remplace celle de Mimica Cranaki, qui portait le numéro 6 et faisait partie de la livraison de huit pays européens de la toute première année.

Le plan est libre, et si l'on y trouve toujours son contenu — si l'on ose dire — d'histoire ancienne et contemporaine, de données géographiques, de culture, de situation économique et de faits de société, ces éléments sont mis en musique par chacun selon sa fantaisie. L'art du contrepoint permet souvent de lumineuses mises en perspective : on peut par exemple arriver en Grèce avec ses seuls souvenirs scolaires ou avoir que

et à Jean Lacouture une formule qui convient aussi à « Petite Planète » (dont s'occupa longtemps Simone Lacouture), n'est pas si facile et souvent un casse-tête pour les auteurs et l'éditeur.

Présentée sur le ton amical et souple de l'introduction à la connaissance d'un pays (et maintenant d'une ville ou d'une région), cette somme d'informations n'est pas assésée sur la tête du lecteur. Tissues d'anecdotes, de détails de la vie quotidienne, de pratiques sociales, elle laisse au voyageur sa liberté de découverte et le loisir de se faire une opinion. Ouvrage libéral dans le meilleur sens du terme, un « Petite Pla-



Paris Bangkok en 12h30 tous les jours.

Plein ciel avec Thai, tous les jours au départ de Paris.

123, av. des Champs-Élysées 75008 PARIS - Tél. 47.20.86.15 — 6, av. de Suède, Park Hotel 06012 NICE - Tél. 93.16.27.77



POUR VOS PROCHAINES VACANCES,



Mykonos et Santorin
Vols directs **ChusAr**

Combinaisons d'iles	
15 jours à partir de :	3775 F
Périple en Calque	
8 jours à partir de :	5375 F
Séjours détente	
hôtel Thessalonis	
8 jours à partir de :	3550 F

L'AGENCE DE TOUS VOS VOYAGES.

KUONI PARIS 8^e : 33, bd Malesherbes - Tél. 42.15.29.09 - KUONI PARIS 9^e : 12, bd des Capucines - Tél. 47.42.83.14

En Norvège la nature est reine, tranquillement



*Un pays humain où les êtres et les choses sont en accord avec la nature.
*Les mille facettes de la mer et de la montagne : fjords, côtes escarpées, vallées verdoyantes avec cascades, forêts sauvages, glaciers.
*En avion, en train, en bateau ou en voiture vous vivrez la vraie nature tout en appréciant les loisirs et l'accueil des Norvégiens.

Pour recevoir une documentation complète sur la Norvège, les moyens d'accès, les divers circuits, les modalités de voyage et de séjour, renvoyez ce coupon accompagné de 10 F en timbres à Minitel Express-Norvège, B.P. 221, 75845 Paris Cedex 18.



M. _____

Si vous avez un Minitel, composez le 36.16 Code d'accès OTNOR ou VOYAGEL.



En 170 expéditions, du Maroc au Tibet, du Jura au Labrador (à partir de 1600 F), Terres d'Aventure réinvente avec vous le plus pur des moyens de transport : le voyage à pied. Brochure sur demande.

Terres D'aventure LE VOYAGE A PIED

Nom, Adresse _____

16, rue Saint-Victor 75005 Paris - Tél. (1) 43.29.94.50 - Minitel 36.15 Code TO

9, rue des Remparts d'Albay 69002 Lyon - Tél. 78.42.99.94. Licence A 1148.

هكذا من الاجل

Culture

THÉÂTRE

D'Homère

Le bain de sang

Retour aux origines de l'art dramatique : des acteurs, seuls sur scène, incarnent tous les personnages d'un drame.

Ainsi Roland Bertin et Francis Arnaud...

Les lettres que Lewis Carroll, l'auteur d'Alice au pays des merveilles, adressait à des petites filles sont jouées ces jours-ci, au théâtre d'Anvers, par Roland Bertin. Il est seul sur scène, sauf quelques secondes, le temps pour une enfant de nous lire quelques lignes d'Alice.

C'est lui, aussi, que Serge Maggiani joue, au petit Montparnasse, des pages des Florentins de François d'Assise. Et que Philippe Fretun, à Paris-Villette, joue la Mort de Sade de Claude. Et que le grand Alain Cuny jouait, il y a trois semaines, des textes de Jouve et de Villon à l'Espace Kiron (Cuny jouait, seul, des poèmes de Reverdy, au mois de juillet prochain, à Avignon).

Les théâtres que nous donne, ainsi, un acteur, venu seul sur la scène, ne sont pas de minuscules théâtres, des « théâtres à l'économie ». Ce sont, parfois, au contraire, de très grands lieux. Et, de toute manière, c'est un retour aux origines de l'art dramatique. Un retour aux tout premiers temps du théâtre grec.

En effet, l'Odyssee d'Homère n'était pas du tout, pour les Grecs,

une très longue histoire en vers, tels qu'allaient être, plus tard, l'Enéide ou le Paradis perdu. Non, l'Odyssee était un drame, un vrai drame à plusieurs personnages, et un seul acteur jouait tous les personnages. Quand apparurent les œuvres d'Eschyle, de Sophocle, elles étaient des drames aussi, et plus ou moins que ceux d'Homère, et ils furent joués par un acteur, puis par deux, puis par trois, quatre acteurs, ainsi de suite.

Il se trouve qu'en ce mois d'avril 1988, justement, le spectacle le plus passionnant — il vous arrache de votre siège — est l'Odyssee d'Homère. C'est la traduction, très belle, de Philippe Jauoulet, parue chez Maspéro. C'est mis en scène par Jacques Guimet, et joué par Francis Arnaud.

Elle aura bientôt trois mille ans, cette Odyssee, et c'est incroyable, tant ses couleurs, sa fraîcheur, sont vives. Il faut voir le Cyclope, dans sa grotte, manger tout cru les camarades d'Ulysse, il faut l'entendre rembarquer Ulysse qui ose (timidement) protester : ça éclate de vie. Il faut entendre Ulysse et son fils, dans le feu de l'action, se partager la tâche pour massacrer les prétendants de Pénélope : une boucherie, cent magnifiques parages taillés par les flèches et les lances, en quelques minutes. Puis Ulysse fait venir les servantes : elles doivent porter dehors les corps de leurs amants, et laver à grande eau les flammes de sang, partout, après quoi Ulysse les fait tuer, à leur tour : elles pendent



Roland Bertin

dans la cour, en file indienne, comme des robes sur une corde à linge. Anstôt après, Ulysse et Pénélope font l'amour, dans leur grand lit. En comparaison de l'Odyssee d'Homère, les comtes de Perrault sont bêtes, le marquis de Sade est un radoteur impuissant.

Le public était fou d'Homère, dès les premiers temps. Pas seulement en Grèce, mais en Crète, en Egypte, partout. Et les acteurs jouaient aussi sur les bateaux, à la demande des marins. Ces acteurs furent d'abord des sages, qui jouaient avec un ha-

à Lewis Carroll

et la vieille prune

trouement de musique, ce qui limitait leurs gestes. Ensuite, il y eut les rhapsodes, qui tenaient juste un petit bâton. Platon, dans l'un de ses dialogues, l'on fait dialoguer Socrate avec un rhapsode, grand interprète de l'Odyssee. Il nous dit que ces acteurs portaient une robe blanche pourpre, et une couronne d'or. Et que le public était bouleversé, tant l'émotion de l'acteur lui-même était forte.

Malheureusement nous n'en aurons pas plus, parce que Socrate, comme dans la plupart des dialogues de Platon, n'écoute pas son vis-à-vis, ne le laisse pas s'exprimer : il l'interrompt, il s'empare de la conversation dans tout un salomon de questions-pièges. Et le pauvre acteur perd patience.

Aujourd'hui, dans la mise en scène de Guimet, le bonhomme qui joue l'Odyssee, bonhomme interprété par Francis Arnaud, est un vieux professeur d'Oxford. Il a invité des élèves dans son petit appartement, comme cela se fait, à Oxford. C'est un professeur poète, charmant, qui, dans l'enthousiasme du jeu, grimpe sur les meubles. Il a une très belle voix musicale, qui lui permet d'imiter tous les personnages, y compris les oiseaux, les vents, les sirènes. C'était la première condition pour devenir acteur, en Grèce : une très belle voix.

Les écoliers et lycéens qui viennent écouter cette Odyssee au Théâtre Edgar tapent des pieds, ont de la surprise : ils n'ont jamais vu ni entendu des choses aussi belles, aussi folles. Pour les publics plus âgés, ces jeunes spectateurs sont eux-mêmes un théâtre, qui laisse rêver : comme

il est dommage que les poèmes et les drames grecs, latins, aient disparu des salles de classe. Et que les professeurs recommandent aux élèves de lire chez eux, le soir, non pas Homère et Thucydide, mais Michel Fourrier et Boris Vian. C'est le plongeon dans l'abîme.

Revenons, c'est moins triste, à Lewis Carroll, aux lettres qu'il envoyait à des petites filles. Le spectacle, mis en scène par Dominique Borg, joué par Roland Bertin, s'appelle De l'autre côté d'Alice. Titre un peu inexact, car les lettres que Lewis Carroll envoyait à la vraie Alice, sa petite amie préférée, dont il fit de très belles photos, ces lettres ont toutes disparu. La maman d'Alice, Mrs Liddell, les a brûlées. C'est une perte regrettable, bien sûr. Mais cette maman aura trouvé tous les lettres de ce vieux fou étaient un peu trop numérotés et un peu trop maladroits. Elle n'avait pas tout à fait tort. « La proue arrière, c'est moi », écrivait Lewis Carroll à des jeunes correspondantes, mais il ajoutait : « Nous ressentons l'un pour l'autre une frissonnante tendresse. » Pour peu qu'une maman soit un petit peu collet monté, il y avait de quoi dresser l'oreille.

MICHEL COURNOT.

De l'autre côté d'Alice, Théâtre de la Comédie d'Anvers, 20 h 30.

L'Odyssee, Théâtre d'Edgar, 38, boulevard Edgar-Quinet, les lundis, mercredis, vendredis, à 14 h 30. Les enseignants qui désirent inviter un Homère dans les lycées et collèges peuvent s'adresser au (16-1) 42-51-12-74.

L'avenir du Théâtre de l'Europe

La tempête de Giorgio Strehler

(Suite de la première page.)

Giorgio Strehler considère en effet le Théâtre de l'Odéon comme « le siège naturel du Théâtre de l'Europe, puisque c'est là où il est né de par la volonté d'une France qui voulait mener une politique culturelle européenne ».

Si donc Giorgio Strehler sort de sa réserve, il en a pesé et les raisons, et les conséquences : « La lettre du ministre me donnant mandat d'étudier l'éventuel transfert du Théâtre de l'Europe au théâtre de l'Athénée ne m'a jamais été envoyée. Je comprends aujourd'hui combien le ministre de la Culture française a joué d'hypocrisie et voulu simplement, avec cette proposition, me faire taire. Bien sûr, le pouvoir peut faire ce qu'il veut, mais nous, citoyens, pouvons faire savoir que nous ne sommes pas d'accord. Et aujourd'hui je dis : non, je n'accepte pas le transfert du Théâtre de l'Europe à l'Athénée, que je n'ai même pas l'intention d'étudier. Non, je n'accepte pas la réduction de la saison du Théâtre de l'Europe à quatre mois ».

Giorgio Strehler, dont le second mandat triennal s'achève en août 1989, se déclare prêt à démissionner si, dans les deux ou trois mois à venir, il n'a pas l'assurance que l'Institut Théâtre de l'Europe, qui, précise-t-il, « n'est pas mon théâtre, j'en suis simplement le père » — sera pérennisé sur des bases solides. « Pour maintenir en vie le Théâtre de l'Europe, j'ai fait des sacrifices. J'ai dit :

essayons, cherchons, faisons preuve de bonne volonté des deux côtés. Si elle n'existe que du mien, tandis que de l'autre je ne vois que la volonté d'annuler, je passe à la contre-offensive. J'ignore quels seront demain les représentants de la France. Mais l'histoire du Théâtre de l'Europe honore ce pays. Je rends d'ailleurs hommage à la France, qui a soutenu mon projet, tandis que la Communauté européenne n'a toujours pas donné un centime ».

Un public nouveau

« A la création du Théâtre de l'Europe, en 1983, j'ai proposé Jack Lang de bâtir les trois premières saisons sur six mois seulement, le temps de voir si ce projet nouveau — jouer dans une langue étrangère, inviter de grandes troupes parfois inconnues en France — était viable. A l'issue de mon premier mandat, en 1986, il était convenu d'envisager une saison élargie à toute l'année si le public était au rendez-vous. Je peux dire aujourd'hui : il l'est. C'est un public nouveau, jeune, mêlé, composé de communautés anglaise, portugaise, espagnole, russe. Le bilan du Théâtre de l'Europe est satisfaisant tant au niveau de la bonne santé de l'institution que de sa vitalité artistique ».

C'est au Théâtre de l'Europe que, pour la première fois, des acteurs de toutes nationalités ont

joué ensemble. Là aussi qu'est née l'idée de coproductions, à part entière, entre les pays de la Communauté européenne. Là encore, pour reprendre les termes mêmes de Giorgio Strehler, que peu à peu se concrétise « cette politique de brassage et d'échange qui donne son sens au Théâtre de l'Europe », bien au-delà de l'accueil au coup par coup de spectacles étrangers.

Le Théâtre de l'Europe est un « grand projet ». A ce titre, M. François Mitterrand l'a cité le 7 avril dernier dans sa Lettre aux Français, aux côtés du Grand Louvre, de l'Opéra de la Bastille, de l'Institut du monde arabe. Aussi, Giorgio Strehler sera-t-il parvenu, dans les prochains jours, un « dernier appel », signé de créateurs européens. « Je veux lui rappeler qu'on est en train de saboter la pyramide du Théâtre de l'Europe. Pour cela, je n'attends pas le « bon moment », la réélection, ou non, de François Mitterrand. Il me semble que c'est très démocratique. J'envoie cette lettre sciemment à M. François Mitterrand, et à lui seul, pendant la campagne électorale. Pour que l'on sache que je ne suis pas un homme de marchandage ».

Giorgio Strehler ne prétend qu'à une seule chose : contribuer à l'édification d'une identité européenne encore à trouver, et donc à expérimenter. Une « prétention » qui n'estime et n'a une réponse claire.

ODILE QUIROT.

MUSIQUE

« La Belle Maguelone », de Brahms ; « Zaïde », de Mozart

Aménagements en tout genre

Adaptations inattendues de deux œuvres rarement jouées. La première, d'une presque inaccessible beauté. La seconde, inachevée.

La Belle Maguelone est le plus beau cycle de Lieders que le goût pour les légendes de l'Allemagne romantique ait suscité. Singulier par son thème (la marche du temps inversée par l'amour, l'éternel retour), cet ensemble de quinze mélodies a, de surcroît, la particularité d'appartenir, à l'origine, à un récit romanesque, les Amours de Pierre de Provence et de la Belle Maguelone, de Ludwig Tieck. Brahms en a extrait les « expositions » poétiques pour les mettre en musique. « Le principe de différenciation des romances réside surtout dans cette gangue épique dont Brahms les a arrachées », écrit Marcel Beaudou dans son ouvrage Le Lied romantique allemand. Ce cycle, qui n'est pas vraiment cycle, appelle ainsi le commentateur poète.

De cet appel, Michel Rostaing, metteur en scène, s'est autorisé pour demander à Michel Vitno, adaptateur, de remettre Tieck au goût du jour, de le réduire pour l'essentiel à un dialogue entre deux personnages : Pierre au seuil de la mort et, dans sa jeunesse éternelle, Maguelone (les comédiens Yves Gouffé et Ruth

Orthmann). L'écrénage auquel Brahms s'était livré se trouve donc à nouveau dilué dans une sauce théâtrale que les mélomanes jugeront à coup sûr impur — cette musique est trop belle pour qu'on ait envie d'y laisser entrer le langage parlé. Brahms, plus génial rythmicien que jamais, s'y découvre divinement dans une mouvance et une fluidité harmoniques qui anéantissent l'Empire et l'Europe. Et si ce cycle n'est à priori jamais domé, c'est que le piano n'y joue jamais les subtilités mais enserre la partie chantée avec l'épaisseur d'une forêt et une véhémence réellement amoureuse. Par quelques lieux de scène bien trouvés, Michel Rostaing suggère d'ailleurs qu'il s'agit dans l'esprit de Brahms qu'une façon de traiter le thème de la passion : en consacrant l'amour de deux mains féminines sur un clavier avec une voix de baryton.

Accompagnatrice de Christa Ludwig à l'École de chant de l'Opéra de Paris, la pianiste Susan Marshall joue donc les réincarnations de Clara Schumann. Intelligent, sensé, volontaire et racé, son jeu est de bon goût à la hauteur de cette partition inépuisable : seuls Richter (avec Fischer-Dieskau, dans une version aujourd'hui épuisée) et Gérard Moore (avec Hans Hotter) l'ont affrontée sur disque avec succès.

Le baryton, c'est Jacques Roux, récidiviste trop peu connu parce que

français, à cheval entre le baroque (il jouait dans Argo, de Laity) et le théâtre musical contemporain. Voir peut-être plus intellectuellement qu'enflammé mais parfaitement noble et porteur d'émotions vraies (1).

Mozart a laissé Zaïde, son premier « singspiel » et sa première turquerie, à l'état bachelard avant de se consacrer à l'Enfance d'Anthonio en avril sur un livret très apparemment. Tous deux — et ils sont nombreux — qui ont voulu montrer ce petit drame tantôt comique, tantôt tragique, tantôt leté à l'assommoir de mélodrame (paroles sur accompagnement symphonique), ont donc été contraints de le compléter. Jean-Claude Malgouère, son orchestre de la Grande Ecurie et de jeunes chanteurs insuffisants ou incompétents emmenant Zaïde ce mois-ci en tournée (2).

Deux mouvements des sérénades KV 204 et 239 ont été retransmis en ouverture et en finale, les dialogues traduits en français pour une meilleure compréhension des péripéties, un comédien a joué et quelques textes, apparemment, ont été ajoutés. Les décors et la mise en scène (Daniel Ogier) sont à la fois pitoyables et compliqués. Le niveau musical, en dépit de l'insolite est vrai, laisse accablé.

ANNE REY.

(1) Jusqu'au 17, Théâtre 14, Tél. 45-45-39-77.
(2) Du 19 au 24 à Tourcoing, le 3 mai à Douai ; le 8 à Boulogne-sur-Mer.

COULISSES

Les rencontres de l'Athénée

Après Ariane Mnouchkine et Hélène Cixous qui ont inauguré en janvier dernier la série de rencontres « Pratiques théâtrales » du Théâtre de l'Athénée, animées par Georges Banu, Alain Finkelkraut et Danièle Sallenave, voici le point sur « Le texte et l'acteur dans le théâtre d'aujourd'hui ».

★ Mardi 19 avril, 19 heures, Théâtre de l'Athénée. Tél. 47-47-67-61.

Au Salon du livre

Les éditeurs de théâtre, le Centre national des lettres et l'association Volumes organisent, le mardi 19 avril au Salon du livre, une journée consacrée à l'écriture et à l'édition théâtrale. Rencontres, signatures sont prévues sur le stand du CNL. Sont annoncés notamment : Arrabal, Billeloux, Haim, Bernasconi, Nanyana, Cixous, Metellus.

★ Renseignements : 45-67-52-26.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

CINÉMA

Festival biblique

En moins d'un siècle, depuis 1903, le cinéma a produit une petite centaine de films pour illustrer — en général — les épisodes les plus flamboyants de l'Ancien Testament : Samson et Dalila, David et Goliath, Salomon et la reine de Saba, Judith et Holophernes, quelques autres.

Le Festival biblique organisé par le Centre Rachi, du 17 avril au 1^{er} mai, fera revivre, à travers une vingtaine de films, les grands moments de l'histoire sainte au cinéma. De ces films, certains sont très connus (Samson et Dalila, Salomon et la reine de Saba, Judith, l'Histoire de Ruth). Les uns ont été boudés par la critique (la Bible, de J. Hirsch) ; d'autres ont trop vite disparu des écrans (Adam ou le sang d'Abel, de G. Benhamou). Qui se souvient encore de la Judith de Béthulle, de D. W. Griffith, ou de Gregory Peck dans le David et Bethsabée d'H. King ? Certains choix surprennent, dans le registre de la dévotion (Sœur Moïse) ou de l'humour noir (l'Abominable Docteur Phibes). On s'étonnera de l'absence des Dix Commandements, retenu par le distributeur pour un autre usage, ou d'Esther et le roi, de Walsh, dans un trop lamentable état pour être encore visible.

★ 30, boulevard Part-Royal, 75005 Paris. Tél. 43-31-75-47.

« Etroite surveillance », de John Badham

Amour planqué

Un prisonnier qui s'évade dès le générique, cela met toujours de bonne humeur. Même s'il est la pire crapule, tant l'appât de la liberté est communicatif. Et, en l'occurrence, c'est la pire crapule, Sick (Aiden Quinn), qui joue la fille de l'air en quittant fort péniblement un pénitencier de Colombie britannique. Comme on sait qu'il cherchera vite ou tard à prendre contact avec son ex-petite amie, Maria (Madeline Stowe), le FBI demande aux policiers locaux de mettre celle-ci en « étroite surveillance ».

La planque s'organise donc dans la maison en face de chez Maria, par équipes de deux fois deux : celle qui nous intéresse, Chris et Bill (Richard Dreyfus et Emilio Enevez). Symétrique laconique qui ne pense qu'à faire des farces de potiche au tandem qui prend la relève et se vaut guère mieux. Avec quelques caisses de cigarettes et une foile de gadgets, Chris et Bill mettent la demoiselle sur écoute téléphonique et se collent l'œil à la lunette. D'autant plus assidus que le domicile, avec ses airs de maisonnette, est, en son cœur, qu'elle se tire

pas souvent les rideaux et a toujours trop chaud.

Chris ne tarde pas à pousser un peu plus loin — ou un peu plus près — ses investigations. Il voudrait se faire passer pour un dur, mais en vain. Elle aussi est une gentille et lui tombe dans les bras toute rôtie. En attendant l'arrivée de l'effrayant évadé qui a de beaux yeux mais aucun sens de l'humour.

Heureusement, Dreyfus et Badham (à qui l'on doit la Fiebre de samedi soir et War Games) en ont à revendre et, sans prétention, du meilleur. Par le jeu des micros et de l'espionnage aux jumelles, on retrouve les ressorts insaisissables du vaudeville à trois ou quatre, dont un dans le placard et deux dans le doigt. Une bonne dose de bagarres homériques, de poursuites en voitures dégingolées, de bras de fer dans les scieries à bois, de suspense affreux entre deux plaisanteries, assurent l'équilibre tous publics (enfants et parents, comme Princess Bride) d'un film qui fait passer allégrement deux heures de vrai divertissement. Ce qui est aussi une des fonctions indispensables du cinéma.

MICHEL BRAUDEAU.

EXPOSITION

A l'Hôtel de Ville de Paris

Restaurations

Il y a trois peintres français, réunis par Daniel Abadie. Ils ont à peine trente ans et quelques notoriétés. Et ils sont « figuratifs », comme l'on dit. D'ailleurs, ils dessinent des corps que l'on devine immatériels et mielleux, langoureux sous la couleur qui les soie et dissimule les détails de leurs anatomies. Favier peint sur verre d'exquises natures mortes schématiques, vultures, décoratives et parsemées de citations de Mallarmé, de films que ou des symbolistes belges. Laget peint les citrons de Manet et des crânes sur des toiles et il encadre des plaques de zinc ses vauriens oranges.

Favier cultive la virtuosité sans s'en vanter. Ses plaques de verre se réduisent de plus en plus, la précision du dessin gagne encore en acuité, les couleurs en éclat, les motifs en nuancier. Il semble se soucier assez peu d'expression et de profondeur. Il lui suffit d'obtenir un bel effet. Faut-il peut-être, mais inutilement, puisque telle réhabilitée le plaisir optique et la volupté d'une séduction à laquelle on aurait grand mal à prétendre résister. Avec d'autres moyens, Eric Daltus a vu son amour du musée et des glaces. Son doute n'a-t-il pas encore atteint, dans son geste, le degré de maîtrise tech-

nique d'un Favier. Ses toiles laissent d'un éclat gris qui n'est pas toujours plaisant, ses formes ne sont pas exemptes d'indécisions. Mais la démarche est ambitieuse et hardie.

Denis Laget ne craint pas les comparaisons écorçantes. Il se mesure avec la tradition classique de la vauité et avec ceux de ses contemporains, Donald Sultan, Francesco Clemente ou Louis Coma, qui s'en sont inspirés à leur tour. Pour l'heure, il lui manque un peu du tragique que l'on peut croire nécessaire à qui s'attaque à un sujet si fortement symbolique. Ses toiles de mort ont de l'élegance, un galbe adroitement évocateur, et des robes dorées. Elles sont d'un maniérisme érudite, citateur. Laget pouvait-il cependant faire l'économie des influences et des pratiques ? Pour lui, comme pour tous ceux de sa génération, la copie a tenu lieu d'école et de pallié. « L'absence d'enseignement de l'Ecole des beaux-arts » (Laget écrit). La restauration de la peinture passe aussi par l'imitation des maîtres d'autrefois.

PHILIPPE DAGHEL.

★ Jusqu'au 23 mai.

Spectacles

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

ISTANBUL HOTEL Tourneux (48-57-42-43), 19 h.
PAROLES EN VOYAGE Th. nat. de Chaillot (47-27-81-15), 14 h 30.
PITIT ALBERT Mithran (46-55-42-43), 20 h 30.
MIRAGE CONTEMPORAIN C&S internationale universitaire (45-89-38-69), 20 h 30.
SOUS LES BOULINGRINS BLEUS Th. nat. de Chaillot (47-27-81-15), 20 h 30.
LE ROI LEAR Th. de Boulogne-Billancourt (46-05-60-44), 20 h 30.
LE BOURGEOIS GENTILHOMME Centre culturel de la Poésie des Feuilles (47-26-79-37), 20 h 45.
LES CHAISES Th. nat. de la Colline (43-66-43-60), 21 h.
LA MOUSQUETTE Espace Marais (42-71-10-19), 20 h 30.
WOYZECK Maison des arts de Chaillot (48-09-18-88), 20 h 30.

Les autres salles

AMANDIERS DE PARIS (43-66-42-77), 17 h 15, 20 h 30.
ANTOINE Simone-Berriau (42-70-10-10), 20 h 30.
ARCANE (43-38-19-30), 20 h 30.
ARTS-HÉBERTOT (43-67-32-33), 21 h.
ATILIER (46-06-49-34), La Danse inconstante, 21 h.
ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27), Salle C. Mithran. Collège, 20 h 30.
MERY (43-57-51-55), Poésie, 18 h 30.
LES CRÉANDRES, 20 h 30.
BOUFFES DU NORD (43-38-34-39), 20 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-34), La petite chaise est morte, 18 h 30. Baccus, 20 h 30.
CARTOUCHE ÉPIRE DE BOIS (48-08-39-74), Volpère ou le renard, 20 h 30.
CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36), Salle 1. Un monstre à l'estomac, suivi de la Fête de Chamberlain, 20 h 30.
CARTOUCHE THÉÂTRE DU SOLEIL (43-74-34-08), L'Inde ou l'Inde de lauriers, 18 h 30.
CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45), Étrange, la gâche, 21 h.
CENTRE CULTUREL DE LA POÉSIE (43-57-51-55), La Boulogne poétique, 20 h 45.
CENTRE CULTUREL SUISSE (42-71-44-50), 0. Jeune d'après, 20 h 30.
CINQ DIAMANTS (46-00-42-81), L'Inde ou l'Inde de lauriers, 18 h 30.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69), Grand Théâtre, 20 h 30.
TAIRE (45-89-38-69), Grand Théâtre, 20 h 30.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), Revue d'été, 21 h.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11), Volpère, 20 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-45), 0. Le Vainqueur, 20 h 30.
COMÉDIE-FRANÇAISE - AUDITORIUM DE LA GALENNE COLBERT (40-15-00-45), 0. Le Vainqueur, 20 h 30.
DAINUOU (42-61-68-14), Mithran, 21 h.
DEUX ANES (46-06-10-36), Mithran, 21 h.
DIX-SEPT THÉÂTRE (42-66-47-47), Le Gardien, 20 h 30.
EDGAR (43-20-82-11), Les Bains, 20 h 15. Non ou fait ou non ou fait ou fait, 22 h.
EDOUARD-VII-SACRA GUTRY (47-42-27-49), 0. Les Lignes déformées, 20 h 30.

EN EXCLUSIVITE AU RELET MEDICIS (8-1) VO

TONY CURTIS • CASSANDRA DOMEMCA
ERIK ESTRADA • PETER LAWFOR
RON MOODY • DONALD PLEASANCE
ORSON WELLES

WHERE IS PARSI?
 UN FILM TERENCE YOUNG
 (M) • Henri HELMAN

POUR LA PREMIÈRE FOIS EN FRANCE
SHU UEMURA PRÉSENTE "MAKE-UP"
L'ART VIVANT ET LE MAQUILLAGE
DU JAPON CONTEMPORAIN
 3 spectacles à l'Espace Pierre Cardin
 Les 19, 20, 21 avril 1988 à 20 h 30
 Prix des places: 90 francs
 Réservations: 01 43 38 33 44
 Informations: Travaux Publics (1) 42 65 20 93

Vendredi 15 avril

ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20), Scène d'été, 18 h 30.
SAINT-GEORGES (48-78-67-47), Dile de comble, 20 h 45.
SENTER DES HALLES (42-36-37-27), Divas sur campé, 20 h 30.
SPRINGHED SAINT-MARTIN (42-08-21-93), Jango Edwards explore au Splendid, 20 h 30.
THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-64-35-00), Enfant Bémont, 20 h 30.
THÉÂTRE DE L'EST PARISIEN (43-64-00-80), Pire, 20 h 30.
THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89), Salle 1. 0. L'Homme des Jours, 20 h 30. Salle 2. 0. Les Bonnes, 21 h 30.
THÉÂTRE DES DEUX PORTES (41-61-24-51), Vol au-dessus d'un nid de coucou, 20 h 30.
THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Foyer, Parquet et

cinéma

La Cinémaèque

PALEIS DE CHAILLOT (47-24-24-24)
 Un oiseau rare (1935), de Richard Pottier, 16 h; Marceline, pain et vin (1954), de Jean Renoir, 18 h; Les moules, de Jean Renoir, 19 h.
CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57)
 L'ombre des châteaux (1976), de Daniel Duval, 15 h; Bonheur (1947), de Jean Renoir, 17 h; Un nocher oriental (1985), de Jean Renoir, 19 h.
SALLE GARANCE
CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-35-57)
 Thème: une œuvre de 1988-1989: le Voyage de nuit par (1986, v.o.), de Fernando Fernán-Gómez, 14 h 30; Mon petit (1987, v.o.), de Jaime de Armentia, 17 h 30; Vol au-dessus d'un nid de coucou (1988, v.o.), de Jean Renoir, 20 h 30.
VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (46-26-34-30)
 Paris la nuit (1963), de Jean Renoir, 14 h 30; Le Rendez-vous de minuit (1961), de Roger Lécuyer, 16 h 30; Nuit des cloches à la Cloche et son cloche (1972), de R. Buber, 18 h 30; Nuit sans Lune: Bande sonore, 16 h 30; Nuit des cloches à la Cloche et son cloche (1972), de R. Buber, 18 h 30; Nuit sans Lune: Bande sonore, 16 h 30.
LES EXCLUSIVITÉS
L'AFFAIRE DU CANON NOIR (Ch. v.o.), de Ulysse Chapellain, 43-26-00-10.
LES AILES DU DÉSIR (Ch. v.o.), de Saint-André-des-Arts, 43-26-46-18.
AU REVOIR LES ENFANTS (Fr.-Ch. v.o.), de Saint-André-des-Arts, 43-26-46-18.
LA BOHEME (Fr. v.o.), de Vladimir G. Vassiliev, 43-26-46-18.
BROADWAY NEWS (A. v.o.), de Fernand G. Vassiliev, 43-26-46-18.
CHOUHANS (Fr. v.o.), de Fernand G. Vassiliev, 43-26-46-18.
EMPIRE DU SOLEIL (A. v.o.), de Fernand G. Vassiliev, 43-26-46-18.
LES LIONS ADRIEN (Fr. v.o.), de Fernand G. Vassiliev, 43-26-46-18.
LONGUE VIE A LA SIGNORA (It. v.o.), de Fernand G. Vassiliev, 43-26-46-18.
LA MAISON ASSASSINÉE (Fr. v.o.), de Fernand G. Vassiliev, 43-26-46-18.
LA MAISON DE JEANNE (Fr. v.o.), de Fernand G. Vassiliev, 43-26-46-18.

LES MENDIANTS (Fr. v.o.), de Saint-André-des-Arts, 43-26-46-18.
PICASSO BY NIGHT BY SOLIERS (Fr. v.o.), de Saint-André-des-Arts, 43-26-46-18.
PRICK UP YOUR EARS (Fr. v.o.), de Saint-André-des-Arts, 43-26-46-18.
PRINCESS BRIDE (A. v.o.), de Saint-André-des-Arts, 43-26-46-18.
RUNNING MAN (A. v.o.), de Saint-André-des-Arts, 43-26-46-18.
SEPTENNAIRE (A. v.o.), de Saint-André-des-Arts, 43-26-46-18.
UN ENFANT DE CALABRE (It. v.o.), de Saint-André-des-Arts, 43-26-46-18.
URGENCE (Fr. v.o.), de Saint-André-des-Arts, 43-26-46-18.
LA VIE EST UN LONG FLEUVE (Fr. v.o.), de Saint-André-des-Arts, 43-26-46-18.
TRANQUILLITÉ (Fr. v.o.), de Saint-André-des-Arts, 43-26-46-18.
WALL STREET (A. v.o.), de Saint-André-des-Arts, 43-26-46-18.

LES FILMS NOUVEAUX

LES ANNÉES SANDWICHES
 Film français de Pierre Béraud, 43-26-46-18.
MEMOIRES D'UN JUF TROPICAL
 Film français de Joseph Morice, 43-26-46-18.
NEIGE SUR BEVERLY HILLS
 Film américain de Mark Kamsky, 43-26-46-18.
BEYONTH, THE LAST BOWME
 Film américain de Peter Werner, 43-26-46-18.
260 CHRONO
 Film américain de Peter Werner, 43-26-46-18.
ÉTROITE SURVEILLANCE
 Film américain de John Badham, 43-26-46-18.
GARY
 Film américain de John Badham, 43-26-46-18.
UN ZOO LA NUIT
 Film canadien de Jean-Claude Lauzon, 43-26-46-18.

CRETEIL

DU 15 AVRIL AU 7 MAI
 LA COMÉDIE DE SAINT-ETIENNE
 ET LE THÉÂTRE NATIONAL DE BELGIQUE
 PRÉSENTENT
WOYZECK
 de
BÖCHNER
 mise en scène
DANIEL BENON
 avec
 Mario d'Alba
 Myriam Boyer
 Jean-Paul Comart
 Ronny Coutureux
 Françoise Giret
 Claude Koener
 Jean-Pierre Jorris
48.99.18.88

19 AVRIL 19 H

Pratique théâtrale 2
 Alain FINKELKRAUT
 Danielle SALLENAVE
 Rencontre animée
 par Georges BOUT
 en collaboration avec
 l'Institut d'Etudes Théâtrales Paris III
 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet
 47-42-67-27

PAUL CLAUDEL
"Trucule" et "Effervescence"
 dans
JUDAS-PILATE
 mise en scène
 SOPHIE LOUCHEVSKY
 R. FREYER et R. BÉRELAND
 PARIS VILLETTE 43-02-02-63

THEATRE EUROPE 23-29 avril

Come tu mi vuoi
 Comme tu me veux
 de Luigi Pirandello
 PICCOLO TEATRO DI MILANO
 mise en scène Giorgio Strehler
 Production Union des Théâtres de l'Europe - Madrid/Milan/Paris
 ODEON THEATRE NATIONAL Tel. 43 25 70 32

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

BRAVO BABETTE!

OSCAR

Meilleur Film Étranger
 Le Festin de Babette
 UN FILM DE GABRIEL AXEL avec STEPHANE AUDRAN
 JEAN-PHILIPPE LAFONT • BIBI ANDERSSON
 Primé par la Fondation GAN pour le cinéma

هكذا من الاجل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de samedi matin. Signification des symboles : **R** : Signifié dans « Le Monde radio-télévision » ; **F** : Film à vision ; **O** : On peut voir ; **N** : Ne pas manquer ; **M** : Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 15 avril

TF 1
20.00 Variétés : L'heure d'honneur. Emission présentée par Jean-Luc Labeau. La halle d'honneur : la Croix-Rouge avec un plateau de cinquante secouristes ; Coups de cœur : Vainky et ses jeunes comédiens amateurs ; La vieillesse avec la Ligue Laf-Dan (ligue anti-violence française et défense des aînés malades) ; Avec Véronique Jannot, Eddy Mitchell, Annie Cordy, Cock Robin, Jill Kaplan, Canada, Adamo, Teresa. 22.35 Magazine : L'actualité. Le magazine de l'actualité, présenté par Nicolas Hulot depuis le dirigeable Skyship, qui survole Paris. Au sommaire : Bricolage et salubrité ; Tahiti vive ; Malcom Forbes ; Patagonie ; Cascadier belge. 23.30 Journal de la semaine. 23.45 Série : Les enquêteurs. 0.30 Documentaire : L'Europe Centrale en Automne. 3. Messages d'un monde perdu.

A 2
22.35 Feuilleton : La vallée en cartes. De Michel Wyn et Françoise Verdy.



Avec Irène Papes, Maurice Barrier (2 épisodes). P. 21.30 Agoraphone. Magazine littéraire de Bernard Pivot.

FR 3
20.30 Série : Marlowe, détective privé. Culture 38, d'après Raymond Chandler. Avec Powers Boothe. 21.30 Magazine : Thalassa. De Georges Pernoud. Dernier voyage à Terre-Neuve ? 22.15 Campagne officielle pour l'élection du président de la République. 22.15 Journal. 23.35 Musique. Augustin Dumay, portrait. Le violoniste interprète le 4^e mouvement de la 3^e Sonate de Brahms, le 2^e mouvement de la 3^e Sonate de Beethoven, le Concerto pour violon, de Mendelssohn, par l'Orchestre de Pologne, dir. Emmanuel Krivine, le 4^e mouvement de la Sonate pour violon et piano de Franck. 0.30 Modes d'emploi 3 (rediff.).

CANAL PLUS
20.30 Football. AS Saint-Etienne-Monaco, en direct du stade Geoffroy-Guichard de Saint-Etienne. 22.40 Flash d'informations. 22.45 Série : La fille dans la Média. 23.35 Châssis : Extérior de siège. Film français de Costa-Gavras (1973). Avec Yves Montand, Renato Salvatori, Orio E. Hasso, Jean-Luc Bideau. 1.30 Cinéma : Hush et ses suites. Film américain de Woody Allen (1986). Avec Woody Allen, Michael Caine, Mia Farrow, Carrie Fisher (v.o.). 3.10 Cinéma : Une belle prise. Film français classé X de Francis Leroi (1978). Avec Patrick Bruel, Brigitte Lahaie, Karine Stephen. 5.15 Téléfilm : Professeur. 5.40 Documentaire : Léopards en famille.

LA 5
20.30 Téléfilm : Double jeu mortel. D'Alex March, avec Hal Linden, Tony Lo Bianco, William Graham. 22.00 Série : Mission impossible (rediff.). 22.30 Magazine : Heures de la semaine. 23.30 Journal. 0.00 Journal de la semaine. 0.20 Série : Théâtre. En haut de l'escalier. 1.30 Série : Kojak (rediff.). 2.30 Asia de rêve. Quatorze en la majeure, K.370, pour l'ambition et l'orgueil. Ce moment, par Jacques Chabon, balthus.

M 6
20.30 Série : Le Sabot. Conférence à Genève. 21.20 Feuilleton : La chienne de la Forêt-Noire. Le testament. 22.10 Série : Addams Family. 22.40 Six minutes d'informations. 22.50 Story clip. 23.20 Série : Explains mobile (rediff.). 0.10 Magazine : Météo (rediff.). 0.40 Foot'land. Actualité de la musique rock. 1.40 Musique : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE
20.30 Radio archives. Marguerite Yourcenar. 21.30 Musique : Black and blue. Amérique, années 50. Invité : André Hodey. 22.00 Musique : Les enfants de la nuit. Les nouvelles filiales. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Les petits labels n'ont pas peur des gros.

FRANCE-MUSIQUE
20.00 Concert (en direct de Stuttgart) : Symphonie n° 1 de Haydn. Symphonie n° 6 en la mineur, de Bruckner par l'Orchestre symphonique de la radio Stuttgart, dir. Ferdinand Leitner ; sol : Hans Schwarz, mezzo-soprano. 20.30 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert. 0.00 Concert. 0.30 Concert. 0.50 Concert. 1.00 Concert. 1.30 Concert. 1.50 Concert. 2.00 Concert. 2.30 Concert. 2.50 Concert. 3.00 Concert. 3.30 Concert. 3.50 Concert. 4.00 Concert. 4.30 Concert. 4.50 Concert. 5.00 Concert. 5.30 Concert. 5.50 Concert. 6.00 Concert. 6.30 Concert. 6.50 Concert. 7.00 Concert. 7.30 Concert. 7.50 Concert. 8.00 Concert. 8.30 Concert. 8.50 Concert. 9.00 Concert. 9.30 Concert. 9.50 Concert. 10.00 Concert. 10.30 Concert. 10.50 Concert. 11.00 Concert. 11.30 Concert. 11.50 Concert. 12.00 Concert. 12.30 Concert. 12.50 Concert. 13.00 Concert. 13.30 Concert. 13.50 Concert. 14.00 Concert. 14.30 Concert. 14.50 Concert. 15.00 Concert. 15.30 Concert. 15.50 Concert. 16.00 Concert. 16.30 Concert. 16.50 Concert. 17.00 Concert. 17.30 Concert. 17.50 Concert. 18.00 Concert. 18.30 Concert. 18.50 Concert. 19.00 Concert. 19.30 Concert. 19.50 Concert. 20.00 Concert. 20.30 Concert. 20.50 Concert. 21.00 Concert. 21.30 Concert. 21.50 Concert. 22.00 Concert. 22.30 Concert. 22.50 Concert. 23.00 Concert. 23.30 Concert. 23.50 Concert.

La « grande enquête nationale » de l'ARC provoque de vives critiques

Médecine par correspondance

La polémique sur l'ARC (Association de recherche contre le cancer) connaît de nouveaux développements. Après l'exclusion du poste de vice-président-secrétaire général de M. Yves Lodeux par le conseil d'administration de cette association (le Monde du 14 avril), une nouvelle initiative de l'ARC baptisée « grande enquête nationale de l'ARC » — inquiète les responsables du conseil national de l'Ordre des médecins comme ceux des crises de Sécurité sociale. Nous publions, d'autre part, les principaux extraits du rapport de l'IGAS (Inspection générale des affaires sociales) sur l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif, mettant en lumière les pratiques administratives et financières de l'ARC.

La « grande enquête nationale de l'ARC » lancée, il y a quelques mois, constitue une ambition première. Elle était présentée comme une opération due à l'initiative de M. Jacques Crozemarie, président de l'ARC, et du professeur Léon Schwarzenberg, membre du conseil d'administration de cette association. Elle avait pour objectif de « sauvegarder chaque année plusieurs milliers de vies ». Le département médical de la SOFRES a été directement associé à la réalisation de ce projet.

« Nous avons fait savoir que nous étions totalement opposés à cette entreprise », nous a déclaré le professeur Jean-François Girard, directeur général de la santé. Mais compte tenu du « caractère juridique actuel nous n'avons pas pu l'interdire ».

Le professeur Maurice Tubiana, directeur de l'IGR nous a, par ailleurs, indiqué que cet institut avait refusé de pratiquer cette opération.

L'ARC a d'abord proposé à l'ensemble de ses adhérents, ainsi qu'à de très nombreuses personnes, de participer à cette opération. On demandait de répondre à un questionnaire « visant à mieux cerner le profil de votre santé », questionnaire rédigé par le professeur Schwarzenberg, « en collaboration avec d'éminents spécialistes, cardiologues, rhumatologues, psychiatres... » (1). Il en résulte un ensemble d'environ cent soixante questions très diverses concernant l'existence d'éventuels « troubles de l'appétit », de l'appareil digestif, du « cœur et du souffle », de l'état général, de l'alimentation, du mode de vie ou encore de « l'environnement affectif ou psychologique ».

Les promoteurs du questionnaire, après traitement informatique des réponses, proposaient de renvoyer à ceux qui l'avaient rempli, un « profil de santé » indiquant le niveau de risque pour différents appareils ou organes (poumons, cœur, ovaires, estomac, articulations, reins, etc.).

Pour chacune des vingt et une catégories ainsi définies, on indiquait par un système d'étoiles un niveau allant de « faible risque » à « très grand risque » et parallèlement, la meilleure conduite médicale à tenir. Une série — parfois fort longue — d'examen biologiques complémentaires (radiographies, échographies, prises de sang, tests visuels, myélogramme, consultations psychiatriques, etc.) était alors indiquée. Selon les souhaits des personnes ayant participé à l'enquête, le médecin traitant pouvait ou non être directement informé de ses résultats.

Une autre utilisation des réponses fournies était, également, prévue. Elle visait au traitement collectif des données ainsi recueillies. « Les résultats de cette étude permettront à l'ARC de fixer des objectifs d'équipement en matière de dépistage, expliquait-on auprès de l'association. L'ARC aura

alors des informations essentielles sur les besoins en tel ou tel type d'appareillage médical et scientifique. Ces résultats seront bien entendu diffusés en avant-première aux lecteurs de la revue Fondamental, le magazine d'information de l'ARC, puis communiqués au public par la presse... » Les différents aspects de cette opération sont protégés, assure-t-on à l'ARC, par les garanties légales d'anonymat et de confidentialité. « On nous a assuré qu'après saisie informatique anonyme des données l'ensemble des fichiers devait être détruit avant le 21 mars

derrière », indique-t-on à la Commission nationale informatique et libertés. « Aucune réédition d'une telle opération n'est, à notre sens, prévue. Il ne s'agit pas d'une photographie de l'état de santé de la population française à un moment donné... »

Psychiatrie

L'ampleur d'une telle opération et son aspect financier ne sont nullement négligeables. Selon le professeur

Schwarzenberg, 368 388 personnes (l'ARC revendique 2,5 millions d'adhérents) ont répondu à cet appel. En pratique, 203 131 personnes ont renvoyé leur questionnaire, avec le « don minimum de cent francs » sans lequel il n'était pas donné suite à la proposition.

Plus que la méthodologie — critiquée par plusieurs spécialistes d'épidémiologie ou de santé publique — retenu pour une telle opération, ce sont les réponses qui soulèvent une très vive inquiétude dans les milieux médicaux. De nombreux médecins se sont ainsi

inquiétés, souvent après leurs malades, de très nombreux examens complémentaires et des consultations de spécialistes qui étaient indirectement demandés. « La question est d'autant plus importante, souligne un spécialiste de santé publique, que la plupart des examens que l'on demande aux médecins de prescrire n'ont jamais prouvé leur efficacité en matière de dépistage collectif. L'aspect financier de l'opération a ensuite vivement inquiété les responsables des caisses primaires d'assurance-maladie, de très nombreuses réponses correspondant, en définitive, à des bilans de santé très coûteux pouvant aller jusqu'à des sommes équivalentes à environ 10 000 F. Une « inflation » difficilement supportable à une époque où l'on entend beaucoup faire pour réduire le niveau des dépenses de santé. Une situation particulièrement ambiguë aussi puisqu'en théorie les caisses de sécurité sociale ne prennent pas en charge le coût des examens dits de dépistage.

Plusieurs médecins, inquiets d'une telle situation et percevant cette opération comme l'introduction très critique d'un tiers anonyme dans la relation médecin-malade, ont d'ores et déjà saisi le conseil de l'Ordre des médecins, qui ne cache pas, à l'échelon national, son embarras. La caisse nationale d'assurance-maladie redoutait, pour sa part, les conséquences financières potentielles d'une telle opération. Elle a donc refusé de financer, au moins temporairement, une riposte technique visant à démontrer, et sans même parler de leur coût, l'inefficacité de la grande majorité des examens que l'on demande aux médecins de prescrire.

JEAN-YVES NAUJAC
ET FRANCK NOUCH

(1) Le questionnaire de l'ARC a été établi par le professeur Léon Schwarzenberg avec la collaboration des professeurs Jean Astar, Marcel-François Kalin et Henri Loo.



« Une dépendance lourde et malsaine »

Le rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) concernant le contrôle du fonctionnement de l'Institut Gustave-Roussy (IGR) de Villejuif (Val-de-Marne) est un volumineux document de deux cent vingt et une pages, établi par trois membres de cette inspection : M^{me} Catherine Berges, le docteur Claude Gubler et M. Maurice Ramond.

L'ordre de mission signé du 13 février 1987 demandait « de façon très large un contrôle du fonctionnement médical, administratif et financier de l'établissement ». Cet ordre de mission, précisaient les rapporteurs, « faisait suite à de nombreuses réunions, notamment au cabinet du ministre le 14 octobre 1986, au cours desquelles la direction des hôpitaux et le service départemental avaient exprimé le souci de voir clair dans l'origine et la justification des demandes de dotations budgétaires qui se répètent d'année en année ».

Le rapport est divisé en chapitres : l'organisation générale, l'organisation médicale, l'information, la recherche, le financement de la recherche, le personnel, l'analyse budgétaire et financière, les étrangers, les marchés et services techniques, les perspectives. La partie relative à l'association pour la recherche sur le cancer (ARC) figure pour l'essentiel au chapitre « Financement de la recherche », dans le troisième sous-chapitre intitulé « Aide privée ». Elle comporte dix-sept pages.

L'insertion de la direction

D'emblée, les rapporteurs indiquent que plusieurs membres de l'institut ont « plusieurs reprises, attiré l'attention de la mission sur les craintes que lui inspirait la concorde de l'ARC ». L'insertion des moyens budgétaires mis en œuvre par l'ARC dans le public, ajoutent les rapporteurs, la confusion volontairement entretenue par l'association à son bénéfice entre toutes les institutions hospitalières du plateau de Villejuif (services de cardiologie de Paul-Brousse, institut du CNRS, IGR, ARC), se pratique extrêmement active de séduction auprès des notaires et d'appropriation de legs mal libellés, ne pouvant en effet être strictement attribuée à la recherche. Le rapport indique qu'il est toutefois difficile de mettre en évidence les résultats de cette concurrence.

S'étonnant de « l'insertion de la direction dans ce domaine », les rapporteurs jugent « tout à fait anormal que l'IGR laisse sans réagir l'ARC inciter les donateurs à lui adresser tous leurs dons ou legs pour la recherche contre le cancer,

à charge pour cette association de décider souverainement de leur attribution entre les diverses qu'elle juge utiles, selon ses propres critères ». Au-delà de la « dépendance lourde et malsaine » que les rapporteurs croient déceler entre l'IGR et l'ARC, l'IGAS note que, sous l'impulsion de M. Crozemarie, le président de l'ARC, cette association « a pris un essor considérable, qui lui fait largement échapper au contrôle de ses fondateurs ».

Les subventions accordées par l'ARC à l'IGR transparaissent par ce biais : soit elles sont versées à l'institut lui-même, soit directement aux chercheurs de l'institut. Ainsi, en 1981, 5 920 192 F ont été versés au total à l'IGR ; 2 580 000 F sous la forme de dotations annuelles et 3 340 192 F sous la forme de dotations exceptionnelles. En 1986, 23 611 800 F ont été versés ; 7 160 850 F sous la forme de dotations annuelles et 22 450 000 F sous la forme de dotations exceptionnelles.

Pour ce qui est des sommes versées directement aux chercheurs, le rapport des comptes tenus par l'ARC que les attributions de subventions en 1985 et 1986 se sont élevées à 4 816 742 F en 1985 et à 6 966 115 F en 1986.

Les enquêteurs exposent ensuite les problèmes posés par le financement de l'ARC. « Les aides de l'ARC, explique le rapport, sont à l'évidence d'un apport irremplaçable pour l'institut. Toutefois, l'importance considérable qu'elles ont prise ces dernières années soulève d'importants problèmes ». Parmi ceux-ci, le fait que, ne faisant pas « d'inventaire du matériel et des biens se trouvant à l'institut, l'IGR peut entièrement ignorer la présence d'équipements se trouvant dans ses murs ».

Le rapport aborde ensuite un point important : « Nous avons pu constater qu'il existait, en dehors des procédures ci-dessus décrites, une procédure exceptionnelle, dite d'urgence, des crédits, sans l'avis de son conseil d'administration ou des commissions scientifiques (...). Sur les deux années 1985 et 1986, ont été ainsi attribuées aux chercheurs de l'IGR (comptes de l'IGR et de professeur Tubiana annexés, quatre vingt-huit subventions, pour un montant total de 11 884 857 F, dont 33 % ont été sur procédure d'urgence pour un montant total de 3 360 342 F (...). Une procédure qui représente les tiers des subventions accordées ne peut être considérée comme une procédure exceptionnelle ».

Dans la décision d'accorder une telle subvention aux chercheurs, les rapporteurs soulignent que « les relations personnelles que M. Crozemarie peut entretenir avec l'un

d'eux — qui peut servir d'impulsion à l'association dans le public — plaident, à l'évidence, aussi dans ses décisions (CI, par exemple, le numéro de la revue Fondamental, publiée par l'ARC, où les travaux de certains chercheurs de l'IGR sont mis en valeur, sans mention de leur appartenance à l'IGR) ».

Quasi théocratique

Au total, « grâce à l'ARC, les chercheurs de l'IGR disposent de moyens financiers leur permettant de mener leur propre politique ». Parfois, ces moyens peuvent atteindre des montants très importants : le rapport cite l'exemple du professeur Dominique Bellet, qui s'est vu attribuer, en 1986, selon la procédure d'urgence — c'est-à-dire, précise le rapport, « selon la seule décision de M. Crozemarie » — une somme de 3,5 millions de francs pour l'acquisition d'un « synthétiseur de peptides ». On remarquera que les rapporteurs commentent une erreur (ils le reconnaissent dans le troisième chapitre), après réponse de l'IGR quant au montant de la somme. Celle-ci n'est en réalité, comme l'indique l'IGR que de 1 420 000 F.

Cette situation, note le rapport, crée une « dépendance excessive » de l'IGR à l'égard de l'ARC (1). « Il peut s'agir d'une dépendance réciproque », la renommée personnelle d'un chef de service pouvant lui donner, face à l'ARC, un pouvoir de négociation puissant (...). Cette situation porte d'ailleurs généralement ombrage au président de l'ARC, lequel entend ses pouvoirs de manière quasi théocratique : ainsi, les rapports entre ce professeur Mathé, de l'hôpital Paul-Brousse et l'ARC sont-ils une dépendance réciproque. Mais M. Crozemarie reconnaît qu'il lui faudra attendre le départ à la retraite du professeur Mathé pour mettre fin à des pratiques, en effet, surprenantes : notamment la prise en charge d'une trentaine de salariés, via l'Association Claude-Bernard (association-relais de l'Assistance publique), sur les fonds de l'ARC, en sus d'attribution de subventions importantes.

Cette dépendance a, selon le rapport, induit une certaine pratique de l'auto-censure. « La direction de l'IGR, écrivent les rapporteurs, ne peut se permettre de critiquer les initiatives de l'ARC ». Il en est ainsi du centre de dépistage anticancéreux que l'ARC a approuvé à faire construire à l'hôpital Saint-Louis (Paris) et à propos duquel, note le rapport, « seul le professeur Mathé a publiquement protesté ». Mal lui en prit : les rapporteurs ayant pu personnellement entendre, sur les ondes radiophoniques, le président de l'ARC réagir à cette contradiction « en mettant en

doute les facultés mentales du professeur Mathé et en menaçant de lui supprimer tout financement... »

Pour être complet, on notera que, l'IGR a indiqué à plusieurs reprises, avoir toujours été opposé à l'idée d'un centre de dépistage tous cancers. L'institut ajoute qu'il avait cherché à en dissuader l'ARC, en suggérant plutôt la création d'un centre de recherche sur le dépistage.

Dans sa réponse, l'IGR conclut : « Ou bien l'ARC travaille pour le bien public dans la recherche sur le cancer, et dans ce cas-là, on ne voit pas pourquoi il serait entrainé à d'y voir recours ; ou bien le fonctionnement de l'association n'est pas satisfaisant, et, dans ce cas, c'est à l'état d'intervenir et non pas au directeur d'un centre anticancéreux, ce qui mettrait son institut et ses chercheurs en position d'infériorité vis-à-vis des autres chercheurs, et s'interdisant d'avoir recours à une source de crédits importante et fort utile ».

Pour sa part, le préfet de la région Île-de-France, M. Olivier Philéas, dans une lettre adressée le 13 janvier 1988 à l'IGAS et publiée en exergue du second rapport, indique qu'il n'a pas interprété le rapport de l'IGAS comme critique des activités de recherche de l'IGR, mais comme critique de l'association pour la recherche sur le cancer (ARC) qui a été créée à Villejuif et qui, bien que son vocation soit devenue nationale, continue à s'inscrire à ce qui se fait à Villejuif. Les sommes reçues par l'IGR s'élevaient à environ 6 % des sommes distribuées par l'ARC pour l'aide à la recherche. Elles représentaient moins de 20 % du budget de recherche de l'IGR et la dotation régulière de l'IGR est inférieure à 1 % du budget de l'IGR. Ces sommes sont utilisées à rémunérer des boursiers, des vacataires, à acheter du matériel. Elles n'ont jamais été utilisées pour embaucher du personnel permanent. L'arrêt de ces subventions entraînerait une limitation de nos moyens de recherche mais n'aurait aucun retentissement sur le nombre de postes et la rémunération du personnel. Parler de dépendance est donc dérisoire.

J.-Y. M. et F. M.

(1) Le professeur Tubiana nous a déclaré qu'il n'IGR, l'aide privée provient de plusieurs sources : « 1) Les dons et legs faits directement à l'IGR : ils ont passé de 2 millions par an en 1981 à 25 millions par an en 1986, ce qui prouve que le public connaît et apprécie notre action et contribue les allocations personnelles reprises dans votre article. 2) Les contrats avec les groupes industriels pour des recherches communes (moins de 1 million en 1981 ; 12 millions en 1987). 3) L'aide des associations : la Ligue nationale contre le cancer, le GEFILUX et surtout l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) qui a été créée à Villejuif et qui, bien que son vocation soit devenue nationale, continue à s'inscrire à ce qui se fait à Villejuif. Les sommes reçues par l'IGR s'élevaient à environ 6 % des sommes distribuées par l'ARC pour l'aide à la recherche. Elles représentaient moins de 20 % du budget de recherche de l'IGR et la dotation régulière de l'IGR est inférieure à 1 % du budget de l'IGR. Ces sommes sont utilisées à rémunérer des boursiers, des vacataires, à acheter du matériel. Elles n'ont jamais été utilisées pour embaucher du personnel permanent. L'arrêt de ces subventions entraînerait une limitation de nos moyens de recherche mais n'aurait aucun retentissement sur le nombre de postes et la rémunération du personnel. Parler de dépendance est donc dérisoire. »

La refonte du Loto sportif

- Treize matches au lieu de seize
- Gains doublés grâce à un « numéro-pactole »

En chute libre de 1986 à 1987, avec une baisse de 30 % des paris d'une année à l'autre, le Loto sportif change de formule, comme le Monde l'avait annoncé le 19 mars. Les modifications, précitées, jeudi 14 avril, devant la presse, par M. Jean-Pierre Vastier, président de la Société de la Loterie nationale et du Loto national (SLNLN), sont très importantes.

A la reprise des championnats de France de football, le 16 juillet (sauf 1988-89), la grille du Loto sportif ne comportera plus que treize matches (les dix rencontres de Division 1 et trois de Division 2) au lieu de seize. Le jeu français s'aligne ainsi sur le Totafoot : comme en Italie, le nombre de gagnants devra donc être plus élevé, mais les gains au premier rang moins importants.

On gagnera si l'on pronostique treize, douze ou onze résultats justes. La part des enjeux redistribués aux heureux parieurs sera portée de 48 % à 50 % ; l'Etat a consenti à réduire son prélèvement initial de 12 % à 10 %, mais il n'a pas renoncé à la position supplémentaire déclinée en juillet 1986. Le mouvement sportif continuera, lui, à recevoir 30 % du total des enjeux.

Une nouvelle répartition des gains a été instaurée : 30 % à chacun des trois rangs gagnants (soit 90 %), au lieu, actuellement, de 18 % à chacun des cinq rangs gagnants. Cela permettra, conformément au vœu de l'ensemble des parieurs, de ne pas percevoir des sommes dérisoires au dernier rang (onze résultats justes).

Restent 10 % : ils seront affectés à un numéro-pactole, allant de 0 à 9 et tiré au sort lors de l'émission de TF 1 du dimanche soir : ce numéro sera directement imprimé sur le reçu, lors de la validation, et il doublera les gains à treize, douze et onze résultats. La création de ce numéro-pactole entraîne la suppression des sept numéros de la chance, ainsi que celle des super-pactoles et du fonds de réserve du Loto sportif. La mise minimale par bulletin reste fixée à 5 F et la mise maximale à 1 080 F.

D'autre part, en cas de match annulé, il ne sera pas procédé à un tirage au sort, comme actuellement :

• Arrestation à Nancy de l'auteur du meurtre d'une vieille dame. — La sûreté urbaine de Nancy a interpellé, jeudi 14 avril, un jeune homme de vingt et un ans, David Ziani, qui a avoué être l'auteur du meurtre d'une vieille dame, Yvonne Hillier, quatre-vingt-quatre ans, découverte étranglée à son domicile deux jours auparavant, par l'infirmerie qui venait chaque jour lui faire une piqûre. David Ziani était sorti récemment de prison après une condamnation à huit mois de prison pour vol.

Nouvelle interpellation et manifestation nationaliste en Haute-Corse

Déjà condamné à deux reprises pour des attentats commis dans l'île en 1983, un militant nationaliste corse, Jean-Michel Rossi, a été interpellé, jeudi 14 avril, à l'île-Rousse (Haute-Corse). Cette arrestation s'inscrit dans l'opération engagée au début de la semaine, et qui avait déjà entraîné, après la découverte d'une cache d'armes à Bastia, l'interpellation de quinze personnes (le Monde du 14 avril) dont treize étaient encore en garde à vue, jeudi soir, mais qui, au terme du délai légal de quatre jours, pourraient être remises en liberté samedi matin.

En attendant, les milieux nationalistes corses ont multiplié les actions de soutien aux militants interpellés. Mercredi soir, vers minuit, une centaine de manifestants ont été dispersés par la police aux abords de l'hôtel de police de Bastia. Trois personnes ont été blessées dont M^{me} Tomasi, mère de Félicie Tomasi, un militant nationaliste en détention préventive depuis cinq ans. Son avocat, M^{me} Vincent Stagnara a déposé une plainte contre les forces de l'ordre pour « coups et blessures et abus d'autorité ».

D'autre part, dans un texte qui n'avait pas encore été authentifié, jeudi soir, l'ex-FLNC a revendiqué vingt-sept attentats parmi lesquels figurent ceux qui, le 29 mars et le 7 avril, ont respectivement visé cinq et quatre agences bancaires de Marseille. Le mouvement dissous revendique aussi l'attentat à l'explosif, le 4 avril, contre la résidence, à Ajaccio, du directeur départemental des polices urbaines.

حزب من الاحل

Société

Le responsable de la bavure de la rue de Mogador écroulé Gilles Burgos, le CRS encombrant

Lorsqu'il est entré dans la pizzeria Patricia, dans un centre commercial de Vélizy, mardi 12 avril après 21 heures, personne ne s'est étonné de voir arriver un CRS en tenue. La caserne est juste à côté. Les policiers sont de bons clients. En revanche, on l'a bien trouvé un peu bizarre, ce grand gaillard moustachu dont l'uniforme était sale.

Il s'est assis, seul à une table, et a passé sa commande : un apéritif maison, une pizza, des pâtes, du fromage, une demi-bouteille de vin, à laquelle il ne touchera pas. Il mange avec grand appétit et ne laisse pas une miette dans son assiette.

A ce moment, il a l'air nerveux, se frotte sans arrêt les mains. « Il avait l'air un peu saoul, et fatigué », se rappelle un témoin. En puis, au moment de régler son addition - 150 francs - il explique qu'il lui manque 50 francs. « Ce n'est pas grave », dit le patron : la caserne est à côté, il n'a qu'à y aller chercher l'argent qui lui manque. Personne ne s'énerve et, quelques minutes plus tard, le policier revient, avec un billet de 200 francs.

Mais là, le ton va changer. C'est un témoin de la scène qui raconte : « Il a demandé au patron : Vous êtes portugais ? Mais non, italien. » Dans une pizzeria, c'est en effet plus logique, c'est italien ? Sûre chose. Mais c'est encore pire que ça. « J'ai pas d'arme, mais j'ai ça », ce fait 13 degrés », dit, apparemment avec calme, le CRS, qui sert la bombe lacrymogène dont sont dotés les policiers. Il en arrose le patron, un serveur et des clients ébahis, avant de prendre la fuite.

« Il s'est tait comme un fou, raconte le témoin. Nous on est restés comme des cons. » Les yeux pleins de larmes, tousant et crachant, abasourdi, le patron appelle le commissariat. Il est 22 heures environ. Dans la caserne, les policiers de la 4ème urbaine ne tardent pas à mettre la main sur un irascible collègue : il s'appelle Gilles Burgos, il a trente et un ans et a déjà beaucoup beaucoup trop - fait parler de lui. Dans la nuit du 4 au 6 juillet 1986

(Le Monde daté 6 et 7 juillet), ont été bien notés de la CRS 54, venue de Marseille assurer des opérations de maintien de l'ordre, avait tué Loïc Lefèvre, vingt-sept ans, ouvrier carrossier, d'une balle dans le dos. Après une poursuite, le CRS avait tiré contre le 2 CV, dans le quartier de l'Opéra. C'est ce qu'on appelle la bavure de la rue Mogador.

On se rappelle le communiqué hâtif de la préfecture de police avançant la thèse de la légitime défense, les errements d'une enquête, confiée à l'inspection générale des services qui semblait destinée par des rafles muscées à décourager les prostituées du quartier présentes au moment des faits de témoignage et, a contrario, le « chance » rarissime de disposer de témoignages précis de passants qui assistaient de bout en bout à la course-poursuite et avaient, dans un premier temps, préféré parler à la presse plutôt qu'à la police.

Devenu symbolique, l'affaire empoisonnera le ministère de l'Intérieur, fraîchement installé après les élections de mars 1986, et donnera à Charles Pasqua l'occasion d'un de ses premiers « coups de gueule » contre la presse : « S'il y a des fautes, elles seront naturellement sanctionnées. En contrepartie, s'il y a eu des présentations malveillantes des faits, je n'hésiterai pas à saisir la justice, chaque fois que cela sera nécessaire ».

S'écarter avec peine de la thèse de la légitime défense - Loïc Lefèvre aurait fait un geste menaçant en sortant de son blouson un objet que les policiers de Vélizy ont interprété comme une arme - Gilles Burgos a été condamné à six mois de prison avec sursis. Les expertises ne lui sont guère favorables, un nouveau témoignage - celui d'un membre de la légitime défense - l'accable. Le 31 octobre, inculpé de coups mortels ayant entraîné la mort sans intention de la donner, il est placé sous mandat de détention par le juge d'instruction chargé du dossier, M. Michel Legrand.

Il ne passera que vingt-six nuits au quartier réservé aux policiers à Fleury-Mérogis : la chambre

d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Yvonne Lale, infirme la décision du magistrat, remet le policier en liberté, estimant que l'instruction est suffisamment avancée, qu'aucun élément de l'information ne justifie le maintien en détention de l'inculpé qui offre « toutes garanties de représentation ».

En retrait sur le contrôle judiciaire défini par le juge d'instruction, qui - outre l'assignation du policier à résidence dans une caserne le région parisienne - demandait la confiscation de son arme de service et de sa carte de police, la chambre d'accusation, sans prévoir qui devait exercer ce contrôle judiciaire, se borne à lui interdire de quitter la région parisienne et de fréquenter les témoins de l'affaire.

« Un incident de quatre jours »
Affecté à la CRS de Vélizy, Gilles Burgos était officiellement chargé de l'entretien. Il devait prochainement la quitter pour Toulouse. Un déjeuné de compagnie, bien arrosé, aurait célébré l'événement le 12 avril. C'est cet homme-là que les policiers de Vélizy ont enfermé après « l'incident » de la pizzeria dans une cellule de détention - en fait Gilles Burgos a un taux d'alcoolémie de 0,87 g avant de le présenter au parquet de Versailles.

Une information judiciaire va-t-elle y être ouverte, Gilles Burgos sera-t-il jugé en flagrant délit ? Le premier substitut de Versailles, M. Jean-Charles Lecomte, choisit la voie, plus douce, du rendez-vous judiciaire. Le CRS, inculpé de voies de fait avec violence, et contre lequel le patron du restaurant a porté plainte, comparaitra le 24 mai en correctionnelle, la restauration ayant porté plainte.

Les choses auraient pu en rester là. Mais très vite, cette fois, le ministère de l'Intérieur décide de suspendre Gilles Burgos sans traitement. Que faire de lui ? Il devra vite quitter sa caserne. Par télé, le commandant de la compagnie de CRS alerte donc le juge

d'instruction parisien, M. Legrand, et Gilles Burgos, « spontanément », se présente devant lui, escorté par ses collègues.

Le magistrat parisien a communiqué le dossier concernant l'affaire de la rue de Mogador pour règlement, au parquet depuis le mois de janvier. Mais officiellement le dossier n'est toujours pas revenu et l'ordonnance de transmission de pièces n'est pas intervenue. A ce moment, personne n'envisageait que Gilles Burgos pourrait être, à nouveau, placé en détention.

A la chancellerie, l'incident de la pizzeria a été régit en douceur à Versailles - est pris comme un « incident de quatre jours qui aurait pu être du domaine de la contravention et du ressort du tribunal de simple police. Une bricole ». Mais une « bricole », on en est bien conscient « qui n'arrive pas à n'importe qui ». Et Gilles Burgos est bien encombrant. Il aurait pu - cela aurait arrangé tout le monde - se tenir tranquille, d'autant qu'il avait déjà été condamné en 1983 pour avoir passé à tabac un magistrat.

S'il n'est pas saisi du dossier traité par Versailles, le juge parisien - le policier étant suspendu sans traitement - peut estimer qu'il ne bénéficie plus de l'encadrement assuré par un corps de l'Etat : la police. S'il n'y a pas lieu de révoquer le contrôle judiciaire - Burgos, en effet, ne s'y est pas soustrait - se trouve inévitablement éclairé par personnel d'un jour nouveau et les garanties de représentation deviennent insuffisantes. Son comportement - alors qu'il est poursuivi pour un crime - laisse planer le risque d'une récidive : le juge, après un débat contradictoire (le représentant du parquet se serait contenté d'un nouveau contrôle judiciaire au domicile des parents de Gilles Burgos), a passé outre, à la surprise générale, en signant un mandat de dépôt criminel. Gilles Burgos a été écroué à Fresnes.

M. Henri-René Garnaud, l'avocat du CRS, a immédiatement déposé une demande de mise en liberté.

AGATHE LOGEART.

La décision pour une révision du procès Vandapuy sera connue le 22 avril

Une délégation composée de Marguerite Duras, Albert Jacquard, Claude Mauriac, Jean-Marie Domenach et Théodore Monod a été reçue, jeudi 14 avril, au ministère de la justice par M. Paul-André Sadon, directeur de cabinet du garde des sceaux, auprès duquel elle a renouvelé la demande de révision du procès de Max-Ernest Vandapuy, condamné à quinze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises des Alpes-Maritimes le 21 mai 1984.

Max-Ernest Vandapuy, âgé aujourd'hui de trente-six ans, avait été déclaré coupable d'une tentative de meurtre sur deux policiers, crime qu'il a toujours nié. Ses protestations et ses requêtes ont attiré l'attention de plusieurs personnes qui ont constitué un comité de soutien en sa faveur et ont amené la Ligue des droits de l'homme à lui apporter son concours.

En novembre dernier (Le Monde du 11 novembre 1987), les partisans de Max-Ernest Vandapuy avaient annoncé qu'ils avaient transmis au ministère de la justice un dossier apportant des éléments nouveaux de nature à justifier une demande en révision du procès de Nico par la chambre criminelle de la Cour de cassation. La démarche effectuée le 14 avril à la Chancellerie avait pour objet de savoir quel sort était réservé au dossier présenté en faveur de Vandapuy. Les délégués ont appris que la commission chargée de donner son avis au garde des sceaux se réunirait le 18 avril, après quoi le ministre de la justice devra décider s'il y a lieu de transmettre le dossier au procureur général près la Cour de cassation et d'engager ainsi la procédure de révision.

Le comité de soutien doit être reçu de nouveau au ministère le 22 avril pour être informé de la décision prise.

Les filles de M. Le Pen obtiennent la saisie d'un « encart » de « Globe »

Le tribunal des référés de Paris, qui avait refusé, le 5 avril, la saisie d'un numéro du mensuel Globe comportant un entretien avec M. Pierre Le Pen faisant état des conflits entre le président du Front national et son épouse, et donnant des récits sur la vie privée de leurs trois filles, Marie-Caroline, Yann et Marion, vient d'ordonner, le jeudi 14 avril, le retrait de la vente et, à défaut, la saisie de l'« encart » spécial que Globe avait tiré à quarante-sept mille exemplaires à la suite de la première décision judiciaire.

Le tribunal, présidé par M. Hugues Le Foyer de Costil, se trouvait en effet saisi d'une nouvelle assignation des filles de Jean-Marie Le Pen. Leur conseil, M. Olivier Sany, avait fait valoir que l'attitude de Globe démontre un « acharnement » et une « volonté de nuire ».

Au nom de la société éditrice de Globe, M. Jean-Claude Zylberstein, avait répliqué que les propos de M. Le Pen et leur reproduction ne justifiaient pas une telle mesure et qu'il n'y voyait pour sa part « pas de quoi fustiger son chat ».

Le tribunal, dans sa décision qui ordonne la saisie à défaut d'un retrait volontaire et immédiat de la vente, déclare notamment : « La révélation des mêmes propos dans une publication se présentant comme un livre à portée d'actualité politique, sous un format de dimensions exceptionnelles, dont le prix est fort inférieur à celui du mensuel Globe, et alors que ce dernier a été très récemment mis en vente et demeure disponible, constitue une agression insupportable pour la réputation de la République, et démontre à l'évidence la volonté de nuire aux enfants d'un candidat à la présidence de la République pendant la campagne électorale ».

La société éditrice est, en outre, condamnée à verser une provision de 50 000 francs aux trois filles de M. Le Pen.

Dans les Yvelines

L'automatisme d'un adolescent

Un adolescent de seize ans a reconnu, mercredi soir 13 avril, qu'il s'était « fait-avoir » coupé la main droite avec une hachette empruntée à des voisins (ses dernières éditions du 15 avril).

Plusieurs interprétations, sont avancées pour tenter d'expliquer ce geste de détresse : le décès, l'année dernière, de la mère de l'adolescent, le récent mariage de son père et, semble-t-il, la crainte d'une répression paternelle, qui auraient motivé des méditations récentes.

Le jeune garçon, qui n'était pas allé lundi au collège, avait été découvert mardi, amputé, le bras ensanglanté, près du domicile de sa grand-mère paternelle chez laquelle il vit depuis un an.

Interrogé par les policiers du SRP de Versailles, l'adolescent a déclaré d'abord inventé de toutes pièces l'histoire de son enlèvement par deux hommes portant des casques, qui l'auraient séquestré dans un local situé sur la commune voisine de Guyancourt (Yvelines) et lui auraient fait subir des violences, lui tranchant, pour finir, la main droite.

Ce sont des militaires, qui, au cours d'une séance d'entraînement à la course à pied, avaient découvert la main du jeune garçon mercredi matin, près des fossés de la Minière, sur la commune de Guyancourt. Plus tard, les policiers ont retrouvé sur les lieux la hachette utilisée par l'adolescent pour se mutiler.

« Fin de deux évasions... Deux évasions, évoquées, émettent l'en de la prison de Soissons, l'autre de l'hôpital de la Timone à Marseille, ont été reprises dans la journée du jeudi 14 avril. Le premier, Jean-Pierre Targui, trente-huit ans, a été arrêté à Chalon-sur-Saône, à la sortie d'un restaurant. Depuis qu'il avait prêté d'une permission de sortie pour choisir la liberté, le 12 février, il avait parcouru 14 000 kilomètres à bord d'une voiture volée à Montauban, épris près de 150 chèques tirés de chèques vides et dont le montant représentait environ 200 000 francs. Il était emprisonné pour vol, il sera en outre poursuivi pour évasion, escroqueries, falsifications et usage de documents administratifs ».

L'autre évadé, Bernard Berger, vingt-sept ans, était écroué à Marseille depuis le mois de mars, inculpé de plusieurs vols avec violence. Toutefois, il avait tenté de s'évader les veines à la prison des Baumettes, ce qui avait entraîné son hospitalisation à la Timone.

« Inconnu à Paris : un mort... Un magasin d'écrouage, au rez-de-chaussée d'un immeuble de deux étages, a été détruit par un incendie, dans la nuit du 14 au 15 avril, 33, rue de Charonne à Paris (75). Le gérant du magasin, Théodore Elkanazy, quarante-deux ans, est mort asphyxié. Ses deux enfants, introuvables, ont été admis à l'hôpital Trousseau mais leurs jours ne sont pas en danger ».

Communication

Mis en cause pour ses liens financiers avec le groupe Hersant

M. Michel Droit se met « en congé » de la CNCL

M. Michel Droit, soupçonné d'avoir conservé des liens financiers avec son ancien employeur, le groupe Hersant, a annoncé, le jeudi 14 avril, sa décision de se mettre « en congé » de la CNCL. Un choix jugé « courageux » par M. Gabriel de Broglie, président de la commission, qui affirme conserver à l'académicien son « estime » et son « amitié » et déclare que, « pour le président d'une instance collégiale, il s'agit d'une épreuve ». Un départ, néanmoins, vivement souhaité par plusieurs membres de la Commission.

« Devant la campagne menée contre moi par certains journaux, à un moment politique choisi à dessein, j'ai décidé de me placer en congé de la CNCL afin de faciliter à celle-ci, aux abords de l'élection présidentielle, l'accomplissement de sa mission avec autant de sérénité que cela sera possible et de me permettre, durant une période donnée, de répondre en pleine liberté, ainsi que de toutes les façons appropriées, aux attaques diffamatoires dont j'ai été l'objet pour qu'apparaisse la vérité. C'est par ce communiqué que M. Michel Droit a annoncé sa décision. « Ces attaques étant dirigées contre mon honneur, a-t-il ajouté, mes adversaires ne doivent s'attendre de ma part à aucune sorte de faiblesse. La convergence de leurs agressions laisse évidemment supposer une préméditation et une concertation dont il faudra bien faire apparaître les ressorts. De même qu'il ne faudra demander justice de procédures judiciaires inhabituelles et de la diffusion illégale de documents administratifs interdits par la loi ».

« PRÉCISION. - Après la publication dans Le Monde du 13 avril d'un article intitulé « Auteurs et professionnels du cinéma font campagne », le bureau de liaison des industries cinématographiques (BLIC) nous prie de préciser que les quatre branches du cinéma (producteurs, distributeurs, industries techniques et exploitantes) ont accepté les termes de la plate-forme de revendication. « Des propositions pour demain » - publiée par le BLIC à l'occasion de l'élection présidentielle.

Le ton est donc vif ; les attaques violentes contre une presse accusée d'arrière-pensées politiques... La prestation de M. Droit, jeudi, au Journal de 20 heures, du 12, adoptait le même style. Démentant fermement avoir conservé des liens privilégiés avec le groupe Hersant, l'académicien précisait cependant avoir remis au parquet l'ensemble de ses fiches bancaires allant de la fin de l'année 1986 (sa nomination à la CNCL) au début de 1988, avec l'identification de toutes les entrées et de chaque versement porté sur le compte. « Tout est d'une totale clarté. Je défie quiconque d'y trouver la moindre irrégularité », a-t-il répété, dans un échange assez vif avec le présentateur.

Pour M. de Broglie, « la CNCL n'avait pas à douter de la loyauté de M. Droit ni à mettre sa parole en doute ». C'est pourtant avec soulagement que plusieurs membres ont appris la décision de leur collègue. Dispersés, afin d'assurer le contrôle des enregistrements de la campagne pour l'élection présidentielle, les membres n'ont pas pu se réunir comme prévu, mais beaucoup avaient conservé des deux premières réunions avec Michel Droit un sentiment d'insatisfaction. Le système de défense adopté par l'académicien apparaissait peu convaincant à certains, tandis que les révélations plus tardives sur « ses erreurs d'imputation » sur sa déclaration d'impôt accroissaient leur doute. Aussi la Commission a-t-elle adopté ces derniers jours un silence prudent, même si, en privé, certains ne cachaient plus leur souhait que l'académicien prenne de lui-même l'initiative d'un départ, jugé indispensable y compris par ses amis politiques. Le statut de Français n'est pas démontré, mais ambigu. Congé n'est pas démission et la loi n'avait guère prévu cette situation dont certains craignent les conséquences juridiques sur les décisions futures de la CNCL.

Même s'il n'en est rien, comme le pense son président, le coup est cependant très rude pour la Commission. « Epreuve », dit M. de Broglie. Sans doute. Epreuve fatale, estime d'autres, médusés des conséquences imprévisibles de l'action intentée, y a plusieurs mois, par quelques radios choquées de leur exclusion de la bande FM parisienne. « Une démission ? La

belle affaire ! s'exclamaient M. Jean-Louis Bessis, l'avocat de L'Express, CMC-FM et Radio-Jaïa. Ce serait de mettre des choses, mais c'est par une réparation satisfaisante pour les radios spolies. Tout juste un pas dans la reconnaissance de ce qu'elles n'avaient pas mérité, se sont battues contre une armée de juristes du parquet ou de la CNCL. Le juge n'est pas un ennemi de la justice, mais un ennemi de la justice. Jusqu'à quand va-t-on empoisonner l'institution judiciaire pour protéger M. Droit et la Commission ? »

Judi, le parquet de Paris saisissait à nouveau la chambre d'accusation de la cour d'appel d'une demande d'annulation d'une seconde commission rogatoire délivrée par le juge Grellier pour permettre aux policiers de poursuivre leur enquête.

ANNICK COJEAN.

M. de Broglie : « Si le quorum est réuni, les décisions de la CNCL seront inattaquables »

« La décision de M. Michel Droit est tout à fait personnelle et se place dans une situation courante, nous a déclaré, vendredi 15 avril, le président de la CNCL, M. Gabriel de Broglie. Et c'est d'ailleurs en application du droit commun que le trésorier-payeur de la Seine doit suspendre son traitement en application des règles générales de la comptabilité publique. M. Droit s'était expliqué à plusieurs reprises devant nous et nous n'avons pas eu besoin de mettre sa parole en doute. A charge pour qu'un membre a été amené à faire devant ses pairs une déclaration personnelle, nous l'avons cru sur parole. C'est une dette de loyauté entre nous ».

« Nous ne sommes pas une commission d'instruction et n'avons pas à nous prononcer à la place du procureur de la République et de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris actuellement saisis de cette affaire. Aujourd'hui, nous ne pouvons que prendre acte de la décision de M. Droit. Et notre souci de toujours respecter le quorum de huit membres requis par la loi, fait que nos décisions à venir seront inattaquables ».

P.-A. G.

Pour tenir compte des réserves exprimées par M. Ballardur

Le contrat de vente des « Echos » au groupe Pearson est modifié

Rebondissant inattendu dans la vente des Echos à la société éditrice du Monde, l'Express, l'Europe, le P.L.C. Le jeudi 14 avril, le groupe britannique a indiqué qu'il « en raison des questions soulevées par les autorités françaises concernant la transaction, Lord Blakenham, président de Pearson, et M. Jacqueline Beytout, PDG des Echos, ont accepté de modifier le contrat original » de vente.

Au lieu d'être réglés en une seule fois, la cession du groupe de presse français aurait lieu en deux temps : 66 % des 885 millions de francs représentant le montant de la transaction seront versés le 30 avril à M. Beytout et aux autres actionnaires - minoritaires - des Echos. Le reste, soit 34 %, constituerait la minorité de blocage, demeurant pendant un an dans leurs mains, avant d'être cédés à Pearson. Ce délai devrait permettre d'établir le caractère durablement communautaire du groupe britannique et rassurer M. Edouard Ballardur, ministre de l'économie et des finances.

Après l'annonce de la vente des Echos à Pearson, le 11 janvier, le ministre avait, en effet, émis des réserves sur l'appartenance à la Communauté européenne du groupe Pearson, en indiquant notamment la prise de participation de 20 % du capital par le patron de presse américain M. Rupert Murdoch. Pearson et les Echos avaient contesté cette analyse et assuré que le groupe britannique était « communautaire à plus de 70 % » et n'enfreignait donc en rien la loi sur les investissements étrangers en France.

Le nouvel avenant au contrat de vente ne porte pas seulement sur cette question de durée. Il stipule que, en plus des liquidités qui lui seront versées, les 7 775 000 actions du groupe Pearson que M. Beytout recouvrera en guise de paiement (soit 4 % du capital du groupe britannique) devront, en cas de vente, être obligatoirement proposées au groupe Lazard Frères et Co. Celui-ci, par le truchement de sa filiale, la Lazard et Industrielle Gaz et Eau, possède déjà 9,4 % de Pearson. Dans le contrat modifié, Lazard s'engage à conserver cette participa-

tion pendant vingt et un ans. Ces deux additifs sont censés également rassurer M. Ballardur, dans le mesure où les intérêts français seront présents à hauteur de 14 % dans le capital du nouveau propriétaire des Echos.

Tout cela semble avoir été conclu afin de protéger Pearson et les Echos d'une possible offre publique d'achat de la part de M. Murdoch. Mais le nouveau contrat assure aussi une importance croissante à Lazard. En dépit des démentis du ministère de l'économie et des finances, qui explique « n'être en rien dans cette évasion », et de ceux des responsables de Lazard, une entrevue entre ces derniers et M. Ballardur aurait bien eu lieu. Les dirigeants de Lazard ont, semble-t-il, convaincu M. Beytout de céder aux exigences du ministre. Et le PDG des Echos aurait ensuite accepté les modifications de contrat auprès de Pearson. « Je ne veux pas faire de scandale juste avant l'élection », se contente de commenter M. Beytout. Pearson et moi-même voulons tous faire pour aboutir et pour que les Echos gardent leur indépendance. Mais quand j'ai parlé de ces modifications aux Britanniques, ils m'ont dit que c'était une débile d'idée ».

La vente remodelée des Echos à Pearson donne gain de cause aux exigences de M. Ballardur et renforce, à terme, la position de Lazard au sein du groupe britannique. Ces deux sociétés, il est vrai, sont déjà étroitement liées : Lazard-Pearson figure au capital de Pearson, et celui-ci possède 50 % de Lazard-Londres et 10 % de Lazard-Paris et de Lazard-New-York.

YVES-MARIE LAÏE.

« Havas : bénéfice en hausse de 23,4 %... Le groupe publicitaire Havas a enregistré un bénéfice net consolidé de 561 millions de francs en 1987 (23,4 % de plus qu'en 1986). Le chiffre d'affaires du groupe est de 13,7 milliards de francs, soit une hausse de 21,3 %. En 1986, le bénéfice par action était de 33,80 francs ; il est de 43,70 francs en 1987 ».

Informations « services »

PARIS

A la suite des résultats d'une étude

La préfecture interdit les sièges électrifiés dans les taxis

Les chauffeurs de taxi ne seront pas autorisés à installer des sièges électrifiés anti-agression. Le préfet de police de Paris vient d'informer le secrétaire général du syndicat FO des conducteurs de taxi des résultats de l'étude d'un appareil destiné à envoyer une décharge électrique de 50 000 volts à basse intensité dans le dos du passager qui agresse le chauffeur. Cet appareil, considéré comme sans danger par le syndicat FO qui s'en faisait le promoteur, a

été expérimenté et examiné par différents ministères (santé, équipement, industrie, intérieur, finances, etc.). « Nous devons, écrit le préfet de police, M. Jean Padoa-Schioppa, prendre en compte le risque d'accident en cas d'utilisation intempestive de l'appareil ». M. Norbert Benarous, secrétaire général du syndicat, avait commandé des prototypes importés en France par la société Reconnex (Le Monde du 14 janvier), mais les

nouveaux quatre appareils installés avaient été démontés, affirmant M. Benarous, pour éviter tout problème. Il conteste la décision du préfet de police, en déclarant que « ce n'est pas parce qu'un agent de police fait une bêtise qu'on prive d'arme tous les policiers » et réclame « le droit de se défendre pour les chauffeurs de taxi ». Il estime que le préfet de police devra « rendre des comptes en cas d'une nouvelle agression ».

PHILATÉLIE

Les PTT et l'espace postal européen

Le premier timbre en ECU

M. Gérard Longuet a présenté à la presse, jeudi 14 avril, le timbre que la poste mettra en vente générale le lundi 18 avril : un timbre à 2,20 F, au type courant *Liberté* mais affecté d'une surcharge qui donne son équivalent en ECU, soit 0,31. Ne pas oublier les deux points de suspension qui signifient qu'un décalage de la seconde décimale, les cours variant.

En effet, l'ECU (ou anglais ECU, European Currency Unit) est une unité monétaire de type « panier de monnaies » où la part de chaque monnaie (à l'exception, pour l'instant, de la peseta et de l'escudo) est déterminée de manière à refléter l'importance économique relative de chacun des États membres au sein de la Communauté européenne. Aussi, la valeur de l'ECU résulte-t-elle de l'évolution des cours des monnaies qui le composent. D'où les points de suspension !

Ainsi, au 1^{er} janvier, les 2,20 F valaient plus précisément 0,3146 ECU ; au 16 janvier, 0,3154 ECU et au 22 février, 0,3149 ECU.

Ce timbre marque la volonté du ministre des P et T de faire avancer la réalisation de l'espace postal euro-



Le timbre en ECU. Mais cette émission reste symbolique à plusieurs titres.

Ce timbre ne sera valable qu'en France. La réalité appartient en effet aux monopoles postaux nationaux.

En annonçant un tirage important — cinquante-cinq millions d'exemplaires, un timbre par Français — la Poste fait œuvre de propagande, le tarif à 2,20 F permettant d'affranchir les lettres de moins de

20 grammes au départ de la France à destination des douze pays de la CEE.

Le prix de vente de ce timbre continuera à être uniquement fixé en France.

Prochain rendez-vous européen de la philatélie : le 9 mai prochain avec un timbre consacré, en France, à Jean Monnet, qui célébreront aussi l'Allemagne fédérale, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg et le Portugal. Le timbre, au format vertical 15 x 23 mm (n° PTT 1988-16) est destiné et gravé en taille-douce par Pierre Gandon et imprimé en feuilles de 100.

« Vente anticipée à Paris, le samedi 16 avril, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire ouvert au Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugrand (15) ; de 8 heures à 12 heures, à la Poste-Livre BP, 52, rue de Louvre (1^{er}), et à Paris-Séguier, 5, avenue de Saxe (7^e). »

« Souvenirs philatéliques : union des philatélistes des PTT, M^{me} Sté, 49, avenue Saint-Anne, 75004 Paris (tél. : 42-60-13-21). Vente au Musée de la Poste, dimanche 17 avril, de 10 heures à 17 heures.

Rubrique réalisée par la rédaction du Monde des philatélistes 24, rue Chatelet, 75001 Paris Tél. : (1) 42-47-99-66

En filigrane

● Présences britanniques et françaises dans le monde. — La société Coltra (collectionneurs d'antiquités et de monnaies coloniales françaises) et la Société philatéliques franco-britannique (Grande-Bretagne, Irlande, Commonwealth, États-Unis et pays scandinaves) organisent, du 23 avril au 6 mai, au Musée de la Poste de Paris, une exposition qui réunira deux mille quatre cents pages d'albums de lettres et de timbres anciens les plus rares (Musée de la Poste, 34, boulevard de Vaugrand, 75015 Paris ; renseignements : commandant Billeut, 4, allée de la Tolérance, 93400 Créteil).

● Expositions. — La Société philatéliques de philatélie organise à la salle des fêtes de Melun (Seine-et-Marne), jusqu'au lundi 18 avril à 13 heures, son deuxième Salon du livre régional et du vieux papier de collection (renseignements : direction des affaires culturelles, tél. : 64-62-10-95). Le cercle philatéliques La Normandie, d'Avion (Pas-de-Calais), organise, les 16 et 17 avril, une exposition philatéliques et une bourse aux timbres, au centre Fernand-Léger.

● Saint-Germain-des-Fossés (Alier) accueille une exposition sur le thème des transports terrestres, les 16 et 17 avril, à la Maison des jeunes, avec un bureau de poste temporaire (renseignements, souvenirs philatéliques : J. Chabrier, 6, rue des Lises, 03260 Saint-Germain-des-Fossés).

● A Brignoles (Var), une exposition philatéliques est organisée dans le cadre de la cinquante-neuvième Foire des vins, du 15 au 24 avril, avec bureau de poste temporaire les 16 et 17 (renseignements, souvenirs philatéliques : M. Dick, Les Canéides, 83170 Brignoles. Tél. : 94-69-02-72).

● Le Club philatéliques de l'Océan organise à Bouchain (Nord), le 19 avril, une exposition philatéliques et cartes postales avec bureau de poste temporaire, pour le cent cinquantième anniversaire de l'Armée de Bouchain (renseignements, souvenirs philatéliques : Claude Alzaine, 137, rue Massenet, 59111 Bouchain. Tél. : 27-35-84-98).

● Philatélie à la télévision. — L'émission de télévision de Jean Orléans sur TF 1 à Bordeaux la France — Bonjour l'Europe — accueille une rubrique philatéliques tous les dimanches, vers 7 h 40, présentée par Pierre Julien, du Monde des philatélistes. Au programme dimanche prochain : le timbre en ECU.

Le Carnet du Monde

Naissances

— M. Thomas COMPIÈRE-MOREL, M^{me} née Florence BÉNARDON et Victor sont heureux d'annoncer la naissance de

Elvire,

le 6 mars 1988.

— Georges-Yves et Agnès DANSETTE sont heureux de faire part de la naissance de

Lucie,

le 7 avril 1988.

12, rue de la Balue, 69003 Lyon.

— Sophie GHERARD, Jean-Luc POUTHER, Adrien et Tristan, ont le joie d'annoncer la naissance de

Lucie,

le 31 mars 1988.

22, rue Charles-Baudouin, 75012 Paris.

— Sandrine et Eric TOUTOU ont le joie d'annoncer la naissance de

Sarah, Franciska, Clémence,

le 6 avril 1988.

— Jean et Cyrille CAREN sont heureux d'annoncer la naissance de leurs petits-enfants,

Sophie,

le 9 février, et

— Sébastien et Marie-Gilberte, le 9 février, et

Danielle,

le 25 mars 1988.

16, rue de Bézang, 75004 Paris.

Décès

— Grenoble, Montfermeil, Nyon, Valence, Lyon, Vénissieux.

M. Gilbert ARMAND, Les familles Bonafant, Vincent, Armand, Bonafant, Chomaz, Lavergne, Lottier, Paulin, Michon, Patrice, allés et amis, ont le douleur de faire part du décès, survenu le 13 avril 1988, à l'âge de quatre-vingt-sept ans, de

M^{me} veuve Albert ARMAND, née Marie-Bas Vincent,

et rappellent à votre souvenir

M. Albert ARMAND, décédé le 4 janvier 1986.

La levée du corps sera lieu le samedi 16 avril à 11 h 30, 4, rue Antoine-Cholier à Grenoble.

Les obsèques seront célébrées en l'église de Montfermeil (Seine) le même jour à 15 heures.

Nos proches, bénéficiant d'une réduction sur les insertions de « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

17, rue de la Poste, 93700 Tournai.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 14 avril 1988 :

DES DÉCRETS

● N° 88-349 du 8 avril 1988 relatif au Conseil général de l'armement.

● N° 88-352 du 12 avril 1988 relatif aux conservatoires botaniques nationaux.

UNE CIRCULAIRE

● Du 7 mars 1988 relative à la réduction de la pollution atmosphérique (directive européenne du 28 juin 1984 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique en provenance des installations industrielles, publiée au Journal officiel des Communautés européennes du 16 juillet 1984).

DES LISTES

● Des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

— M^{me} Jean Cohen, Isabelle Cohen et son fils Robin, le docteur Pierre Cohen, Brigitte et Marc Lamberon et leurs enfants.

M^{me} Maud Cohen, Les familles Cohen et Chemla, ont la tristesse de faire part de la disparition de

docteur Jean COHEN, cardiologue.

Les obsèques ont eu lieu jeudi 14 avril.

— Les familles Drujon et Francoulet font part du décès de

M^{me} veuve Jean DENJEAN, le 12 avril 1988.

37, rue Saint-Vincent, 09000 Foix.

— M. et M^{me} Alfred Georges, M^{me} Alice Moskowitz, ses enfants,

Martine Georges et Alain Vallée, ses petits-enfants,

M. et M^{me} Constance Lipsey, M^{me} Edouard Lipsey, ses frères et belles-sœurs,

Ses neveux et nièces, Toute la famille, font part du décès de

M^{me} Rose GEORGES-MOSKOWICZ, née Lipsey,

survenue le 12 avril 1988, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 14 avril.

On se réunira à la porte principale du cimetière du Père-Lachaise, boulevard de Ménilmontant, Paris (20^e), à 14 heures.

Ni fleurs ni couronnes. Cet avis tient lieu de faire part.

44, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris.

— M. Michel Girard et ses enfants,

M. André Dravet, M. et M^{me} Philippe Dravet et leurs enfants,

le docteur et M^{me} Jean-Loup Dravet et leurs enfants,

M. et M^{me} Joël Dravet et leurs enfants,

ont l'honneur de faire part du décès de

M^{me} Michèle GIRARD, née Dravet,

qui a fait don de son corps à la science.

Une messe sera célébrée à son intention par le Révérend Père Jean-Gabriel Rambury, de la chapelle du collège Stanislas, 22, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris, le 17 avril 1988 à 15 heures.

— M^{me} René Goby, Micheline Goby, M. et M^{me} Alain Goby,

Laurent, Jean-Sébastien, Adeline et Guillemette,

M. et M^{me} Alexis Berdin, Christophe, Frédéric, Olivier et Nicolas Le Cuz,

M. et M^{me} Jean-Luc Goby, Catherine et Chloé,

M. et M^{me} Jack-Michel Verger, Justine, Emilie et Julie,

Sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur René GOBY,

survenue le 5 avril 1988, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu en l'église Notre-Dame de Tonnere, le 12 avril 1988.

17, rue de la Poste, 93700 Tournai.

— Monique Magie, son épouse, Baptiste, Florence, Philippe, Christian, ses enfants,

la société Transphax et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MAGIS,

survenue à Sarcelles, le mercredi 13 avril 1988.

11, rue Beausséjour, 92150 Sarcelles.

— Pierre, Marie-Thérèse Marchand, René, Colette Marchand, Maryse Poulet,

Alain, Sylviane Marchand, Alain Marchand, Ghislaine Montanaro,

ses vingt-sept petits-enfants, ses quatorze arrière-petits-enfants, ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-troisième année, de

maître MARCHAND, avocat honoraire auprès du Tribunal civil de Montpellier.

Les obsèques ont eu lieu le samedi 11 avril à Montpellier.

« Maintenez, Seigneur, tu laisses ton serviteur aller en paix, selon Ta parole. » Luc II, 29.

3, rue du Cheval Vert, 34000 Montpellier.

— M^{me} Henri Schloesing, ses enfants et petits-enfants, ont le chagrin de faire part du décès de

pasteur Henri SCHLOESING, survenue le 5 avril 1988.

Le service religieux a eu lieu au temple le 7 avril 1988.

« Je suis la Résurrection et la Vie. » Saint Jean XI, 25.

Le Pape, 30270 Saint-Jean-du-Gard.

— Les dominicains de la province de Lyon, les Amis de l'abbaye de Boscodon, l'Association des laïcs éducateurs à l'étranger,

vous invitent à partager leur peine et leur prière à l'occasion du décès accidentel, le soir de Pâques 1988 de

Père AUGUSTIN AUSUBAL, dominicain.

Une eucharistie sera célébrée le 16 avril à 15 heures à l'abbaye de Boscodon, Croix (05).

Le 23 avril à 11 h 30 au monastère de Chalais, Voreppe (38).

Communications diverses

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

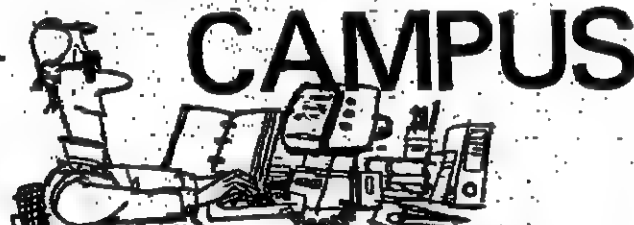
— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.

— Par décret du président de la République, en date du 3 avril 1988, André Chenu, producteur-délégué à Radio France, président de l'Association des comédiens combattants, est nommé chevalier dans l'Ordre national de la Légion d'honneur.



L'EAP s'implante à Madrid

Il s'agit d'un projet ambitieux, lancé le 11 avril, dans la belle salle Aula Magna du palais de l'Escorial, pour la signature des statuts du nouveau centre de l'EAP (Ecole européenne des affaires) à Madrid. Cette école originale, créée en 1972 par la chambre de commerce de Paris, comprend jusqu'à présent trois centres — à Paris, Oxford et Berlin — les élèves partagent leurs trois années de scolarité dans ces trois villes. Une nouvelle filière Paris-Oxford-Madrid fonctionnera à la rentrée prochaine. Le centre de Madrid a été créé avec l'appui de l'ESIC (Escuela superior de gestión comercial y marketing), qui l'hébergera.

Moins de la moitié des étudiants de l'EAP sont français, les autres sont en majorité allemands, puis espagnols et anglais. Le financement est assuré à 20 % par les frais de scolarité. Les 80 % restants étaient assurés à l'origine par la chambre de commerce de Paris, aidée maintenant par le Sénat de Berlin et, dans une mesure encore faible, par des entreprises allemandes. La CCP souhaiterait que chaque centre puisse prochainement être financé par moitié par des ressources locales.

De côté espagnol, cet objectif devrait être atteint sans difficulté, le centre de Madrid, qui accueillera en vitesse de croisière une quarantaine d'étudiants, étant déjà en partie financé par les enseignements de formation continue, qui

SOMMAIRE

■ L'annonce du déficit du commerce extérieur américain pour le mois de février a provoqué de vifs remous sur les différents marchés, à Wall Street, comme à Tokyo (lire ci-contre).

■ A Paris aussi la déception a été forte et les cours ont brusquement chuté jeudi (lire en dernière page).

■ M. Carlo De Benedetti n'a pas réussi à prendre la majorité de la Société générale de Belgique ni à faire nommer ses représentants au conseil d'administration (lire page 28).

■ Le TGV-Atlantique, plus confortable et plus rapide, est sorti d'usine (lire ci-dessous).

■ Les effectifs salariés seraient, selon l'INSEE, restés stables en 1987. Selon d'autres sources, ils avaient augmenté (lire page 28).

TRANSPORTS

Sortie d'usine du TGV Atlantique

Le confort à grande vitesse coûte 73 millions de francs

La première rame du TGV Atlantique a été assemblée, le 14 avril, à l'usine Alstom de Bordeaux, en présence de M. Jean-Pierre Desgorges, PDG du constructeur ferroviaire, et de M. Philippe Rouvillat, président de la SNCF, qui expliquent au public la ligne à grande vitesse en construction entre Paris, Tours et Le Mans. Il s'agit d'une nouvelle génération de rames qui préfigure celles qui rouleront, en 1993, vers Londres, Bruxelles, Amsterdam et Cologne.

Le TGV Sud-Est avait été la grande œuvre des ingénieurs. Fort à la passion d'explorer la grande vitesse au-delà des 260 kilomètres à l'heure, ceux-ci avaient conçu un train très technique et, en définitive, assez peu confortable. Les voyageurs ont, certes, goûté la réduction à deux heures du trajet entre Paris et Lyon, mais ils ont été nombreux à se plaindre de l'ergonomie des sièges, du bruit, de la consommation et des vibrations qui empêchent d'écouter à 270 kilomètres à l'heure.

Le TGV Atlantique sera confortable. Sa nouvelle suspension permet de procurer les mêmes sensations que celles enregistrées dans une voiture Coroll ou à 160 kilomètres à l'heure. Chaque siège de seconde classe est large de 1,5 centimètres et le confort de circulation de 2 centimètres. Pour la première fois dans l'histoire de la SNCF, les sièges de seconde classe sont recouverts de tissu et non de stof. Finie la monotonie ! En première classe, le voyageur a le choix entre des sièges individuels, des compartiments de quatre ou de six personnes, équipés d'un écran vidéo pour huit personnes. En seconde, la voiture aménagée en « couché » est complétée par des compartiments « famille » ou « groupes » et des espaces de jeux pour les enfants. Enfin, la voiture-bis est plus spacieuse et mieux équipée. Ajoutons à ces améliorations les deux ou trois téléphones publics qui permettront de communiquer, à partir de la fin de l'année, avec la France entière, et les sièges de première classe qui offrent à leurs occupants un régime très fin de l'insonorisation.

Nantes au début de 1989

Le « look » n'a pas été oublié. A l'extérieur, le matériel de gris, du bleu-argent et du bleu donne à la motrice une allure de jet très distinguée. Les portes sont peintes de couleurs différentes pour distinguer les voitures : saumon pour les premières, jaune pour le bar et bleu-vert pour les secondes. La dominante des tons gris confère à l'espace intérieur une touche d'intimité et de calme.

Bien sûr, les ingénieurs n'ont pas oublié les performances techniques. Le TGV nouveau roulera plus vite (300 km/heure au lieu de 270 pour son aîné). Il franchira plus sec. Il consommera moins et économisera 30 % de voyageurs de plus (485 par rame). Il sera bonifié d'ordinateurs pour surveiller le fonctionnement, faciliter la maintenance et informer les passagers.

La SNCF, qui a commandé vingt-cinq rames au prix unitaire de

73 millions de francs, recevra la première au mois de juin, et dix autres d'ici à la fin du mois de décembre. Rastis, rodages et formation des conducteurs seront le lot de ce matériel. Ensuite, le président de la SNCF prévoit de le mettre en service dès le début de 1989 entre Paris et Nantes, en attendant l'ouverture de la voie à grande vitesse six mois plus tard.

La société nationale espère que la réduction du temps de transport entre Paris et Bordeaux (trois heures), Le Mans (une heure), Rennes (deux heures), attirera au rail une clientèle nouvelle. Selon ses études, le TGV Atlantique, transportant, en 1992, 25,8 millions de personnes, soit 7 millions de plus que les trains classiques n'en aient acheminés. Un million de voyageurs seront pris sur l'aviation.

Chez Alstom, on se prépare à relever les défis de la SNCF, la cadence de production passant, l'an prochain, de deux à trois rames par mois. M. Francis Vaingondry, directeur de la division ferroviaire, voit plus loin que le TGV Nord, dont les premières commandes devraient intervenir l'an prochain. Fort de ces « vitrines », il espère emporter le marché américain de vingt-quatre rames du TGV espagnol Madrid-Séville. Il pense aussi pour les Coréens se décider à construire la ligne Séoul-Pusan, et les Brésiliens le corridor Rio-Sao-Paulo. Il ne manque plus que les crédits.

ALAIN FAUJAS.

BILLET

Les comptes de l'année 1987

Forte activité et déséquilibres persistants

On savait que 1987 avait été pour la France — comme pour beaucoup de pays industrialisés — une bonne année. Mais au fur et à mesure que sont publiées des statistiques de plus en plus affirmées et solides, on s'aperçoit que l'amélioration de la conjoncture a dépassé ce qu'on savait. On s'aperçoit aussi que les risques de déséquilibres des paiements extérieurs sont bien réels.

Il y a trois semaines, la direction de la prévision du ministère de l'économie et des finances publiait des résultats pour 1987 et des prévisions pour 1988-1989. La tonalité était modérément optimiste : la croissance économique avait atteint 2,1 % l'année dernière et les investissements productifs des entreprises avaient été de 5,4 % en volume, ce qui n'était pas si mal. Point inquiétant : la forte poussée des importations (+7,3 %), bien supérieure à celle des exportations (+1,6 %).

L'INSEE vient, lui, de publier les comptes de l'année 1987, basés sur des données statistiques solides et complètes qui vont rendre obsolètes les chiffres

d'il y a trois semaines. Que voit-on ? Que la croissance de la production nationale (appréhendée en termes de PIB marchand) aura été de 2,2 % — au lieu des 2,1 % annoncés mais surtout que la croissance de l'investissement productif des entreprises du secteur commercial aura été de 7,7 % alors qu'on l'avait estimé à 5,5 % il y a quelques semaines. Dans l'industrie — qui représente le tiers des investissements productifs — la croissance des dépenses d'équipement aura été de 7,1 % après +5,2 % en 1986. Au total, l'investissement n'aura augmenté que de 4,9 % à cause du recul très important des dépenses d'équipement des grandes entreprises nationales (-3,4 % en 1986, -5 % en 1987).

L'autre fait marquant de l'année 1987 décrit par les comptes de l'INSEE est la très forte progression des importations : +8,5 % par rapport à 1986, c'est encore plus que les prévisions du ministère des finances ne le disaient (+7,3 %). On connaît qu'avec des exportations croissantes de 2,4 % seule-

ment, la balance commerciale se solde défavorablement.

Chute de l'épargne

Côté « déséquilibre » encore, l'épargne des Français par rapport à leur revenu disponible a chuté jusqu'à un point extrêmement bas : 12 % en 1987, après 13,3 % en 1986 et 13,8 % en 1985. Si d'autre part, les déficits publics sont globalement réduits (Etat et Sécurité sociale) passent de 2,9 % du PIB en 1985 à 2,4 % en 1987, c'est à cause du redressement des comptes de la Sécurité sociale (-15,2 milliards en 1986, +4,7 milliards en 1987). Mais le déficit des comptes de l'Etat seul — donc du budget — se creuse de 9,5 milliards. Ce résultat montre que si l'on ne prend pas en compte l'argent des privatisations, la réduction du déficit budgétaire n'est pas acquise.

Impression générale de forte activité mais aussi de déséquilibres persistants, à l'intérieur comme vis-à-vis de l'étranger.

AL V.

Le déficit du commerce extérieur américain

Un sévère rappel aux réalités

L'illustration a été exemplaire. En quelques heures, le groupe des Sept a dû passer de la publication d'un communiqué flatteur sur les bénéfices de la concertation à l'épave du dollar. La chute brutale du dollar, à l'annonce d'un déficit de 13,8 milliards de dollars de la balance commerciale américaine, en février, les a contraints à une riposte tout aussi brutale par des interventions parfaitement orchestrées sur le marché des changes, le jeudi 14 avril.

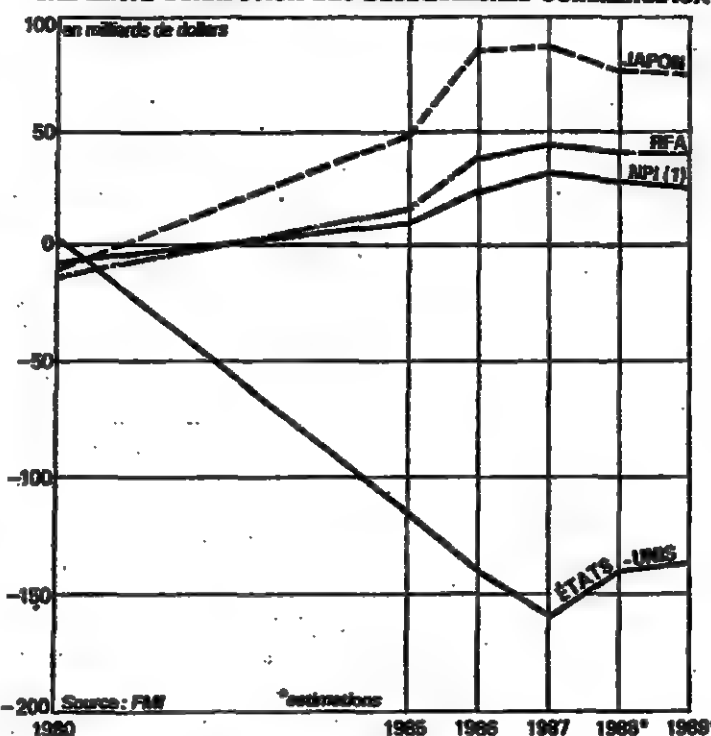
Profitant des larmes du calendrier qui les réunissent à Washington pour le comité interministériel du FMI au moment même où cet indice fléchit, les ministres des finances et gouverneurs de banque centrale ont multiplié, sur tous les tons, les appels au bon sens : le déficit commercial américain d'aujourd'hui, certes, n'est pas celui des années cinquante et soixante, mais il n'est pas insignifiant, peu significatif par définition, n'empêche pas la tendance à rester bonne.

Echappés par la vigueur de la contre-offensive des Sept, les spéculateurs pourraient réfléchir avant de tester à nouveau leur détermination et... le marché limité de réserves en devises dont disposent les institutions d'émission. Leur réaction constitue malgré tout un sévère rappel à l'ordre pour les gouvernements des pays industrialisés, encore hantés par le souvenir du krach boursier d'octobre : la situation économique et monétaire internationale, beaucoup plus fragile que les Sept ne veulent l'admettre officiellement, montre l'insuffisance des mesures arrêtées pour y remédier.

A leur façon, comme toujours caverne, les marchés ont en effet sauté par une attaque sur le dollar la confirmation de leurs craintes : toujours soutenue, la demande américaine annonce une correction des déséquilibres commerciaux mondiaux plus lente qu'on le espérait. La poussée de 7,4 % des importations, qui ont atteint 374 milliards de dollars en février, constitue une indication supplémentaire de ce phénomène, après la forte hausse de 0,8 % des ventes de détail de mars. Alors que les économistes scrutent les chiffres, en quête de signes d'effacement de la consommation et d'une ramonée de l'épargne, tombée à 3,7 % des revenus en 1987 contre 7,1 % en 1986, les Américains continuent de vivre au-dessus de leurs moyens, igno-

Profitant d'un dollar affaibli, voire sous-évalué, par rapport aux monnaies européennes, l'industrie américaine se remonte. Une nécessité impérieuse pour combler l'écart illustré par un taux de couverture limité à 60 %. Il a fallu attendre le troisième trimestre 1987 pour que les exportations soient près de deux fois plus importantes en valeur que les importations et permettent de stabiliser les déficits. Et déjà une inquiétude persiste. A moins d'un rebond des investissements privés, l'industrie aura un mal croissant à répondre tout à la fois à la demande intérieure et aux commandes de l'étranger. Or les incertitudes sont trop nombreuses pour rassurer les investisseurs potentiels. Qui, aujourd'hui, pourrait prédire l'évolution de l'économie américaine à moyen

UNE LENTE CORRECTION DES DÉSÉQUILIBRES COMMERCIAUX



Source : FMI. *estimations.

terme quand les meilleurs experts reconnaissent s'être trompés tous les six mois ? Contrainte de piloter à vue entre une politique du crédit laxiste, et par là même inflationniste, et un resserrement néfaste à la croissance, la Réserve fédérale n'a pas la tâche facile et alimente, à son corps défendant, les spéculations les plus folles. De quoi décourager l'investissement productif et renforcer la nervosité des marchés.

En attendant la levée de l'hypothèque de l'élection présidentielle américaine, les autorités monétaires peinent, comme leurs homologues du groupe des Sept continuent à jouer de la carotte, en promettant, un lent aménagement des déséquilibres mondiaux, et de bilan, en intervenant au bon moment pour casser la spéculation. Mais les Américains retiennent des chiffres de février l'aggravation du déficit avec le Japon, porté à 4,5 milliards, la stabilisation à un haut niveau des excédents enregistrés par les « quatre dragons » (1), 2,9 milliards, en l'attente d'un accord avec les Européens et les Canadiens avec des soldes excédentaires respectivement de 1,66 et 1,4 milliard de dollars. Jusqu'à ce que les résultats commerciaux de mars apportent un événement dément et offre, dans un mois, ce répit dont les Sept ont besoin pour gagner du temps dans leur course contre les indices.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) Corée du Sud, Hongkong, Singapour et Taiwan.

Jeudi gris à Wall Street

NEW-YORK
de notre correspondant

«Wow!» «Ouch!» «Oh!» Les exclamations courantes de la vie new-yorkaise ne suffisaient pas pour exprimer l'énorme surprise de Wall Street : vingt minutes après l'ouverture de la Bourse de New-York, le jeudi 14 avril, l'indice des trente valeurs industrielles, le Dow Jones, avait perdu près de 40 points. A midi, M. J. Redressment, mais à 14 heures, ce fut le plongeon, avec 52 points perdus. A 16 heures, le chiffre définitif a laissé tout le monde sans voix : près de 102 points (100 milliards de dollars ou 4,8 %) évaporés « sans raison ». «Il faut admettre que nous ne l'avions pas vu venir», s'écrit un broker, manifestement bouleversé par ce qu'il faut bien appeler un «jeudi gris» car, dans le classement des mauvaises journées depuis dix ans, celle-ci prend le cinquième rang.

A 8 h 30, heure locale, le département du commerce avait publié les chiffres des échanges extérieurs pour le mois de février. Habitués à des statistiques de moins en moins alarmantes, les investisseurs s'inquiétaient moins du rendez-vous mensuel qui, il y a quelques mois encore, faisait trembler toute l'Amérique. Dix minutes plus tard, ce fut le branle-bas de combat, surtout sur le marché des changes, où la Réserve fédérale a dû racheter, dès 9 heures, plusieurs centaines de millions de dollars. «Sans l'intervention des Sept, le dollar aurait pris une sacrée trempe», jure Marc Chandler, l'analyste monétaire de la firme Dean Witter Reynolds.

Optimisme trépassé

Friquet comme le printemps, les courtiers embolèrent le pas en vendant tout, trois courants ou à terme, bons du Trésor, matières premières...

Vers midi, les valeurs en baisse étaient, sans fois, nombreuses que les valeurs en hausse. Seule consolation : à 212 millions de transactions, le volume est resté modéré, ne

dépensant que légèrement la moyenne habituelle. C'est ce dernier chiffre qui rassure et fait dire à certains que la chute n'aura été qu'une correction.

«Les investisseurs s'étaient auto-persuadés que le commerce extérieur allait s'améliorer», reconnaît Brian Fabian de la firme de courtage Thompson, à Chicago. Pourtant, la majorité des analystes semble partager l'optimisme prudent (ou électoral) du gouvernement. Alan Ackerman, directeur de la firme Gruntal (New-York), souligne que «l'économie américaine est en bon état» et que le Dow Jones dépasse actuellement de trois cents points son niveau de décembre dernier. «Certes, les importations augmentent, mais les exportations également, puisqu'en douze mois, elles ont grimpé de 22 %.

«Devantage d'importations cela veut dire davantage d'activité économique, ce qui est, somme toute, bon signe», souligne tout de même l'analyste de Michael Evans. Certains analystes évoquent d'ailleurs un possible resserrement du crédit et soupçonnent la hausse du rendement des bons du Trésor à trois ans (8,89 %) d'annoncer un mouvement similaire sur le plan bancaire.

Pour la deuxième fois, la Bourse de New-York a utilisé jeudi son nouveau dispositif informatique, destiné à limiter le recours au «program trading» au cas où la variation de l'indice atteindrait cinquante points par rapport à la valeur de clôture de la veille. A 14 heures, l'ordinateur central du Stock Exchange a cessé, pour la durée de la séance, d'effectuer les calculs et les transactions demandées par les firmes de courtage. Il faudra attendre quelques jours pour connaître l'effet précis de cette mesure. Il est à noter cependant que les courtiers étaient prêts à cette éventualité, puisqu'ils disposaient de tableaux préparés à l'avance et passaient ainsi commande de transactions qui ressemblaient à s'y méprendre au «program trading». Une conséquence positive indubitable de cette mesure a été la limitation du nombre des transactions.

CHARLES LESCAUT.

Contre-offensive éclair de la Banque du Japon

TOKYO
correspondance

La Banque du Japon a lancé une contre-offensive éclair, vendredi matin 15 avril, dès l'ouverture du marché des changes, et elle pouvait se flatter dans la soirée d'avoir stabilisé le front sur la cote des 124 yen pour un dollar.

Après une trêve qui avait permis aux membres du groupe des Sept de saluer un peu vite le retour à une certaine stabilité, le mouvement de contre-offensive américaine a remis à l'ordre du jour les métaphores militaires et les termes guerriers.

«La nuit a été courte», a déclaré le responsable des changes d'une grande banque européenne. Fondus au téléphone avec Londres et New York, les cambistes avaient vendu du dollar à tour de bras, jusqu'à très tard jeudi soir 14 avril et, dès l'ouverture vendredi, le billet vert perdait 2,20 yen pour se retrouver à 123,95.

La banque centrale japonaise, qui était déjà intervenue la veille sur le marché américain par l'intermédiaire de la Réserve fédérale de New-York, a sorti immédiatement son gros bâton, rachetant l'équivalent de 1 milliard de dollars dans la matinée, selon les estimations des cambistes.

«Elle a fait remonter le dollar à 124 yen, et cela a tenu comme du béton», a commenté alors un spécialiste japonais. Le marché s'est pratiquement endormi dans l'après-midi et le billet vert a clôturé à 124,13 yen.

Malgré une forte tentation de se débarrasser du billet vert, le marché a été impressionné par la présence de toutes les banques centrales lors des interventions de la veille en Europe et aux Etats-Unis. Les intervenants de Tokyo ont également tenu compte du ton très ferme adopté à Washington par le ministre des finances Kiichi Miyazawa, qui

avait promis une action vigoureuse pour soumettre le billet vert.

La devise américaine a néanmoins très mauvaise mine, et le seuil des 120 yen sera certainement testé dans un avenir proche, estiment les spécialistes. Mais on ira prudemment, pour ne pas se faire taper sur les doigts par le maître d'école.

La rechute du billet vert, suivie par une grosse défaillance à Wall Street, a interrompu la marche triomphale du Kabeto-Cho. L'indice Nikkei, qui avait inscrit, jeudi, un nouveau record historique à 27111,35, a cédé 217,78 yen. Mais il faut surtout voir une nouvelle démonstration de la capacité de résistance de Tokyo. La baisse est nettement inférieure à 1 %, et elle reflète surtout des prises de bénéfice opportunistes alors que les cours ont retrouvé un niveau élevé.

«La dernière fois que New-York avait chuté, il y avait eu un mouvement de panique des étrangers, qui ne s'est pas matérialisé cette fois-ci», constate un courtier étranger.

Pour 85 % des titres du Tokyo Stock Exchange, ceux des entreprises tournées avant tout vers un marché intérieur en pleine expansion, l'influence de l'Amérique et de son dollar malade s'est amoindrie. Restent les grands secteurs de l'exportation, comme les électriques, qui ont souffert vendredi. Il faudrait que le billet vert tombe au-dessous de 120 yen pour que l'on assiste à un déléstage massif sur l'ensemble de la cote.

Ce qui inquiète le plus les spécialistes de Tokyo, ce sont les mauvais souvenirs des Américains. Chute en octobre, rechute en avril, c'est le scénario de 1929. On espère ici que Wall Street aura les nerfs assez solides pour oublier ce cauchemar et attendre patiemment la réduction du déficit commercial. Un travail qui demandera encore des années.

BERNARD HAMP.

50.000.000.000

552 من الاحل

Économie

AFFAIRES

M. De Benedetti minoritaire

Le clan Suez gèrera seul la Générale de Belgique

Dans une chaude ambiance, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société générale de Belgique (SGB) du jeudi 14 avril s'est conclue par la défaite de M. De Benedetti. Celui-ci n'a réussi à faire élire aucun de ses représentants au conseil.

Le décompte des voix a donné 14,2 millions d'actions pour l'homme d'affaires italien et ses alliés contre 17,7 millions pour le clan emmené par Suez. Toutefois, M. De Benedetti estime que les 2 millions d'actions nouvelles qu'avait créées la SGB pour se défendre en janvier dernier doivent être soustraites du total de Suez. La justice devra trancher.

Quoi qu'il en soit, fort de sa majorité, Suez a fait élire au conseil douze de ses candidats au côté des douze directeurs actuels. Il s'agit de MM. Renaud de la Genière, président de Suez, Gérard Worms, Bernard Egloff, Antoine Jeannequin-Gagnani, Patrick Ponsolle et d'un représentant encore à désigner.

S'y ajoutent MM. François de Laage de Meux (CGE), Maurice Lippens (Assurances générales de Belgique), Georges Faber (Arbed, Luxembourg), Jean Van Marke et Piet Van Wayenberg (Lessius, banque d'affaires belge). M. Philippe

Bendon, actuel patron des patrons belges, qui sera, selon certains, amené à jouer un rôle important dans la société, a aussi été élu.

Les négociations qu'avaient entamées les deux groupes rivaux semblent dans l'impasse. M. De Benedetti continue à revendiquer la direction du comité exécutif, ce que lui refuse Suez. L'homme d'affaires italien estime toutefois que la guerre n'est pas perdue : « Je suis un actionnaire incontournable ». Le feuilleton de la Générale n'est sans doute pas terminé.

Le « dictateur » contre l'« envahisseur »

BRUXELLES
de notre correspondant

10 h 10. L'immense chapiteau monté pour les besoins de la cause dans la cour même de la Société générale de Belgique bruisse de multiples chuchotements, prélude aux beaux spectacles. Plus d'un millier de personnes sont présentes. Des journalistes qui ont tenu à acheter une action aux petits porteurs venus essentiellement par curiosité, en passant par la « clique » de l'un ou l'autre protagoniste. La « vieille dame » a bien fait les choses, choisissant notamment une esplanade d'hôtels sans revêtement des uns que les autres. Où sont les autres busiens d'antan ?

M. René Lamy, le gouverneur, ouvre la séance. Aux premiers rangs, sagement installés, « ceux de Suez » ; les bons élèves attendent, groupés autour du PDG, M. Renaud de la Genière. Mais la vedette du show, celui par qui le scandale est arrivé, M. Carlo De Benedetti, n'est toujours pas là. « Il ne viendra pas, il a peur », susurre une dame en manteau de tweed qui se tient visiblement pour « sa » Générale... enfin, celle d'avant.

Non, M. De Benedetti n'a pas peur. Le voilà qui arrive, tendu mais toujours bronzé, suivi de ses deux « associés » belges, le Flamand André Leyens et le francophone Pierre Scholier, et entouré de la « squadra » de ses collaborateurs,

MM. André Minc, François Suran... Le public est partagé : applaudissements et huées. M. Lamy, encore plus malin d'école que d'habitude, ne perd pas de temps pour engager les hostilités : « J'espère que l'incident de cette arrivée tardive ne se répètera pas ». Un souffle de ravissement passe sur la salle. « Ça » commence bien. Le spectacle promet d'être animé. La mise au point viendra quelques minutes plus tard : « Si Carlo De Benedetti est arrivé en retard, déclare un de ses partisans, c'est qu'il a été retenu dans un salon par Etienne Davignon ». Le vicomte tire pensivement sur sa pipe : « On nous a demandé de ne pas fumer, signale-t-il d'ailleurs un peu plus tard un actionnaire. Serais-ce trop demander à Etienne Davignon d'en faire autant ? ». Réponse de M. Lamy : « Cette pipe, c'est d'abord un ornement, il ne s'en sert pas ». Incident clos. Il n'y en aura pas beaucoup d'autres. Tant pis pour les amateurs de sensations fortes.

Économisme retrouvé

Le gouverneur, dans une communication solide, charpentée, mais terriblement légaliste, donne le ton. Tout au long de la journée, c'est à qui apparaitra comme le plus « ouvert au dialogue », le plus partisan d'« une nécessaire sérénité », le plus ardent défenseur « des actionnaires et de l'entreprise ». Le gouverneur félicitera les petits action-

naires présents qui, eux, n'ont pas « sacrifié à des préoccupations idéologiques » en vendant leurs actions. La dame en tweed en soupire d'aise. Symbole de cet étonnement retrouvé — où sont les propos acerbes échangés depuis deux mois ? — dans son intervention, M. De Benedetti demande même à la salle d'applaudir M. Lamy !

Les discours vont se succéder. Si les ténors ne tiennent pas leurs promesses, les « petits » en revanche s'en donnent à cœur joie. Un actionnaire, dans une envolée lyrique, cite à la fois Erasme, la sagesse grecque, le sens de la mesure européenne et les citoyens romains. Un autre, qui affirme : « Moi je suis venu par le train pour défendre la Générale », déclare sans ambages qu'il est temps de lutter contre les « envahisseurs ».

Surprise lorsque le fils d'un banquier italien come se lève et raconte par le détail le menu des négociations, « scindées de ces dernières semaines ». Le commentaire de M. Davignon ne se fera pas attendre : « Lorsqu'on a été chargé d'une mission de médiation confidentielle et que l'on raconte tout le lendemain, on peut chercher un autre job ! ».

À 16 heures seulement, on peut entrer dans le vif du sujet, le vote. On va enfin savoir après quatre mois d'incertitude qui possède quoi. Lui ! Le système informatique est défaillant. « S'ils avaient choisi Olivetti ! », commente un journaliste

italien. Contestations. Il faudra recompter tous les bulletins... à la main. « Comme pour une élection ! », commente, amère, la dame en tweed, qui se souvient des assemblées générales « d'avant », où les administrateurs étaient désignés à main levée et à l'unanimité.

Vers 20 heures, les résultats définitifs sont connus. Les vainqueurs sont ouverts : « L'accord n'est pas loin », déclare M. Gérard Worms. Les battus le sont moins : « Qui est le dictateur ? », interroge M. De Benedetti, qui n'a aucun représentant au conseil d'administration.

JOSÉ-ALAIN FRALON.

CAP Gemini Sogeti détient 14,9 % de CAP Group

C'était bien CAP Gemini Sogeti. Le groupe français de services informatiques s'est dévoilé, le vendredi 15 avril, en annonçant publiquement qu'il avait pris, à la Bourse de Londres, 14,9 % de la société britannique du même secteur CAP Group. L'investissement est d'environ 18 millions de livres (190 millions de francs). Depuis plus d'un an, CAP Gemini Sogeti achète des titres CAP Group par l'intermédiaire de la maison de courtage SG Warburg et on avait évoqué CAP Gemini (qui n'a malgré son nom plus aucun lien avec CAP Group).

Ce raid semblait avoir pour objectif d'empêcher la fusion projetée de la firme britannique avec sa consœur française Sema-Metra, filiale de Paribas, pour former un groupe européen (le Monde du 31 mars). Cette fusion aurait pu faire de l'ombre à CAP Gemini. Mais CAP Gemini précise qu'il n'est « pas opposé à cette fusion, bien au contraire. Nous voulons simplement en devenir un actionnaire significatif ». Le groupe ne précise pas s'il veut encore accroître sa taille dans CAP Group pour aller jusqu'à 29,9 %, seuil au-delà duquel il doit lancer une OPA, ce dont il n'a pas l'intention.

REPÈRES

Crédit à la consommation Forte hausse en France en 1987

Le crédit aux particuliers, sous ses différentes formes, a connu en 1987 une forte progression : 20,9 %, selon les données de M. Jean-Jacques Burgard, le délégué général de l'Association française des banques. Les banques ont accru l'an dernier leurs engagements à la clientèle (entreprises et ménages) de 12,1 %, mais leurs efforts ont surtout porté en direction des particuliers.

Les prêts personnels, qui prennent de plus en plus la forme de crédits de trésorerie, avec notamment le développement des crédits permanents (revolving), ont progressé de 36 % en 1987. Dans les crédits aux particuliers (en hausse globale de 22,7 %), les prêts à l'habitat ont connu l'an dernier une hausse de 20,9 %.

Pétrole Achat israélien à la Colombie

La Colombie et Israël ont signé, mercredi 13 avril, à Bogota, un protocole ouvrant la voie à d'importants achats d'hydrocarbures et de charbon colombiens par Israël. Les deux pays ont trois mois pour finaliser un accord qui permettrait à Israël d'acquiescer de 7 à 10 millions de barils de pétrole et de foud colombien et 2,2 millions de tonnes de charbon par an au cours des quatre prochaines années. En retour, la Colombie importerait de l'essence israélienne et aurait recours à la technologie israélienne pour développer des sources d'énergie non conventionnelles.

SOCIAL

Les effectifs salariés en 1987

- pratiquement stables, selon l'INSEE
- en légère augmentation, d'après l'UNEDIC

Stabilité. Selon l'INSEE, qui a rendu publiques, le 14 avril, ses premières estimations de l'évolution de l'emploi en 1987, les pertes et les créations intervenues en un an se seraient pratiquement compensées. Comme cela avait été le cas en 1986 et 1985.

Composé des salariés et des non-salariés, l'emploi « total » rassemble toujours, depuis trois ans, aux alentours de 21,2 millions de personnes avec de faibles variations (+ 0,1 % en 1987, + 0,1 % en 1986, + 0,5 % en 1985). Mais, précise aussitôt l'INSEE, ce maintien apparent est à chaque fois dû à des mesures précises, à savoir les stages. En 1985, le développement des TUC a permis d'atteindre un résultat positif. En 1986 et 1987, ce sont les formules comprises dans le plan d'urgence en faveur de l'emploi des jeunes qui ont sauvé la face et, parmi elles, principalement, les SIVE (stages d'insertion à la vie professionnelle). Sans ces dispositifs, les pertes globales d'emploi auraient été de 110 000 en 1985, de 40 000 en 1986 puis en 1987.

Les données fournies ne facilitent pas l'interprétation. Hors TUC et SIVE, le nombre de salariés — et non plus l'emploi total — aurait augmenté en 1985 puis légèrement diminué en 1986 et en 1987. Si l'on ne retient que la catégorie des effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles, la plus usuelle, et qui porte aujourd'hui sur 13,4 millions de personnes au travail, le résultat est sensiblement différent. Hors SIVE, la baisse a été de 0,7 % en 1985, de 0,3 % en 1986 et de 0,1 % en 1987.

Qu'en conclure ? Depuis l'année charnière de 1985, avant laquelle les pertes d'emploi avaient été massives, la situation est devenue incertaine. Un facteur déterminant comme les TUC aurait une période d'attente disparaitant ensuite au profit d'un autre comme les SIVE. Les mouvements se font très faibles autour de l'équilibre.

Des indices encourageants

Cela n'empêche pourtant pas les modifications, au profond. Si l'emploi non salarié continue de diminuer, à cause de l'agriculture, il se maintient dans l'industrie et progresse dans le tertiaire. Depuis dix années, maintenant, il reste stable dans ces deux derniers groupes additionnés et profite du mouvement de création d'entreprises, y compris de la part des chômeurs (60 000 en 1987). Parallèlement, l'emploi salarié industriel continue de régresser en 1985. Cent vingt mille postes avaient été perdus, 13 000 l'ont été en 1986 et encore 100 000 en 1987.

Les branches industrielles suppriment toujours des emplois alors qu'elles enregistrent des gains de productivité extrêmement importants (+ 4 % en 1987). Le bâtiment et les travaux publics affichent un léger mieux qui s'explique par le recours aux SIVE. Mais, surtout, le tertiaire marchand confirme sa bonne tenue. Hors SIVE, les effectifs y ont augmenté de 1 % chaque année depuis 1985. Les commerçants, avec les stagiaires jeunes, se sont bien comportés (+ 1,5 %) alors que les services marchands ont littéralement explosé (+ 2,5 %).

Nuancées, ces constatations de l'INSEE doivent cependant être comparées aux premières indications fournies par l'UNEDIC, de manière encore officieuse et qui, si elles étaient confirmées, permettraient de croire à une reprise significative de l'emploi salarié au cours

de l'année 1987. Une hausse nouvelle.

Le sujet a été abordé au cours d'une réunion d'experts, le 13 avril, et il semble bien que des indices encourageants se manifestent. Sur la population salariée assujettie à la cotisation pour l'assurance-chômage, l'UNEDIC évalue à 0,7 % l'augmentation des effectifs en 1987. Ce qui représenterait 90 000 emplois supplémentaires. Hors SIVE, la progression serait de 0,5 %.

Par rapport à l'INSEE, les données de l'UNEDIC amplifient les tendances. L'industrie perd ainsi 120 000 emplois et recule de 2,7 %. À l'inverse, le mouvement positif dans le tertiaire est accentué. Les services marchands ont recruté 141 000 personnes supplémentaires et voient leurs effectifs augmenter de 4,7 %. Les services non marchands ont 17 000 salariés de plus, et leur progression est de 2,2 %.

Manifeste, le sommet doit cependant être pondéré. Les calculs de l'UNEDIC sont influencés par la forte augmentation des missions d'interim, reportées dans les résultats du tertiaire. Ils ne tiennent pas compte des entreprises du secteur public telles que Charbonnages de France, EDF-GDF, la SNCF, la RATP, les PTT ou les hôpitaux qui ne sont pas soumis à une cotisation. En revanche, ils intègrent les évolutions du secteur des services non marchands qui, justement, augmentent leurs effectifs.

A champ statistique équivalent, et pour la même définition des effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles, une différence substantielle toutefois entre l'UNEDIC et l'INSEE. Hors SIVE, l'un pourrait annoncer une augmentation des effectifs salariés de 0,2 % en 1987, soit de 25 000 à 30 000 personnes, là où l'autre constate une baisse de 0,1 %.

Donc, les deux chiffres ne sont guère éloignés. Ils peuvent largement s'expliquer par les méthodes utilisées pour l'évaluation, par la plus grande sensibilité des indicateurs de l'UNEDIC au comportement des entreprises ou, encore, par les caractéristiques des populations observées. Il est par exemple possible que l'évaluation de l'UNEDIC, basée sur les centres de cotisation, enregistre plus rapidement la naissance ou la mort d'une entreprise. Par conséquent, elle détecterait plus tôt que l'INSEE les mouvements de récession ou de relance de l'activité économique.

Il n'empêche. Même si cela était le cas, il faudrait croire qu'un événement important se serait produit en 1987 : pour la première fois depuis des années, des créations d'emplois salariaux seraient liées. INSEE et UNEDIC sont d'ailleurs d'accord pour considérer que le phénomène, nouveau, se serait produit au premier trimestre et plus particulièrement au printemps. L'embellie, si elle se concrétise, serait déjà derrière nous.

ALAIN LEBLAUD.

Absentéisme : un jour par mois

Selon les premiers résultats de l'enquête INSEE sur la structure des salaires en 1986, les salariés se sont absentes en moyenne un jour pour des causes « occasionnelles ». C'est-à-dire ne comprenant pas les congés payés, les récupérations, ou les fractions de mois non effectuées pour cause d'embauche ou de départ en cours de mois durant le mois d'octobre 1986.

Plus la qualification croît, plus l'absentéisme « occasionnel » décroît : 0,29 jour d'absence pour les cadres, 0,61 pour les techniciens, 0,82 pour les agents de maîtrise, 1,07 pour les employés et 1,37 pour les ouvriers. L'INSEE souligne que « la cristallisation justifie le quart de l'absentéisme des employés » et que « les accidents du travail sont particulièrement élevés chez les ouvriers ».

Seuls 28 % des salariés ont une absence enregistrée (toutes causes confondues) en octobre 1986 pour une durée moyenne s'établissant à six jours.

• Fin de la grève SNCF à Paris-Nord. — Les agents d'accompagnement de la SNCF qui s'étaient mis en grève sur la banlieue Paris-Nord le 13 avril ont repris le travail vendredi 15 avril au matin. Cette décision a été prise après une négociation avec la direction régionale.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

ALSTHOM

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ
PART GROUPE :
+ 12 % EN 1987

Le Conseil d'Administration d'ALSTHOM s'est réuni le 13 avril 1988 sous la présidence de M. Jean-Pierre DESGEORGES, et a décidé de convoquer pour le 23 juin 1988 à 10 h 30, au Siège de la Société, une Assemblée Générale Mixte.

Dans cette perspective, le Conseil a arrêté les comptes sociaux et consolidés d'ALSTHOM pour 1987.

Les éléments caractéristiques de ces comptes sont les suivants :

EXERCICES (en millions de F)	1986	1987	Évolution
SOCIÉTÉ			
- Chiffre d'affaires	17.101	18.519	+ 8 %
- Résultat net	276	295	+ 7 %
- Marge brute d'autofinancement (*)	876	897	+ 2 %
GROUPE			
- Chiffre d'affaires consolidé	23.722	28.236	+ 19 %
- Résultat net consolidé	431	455	+ 6 %
- Résultat net consolidé part Groupe	391	437	+ 12 %
- Marge brute d'autofinancement part Groupe (*)	1.243	1.276	+ 3 %

(*) Somme du résultat net et des amortissements de l'exercice, hors dotation aux amortissements dérogatoires.

- Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe pour 1987 traduit la reprise de l'activité ferroviaire de JEUMONT-SCHNEIDER ainsi que celle de BERGERON et ne prend plus en compte l'activité Appareillage Bassa tension. Hors effet des changements de structure, l'augmentation du chiffre d'affaires est d'environ 7 %.

- Le résultat net consolidé représenté en 1987 1,6 % du chiffre d'affaires consolidé. - Le résultat net consolidé part Groupe représente 25,3 F par action contre 23,4 F par action en 1986.

Sur la base de ces résultats, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale de mettre en paiement, à compter du 30 juin prochain, un dividende de 16,5 F par action, maintenu inchangé, auquel sera attaché un avoir fiscal de 8,25 F, correspondant, compte tenu de l'augmentation du nombre d'actions, intervenue en 1987, à une distribution totale de 285 MF contre 275 MF en 1986. Comme les années précédentes, les actionnaires auront la possibilité de choisir, pour le dividende, entre le versement en numéraire ou le règlement en actions.

Le Conseil a, par ailleurs, décidé de proposer à l'Assemblée Générale de mettre les statuts de la Société en harmonie avec les lois du 17 juin 1967 et du 5 janvier 1969. Les modifications proposées concernent notamment le recours au procédé du titre au porteur identifiable, la suppression du régime de garantie des actions détenues par les Administrateurs et la faculté pour l'Assemblée Générale d'accorder à chaque actionnaire une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

Le Conseil a enfin décidé de proposer à l'Assemblée Générale de le doter de diverses autorisations financières lui permettant de tirer parti à tout moment des opportunités qui pourraient se présenter sur le marché financier en France et à l'étranger. Ces autorisations portent en particulier sur l'émission de valeurs mobilières simples ou composées dont les caractéristiques variées donnent la souplesse nécessaire notamment aux émissions internationales.



ALSTHOM

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Compte tenu de l'offre publique d'échange des actions de SEMA-METRA ouverte depuis le 11 avril 1988, le conseil d'administration de SEMA-METRA est amené à ne pas verser l'acompte sur dividende qu'il avait l'intention de distribuer avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire convoquée pour le 29 avril 1988.

Comme prévu, il sera proposé à cette assemblée la mise en distribution d'un dividende de 14 F auquel auront droit tous les actionnaires qu'ils aient ou non apporté leurs actions à l'offre publique d'échange.

Crédit National

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du Crédit National sera convoquée pour le 18 mai 1988 à 9 h 30 au siège social, 45, rue Saint-Dominique, Paris 7^e.

Les actionnaires nominatifs pourront se procurer les documents préparatoires à l'assemblée sur simple demande adressée au Crédit National.

Afin de justifier de leur qualité d'actionnaire, les propriétaires d'actions au porteur devront joindre à leur demande un certificat établi par l'intermédiaire teneur de leur compte et constatant l'indisponibilité de leurs titres.

Tout actionnaire souhaitant voter par correspondance peut solliciter, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un formulaire de vote par correspondance, soit auprès de la société, soit auprès de l'intermédiaire précité.

Epéda-Bertrand Faure



RÉSULTATS 1987

Le conseil d'administration du 13 avril 1988 a arrêté les comptes consolidés de l'exercice 1987.

Résultats en millions de F	1986	1987	ÉVOLUTION
Chiffre d'affaires	3 481	6 258	+ 80 %
Résultat courant avant impôt	244,9	478,5	+ 95 %
Bénéfice net (part du groupe)	108,6	201,6	+ 85 %

Cette évolution intègre l'incidence de l'entrée dans le groupe de la société Luchaire et ses filiales, et de la société SOTEXHO. A structure identique, c'est-à-dire en supposant la part contributive de ces nouvelles sociétés incluse dans les résultats du groupe de l'exercice 1986, la progression aurait été d'environ 15 % pour le chiffre d'affaires et de 54 % pour le résultat courant.

Cette très forte croissance s'inscrit dans une conjoncture favorable, notamment dans le secteur automobile mais elle concerne également les actions entreprises en matière de développement pour renforcer les positions de leader d'EPÉDA-BERTRAND FAURE et les investissements industriels réalisés afin d'améliorer sa compétitivité sur ses trois marchés : l'Europe, l'Amérique et le Japon. L'activité et les résultats de LUCHAIRE ont été affectés par des charges exceptionnelles dans le secteur aérospatial et par le coût des restructurations des branches aéronautique et automobile, compensées partiellement par des cessions d'actif.

Le bénéfice par action (de 25 F de nominal) s'élève à 64,40 F au lieu de 43,80 F en 1986, soit une progression de 47 % pour un nombre d'actions lui-même en augmentation de 26 % à la suite de l'opération de LUCHAIRE.

En conséquence le conseil d'administration propose à l'assemblée de verser le dividende net à 13 F, plus avoir fiscal de 6,30 F, contre 10 F (par action de 25 F de nominal), plus avoir fiscal de 5 F, en 1986.

Les comptes seront disponibles par consultation au siège de la société à partir du 28 avril 1988.



Compagnie La Hélin
Société anonyme au capital de 513 694 700 F
Siège social : 21, rue de la Ville-Périsse 75008 Paris
Assemblée générale

L'Assemblée générale ordinaire des actionnaires de la compagnie La Hélin, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice de 1987 et sur la répartition du résultat (versement d'un dividende de 14 F par action), se tiendra le 28 avril 1988 à 15 h 30, salle du théâtre de la Madeleine, 19, rue de Surcouf 75008 Paris.

Cette réunion sera suivie d'une assemblée générale extraordinaire ayant pour objet de se prononcer sur le changement de dénomination sociale en CLH-Compagnie La Hélin, et d'approuver aux statuts diverses modifications tendant notamment à mettre ceux-ci en harmonie avec les récentes dispositions modifiant le droit des sociétés.

Les actionnaires désirant assister à ces assemblées devront faire la demande d'une carte d'admission auprès de l'établissement dépositaire de leurs titres.

A défaut d'assister à ces assemblées, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des formules suivantes :

- donner une procuration à un autre actionnaire ou à son conjoint,
- adresser une procuration à la société sans indication de mandataire,
- voter par correspondance.

Les formules de vote par correspondance et de pouvoir, et les documents les accompagnant, ont été adressés aux actionnaires inscrits sur comptes nominatifs ou administrés.

Les titulaires d'actions au porteur inscrites en compte doivent faire la demande de ces formules à la société ou à la banque Indosuez 96, boulevard Haussmann 75008 Paris, par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard six jours avant la tenue des réunions.

Dans ce cas, ils n'auront plus la possibilité de se faire représenter ou de participer directement à ces assemblées.

La Compagnie tient à la disposition de ses actionnaires les documents préparatoires de l'Assemblée tels qu'ils sont visés par les articles 133 et 135 du décret du 23 mars 1967 ; pour obtenir ceux-ci, la demande doit être faite au siège social.

Privatisations:
le bilan
du capitalisme
populaire.

L'Expansion



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu
75060 Paris Cedex 02

SITUATION DES SICAV AU 31 MARS 1988

ORIENTATION	SICAV ACTIONS				SICAV OBLIGATIONS			SICAV TRESORERIE	
	AGF ACTIONS	AGF INVEST	AGFMD	AGF 5000	AGF ECU	AGF INTERFONDS	AGF OBLIG	PHENIX PLACEMENT	AGF SECURITE
Nombre d'actions	1.694.730	1.196.754	5.038.831	6.058.211	1.028.855	2.311.975	488.455	1.872.532	12.124
Actif net par action (en francs)	957,13	95,12	541,35	489,59	1.088,40	417,93	1.100,95	258,89	10.657,57
Actif net total	1.629.403.836	113.837.227	2.727.674.288	2.945.336.441	1.119.946.907	958.248.572	538.888.880	484.772.880	129.212.421
Répartition de l'actif (en %)									
- Obligations françaises	18,54	22,00	25,24	25,56	43,11	43,28	85,28	78,75	1,44
- Obligations étrangères	0,80	4,37	0,28	-	28,93	36,27	-	-	-
- Actions françaises	27,57	23,81	60,11	60,85	1,59	8,71	9,07	-	-
- Actions étrangères	38,21	34,78	8,22	3,08	-	0,97	-	-	-
- Autres actifs	13,86	15,04	6,15	7,51	25,37	11,17	5,73	20,25	98,56
Dividende unitaire	26,57	22,16	22,16	13,00	68,16	23,26	43,37	20,64	Ouvert au public le 15.5.87
Net/Avoir fiscal	4,14	1,89	1,89	1,90	0,85	1,25	9,84	1,55	Ouvert au public le 15.5.87
Performance (*) depuis le 1.1.86	+ 8,14	+ 8,13	+ 2,20	+ 4,23	+ 4,86	+ 6,60	+ 5,51	+ 3,83	+ 1,83

(*) Chiffrement Paribas au 31.03.88 (dividende net réinvesti).

AU 31 MARS 1988, L'ACTIF NET TOTAL DES 9 SICAV DU GROUPE DES ASSURANCES GENERALES DE FRANCE S'ELEVE A 9,55 MILLIARDS DE FRANCS

Souscriptions, rachats, renseignements généraux : Banque Générale du Phénix, 31 rue La Fayette, 75008 PARIS, tél. 42.80.86.80 Au guichet des banques et chez tous les agents de change. Communication des valeurs quotidiennes des titres au 42.44.12.22.



RHÔNE-POULENC

RHÔNE-POULENC S.A.

US\$ 325,000,000
Multi-Option Financing Facility

Arranged by
BNP Capital Markets Limited

Co-Arranged by
Barclays Bank S.A.

Lead Managed by
Banque Nationale de Paris
Banco Di Napoli - Paris Branch
Citibank N.A.
Crédit Industriel et Commercial De Paris

Managed by
Banque Française du Commerce Extérieur
Crédit National

Co-Managed by
Amsterdam-Rotterdam Bank N.V. Paris Branch
The Bank of Tokyo, Ltd.
Banque Paribas
Crédit Commercial De France
Crédit du Nord
Générale Bank

Facility Agent
Banque Nationale de Paris

Banco Central Succursale de Paris
BRED Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts
Commerzbank A.G. Succursale de Paris
Barclays Bank S.A.

Caisse Centrale des Banques Populaires

Bank America Capital Markets
Banque Indosuez
Banque Worms
Crédit Lyonnais
The Fuji Bank, Limited - Paris Branch -
Istituto Bancario San Paolo di Torino, Succursale de Paris

BNP BNP Capital Markets Limited

مركز من الاجل

BOURSE DU 14 AVRIL

Cours relevés:
à 17 h 30

Règlement mensuel												VALEURS											
Compteur	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%	Compteur	VALEURS	Cours	Précéd.	Dernier	%
1004	A.S. 55 3973	1481	1480	1482	+ 0.07	1004	C.R.E. 256	1705	1705	1705	0.00	1004	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1004	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1006	B.A.P. T.P.	1048	1048	1048	+ 0.30	1006	C.C.F. T.P.	1069	1069	1069	- 0.64	1006	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1006	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1008	C.C.F. T.P.	1069	1069	1069	- 0.64	1008	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1008	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1008	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1010	Châ. Lyon T.P.	1067	1067	1067	+ 0.28	1010	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1010	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1010	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1012	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1012	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1012	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1012	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1014	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1014	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1014	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1014	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1016	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1016	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1016	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1016	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1018	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1018	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1018	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1018	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1020	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1020	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1020	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1020	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1022	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1022	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1022	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1022	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1024	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1024	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1024	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1024	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1026	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1026	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1026	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1026	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1028	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1028	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1028	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1028	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1030	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1030	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1030	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1030	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1032	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1032	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1032	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1032	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1034	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1034	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1034	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1034	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1036	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1036	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1036	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1036	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1038	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1038	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1038	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1038	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1040	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1040	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1040	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1040	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1042	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1042	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1042	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1042	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1044	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1044	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1044	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1044	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1046	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1046	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1046	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1046	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1048	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1048	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1048	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1048	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1050	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1050	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1050	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1050	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1052	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1052	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1052	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1052	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1054	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1054	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1054	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1054	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1056	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1056	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1056	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1056	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1058	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1058	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1058	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1058	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1060	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1060	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1060	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1060	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1062	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1062	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1062	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1062	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1064	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1064	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1064	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1064	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1066	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1066	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1066	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1066	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1068	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1068	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1068	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1068	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1070	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1070	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1070	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1070	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1072	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1072	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1072	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1072	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1074	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1074	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1074	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1074	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1076	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1076	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1076	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1076	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1078	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1078	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1078	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1078	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1080	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1080	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1080	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1080	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1082	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1082	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1082	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1082	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1084	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1084	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1084	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1084	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1086	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1086	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1086	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1086	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1088	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1088	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1088	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1088	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1090	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1090	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1090	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1090	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1092	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1092	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1092	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1092	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1094	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1094	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1094	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1094	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1096	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1096	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1096	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1096	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1098	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1098	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1098	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1098	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1100	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1100	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1100	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1100	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1102	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1102	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1102	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1102	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1104	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1104	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1104	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1104	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1106	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1106	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1106	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1106	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1108	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1108	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1108	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1108	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1110	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1110	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1110	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1110	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1112	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1112	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1112	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1112	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1114	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1114	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1114	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	1114	St. Louis	1480	1480	1480	0.00
1116	St. Louis	1480	1480	1480	0.00	11																	

Comptant (collection)

[illegible]**SICAV** (after[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS	
	paric.	14/4.	Achat	Vente
Euro-Unité (87)	5 742	5 756	5 680	5 826
ECU	7 038	7 004		
Allemagne (100 DM)	389 130	389 110	388	389
Belgique (100 F)	213	213	18 900	18 900
France (100 F)	202 280	202 280	233	313
Grèce (100 lire)	88 660	88 610	85	92
Irlande (100 Ir£)	91 950	91 240	85	90
Italie (100 Lira)	10 350	10 372	10 250	10 350
Chèque (C. 2 F.)	4 248	4 247	2 280	4 650
Italie (100 lire)	4 576	4 573	4 300	4 600
Spain (100 pes.)	408 830	408 440	395	410
Sweden (100 kr.)	56 320	56 320		
Austria (100 sch.)	48 280	48 280	48 750	48 750
Europe (100 pes.)	5 116	5 100	4 900	5 100
Portugal (100 esc.)	4 157	4 148	3 950	4 080
Costa Rica (100 c.)	4 631	4 628	4 450	4 600
Colombia (100 p.)	4 535	4 528	4 490	4 520

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 14/4
Or fin (pale au gram)	82500	82260
Or fin (au gram)	82390	82250
Pice Indonésien (200 f)	512	511
Pice Indonésien (100 f)	256	255
Pice Indonésien (20 f)	540	537
Pice Indonésien (10 f)	483	479
Souverains	852	851
Pices de 20 dollars	2915	2910
Pices de 10 dollars	1457 50	1452 50
Pices de 5 dollars	735	800
Pices de 50 pences	3115	3176
Pices de 10 pences	608	598
Or Londres	448 50	447
Or Zurich	450	450 50
Or Hongkong	450 45	447 05
Argent Londres		

Coupon
 C. Oued. Française
 D. Indonésien
 D. Indonésien (100 f)
 D. Indonésien (20 f)
 D. Indonésien (10 f)
 D. Indonésien (5 f)
 D. Indonésien (2 f)
 D. Indonésien (1 f)
 D. Indonésien (0.5 f)
 D. Indonésien (0.2 f)
 D. Indonésien (0.1 f)
 D. Indonésien (0.05 f)
 D. Indonésien (0.02 f)
 D. Indonésien (0.01 f)
 D. Indonésien (0.005 f)
 D. Indonésien (0.002 f)
 D. Indonésien (0.001 f)
 D. Indonésien (0.0005 f)
 D. Indonésien (0.0002 f)
 D. Indonésien (0.0001 f)
 D. Indonésien (0.00005 f)
 D. Indonésien (0.00002 f)
 D. Indonésien (0.00001 f)
 D. Indonésien (0.000005 f)
 D. Indonésien (0.000002 f)
 D. Indonésien (0.000001 f)
 D. Indonésien (0.0000005 f)
 D. Indonésien (0.0000002 f)
 D. Indonésien (0.0000001 f)
 D. Indonésien (0.00000005 f)
 D. Indonésien (0.00000002 f)
 D. Indonésien (0.00000001 f)
 D. Indonésien (0.000000005 f)
 D. Indonésien (0.000000002 f)
 D. Indonésien (0.000000001 f)
 D. Indonésien (0.0000000005 f)
 D. Indonésien (0.0000000002 f)
 D. Indonésien (0.0000000001 f)
 D. Indonésien (0.00000000005 f)
 D. Indonésien (0.00000000002 f)
 D. Indonésien (0.00000000001 f)
 D. Indonésien (0.000000000005 f)
 D. Indonésien (0.000000000002 f)
 D. Indonésien (0.000000000001 f)
 D. Indonésien (0.0000000000005 f)
 D. Indonésien (0.0000000000002 f)
 D. Indonésien (0.0000000000001 f)
 D. Indonésien (0.00000000000005 f)
 D. Indonésien (0.00000000000002 f)
 D. Indonésien (0.00000000000001 f)
 D. Indonésien (0.000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000000000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.00000000000000000000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000000000000000000002 f)
 D. Indonésien (0.000000000000000000000000000000001 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000000000000000000005 f)
 D. Indonésien (0.0000000000000000000000000000000002 f)
 D. Indonésien (

Hors-cote

dro-Energie	212	30
.....	136	14
.....	174
.....	141 70	14
.....	180
.....	328	33
(Kanto)	546	58
.....	66 20
.....	250
.....	11 80	1
.....	616	70
.....	330
.....	172 80	17
.....	56 30
.....	306
.....	706	70
.....	380
.....	127

Estimate Requisition ..
Basic

Eurodyn
 Euro-Gas
 Euro-Mat
 Fibred Placement
 Fibred Vulcanizates
 Formosa-Mat, per 102
 Formical
 Franco-Gas
 Franco-Gummi
 Franco-Investing
 Franco-Oilgummi
 Francic
 Francic-Plaste
 Francic-Rigione
 Franci-Americanis
 Franci-Spangas
 Francisapi

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
2 Le détournement du Boeing koweïtien. 3 La signature de l'accord sur le retrait soviétique d'Afghanistan. 4 Corée du Sud : démission de l'ancien président Chun Doo Hwan. 5 RFA : la préparation du congrès de Wiesbaden.	6 Le débat sur l'immigration et l'électorat du FN au centre de la campagne. 8 La lecture des Dignos au président. 10 Un sondage d'IPSOS sur les choix des Français. — « Le journal d'un amateur » par Philippe Bouchier.	23 La grande enquête nationale de l'ARC provoque de vives critiques. 24 La responsabilité de la bavure de la rue de Mogador : Gilles Burgeat, le CRS encombrant. — Communication : M. Droit se met en congé de la CNCL.	20 D'Homère à Lewis Carroll. — La Belle Maguelone et Zéide. — Trois peintures à l'hôtel de Ville de Paris. SPORTS 12 Football, basketball, handball.	27 Le déficit du commerce extérieur américain. — Sortie d'usine du TGV Atlantique. 28 Les affectifs salariés en 1987. — Le plan Suez gèrera seul la Société générale de Belgique. 30-31 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 26 Carnet 25 Jeux 18 Météorologie 26 Campus 25 Philastie 25 Loto 25 Radio-télévision 22 Spectacles 21	● Déroulement du Boeing koweïtien : le déroulement ? ETR ● Election présidentielle : tous les sondages TLO ● Jouez avec le Monde JEUX Actualités, International, Sources, Abonnements, Campus, AFP. 3615 Taper LEMONDE

L'ouverture du huitième Salon du livre

Un débat... superficiel

« Que ces pavillons de foire sont bas de plafond ! », disaient jeudi soir 14 avril, à l'inauguration, porte de Versailles, du huitième Salon du livre, tous les nostalgiques de la verrière du Grand Palais, quoiqu'elle s'élevât décalée des précédents salons.

Dans la journée, pourtant, les visiteurs déjà nombreux se félicitaient, pour la plupart, de voir succéder aux 15 000 m² surélevés du Grand Palais, 28 000 m² qui offrent de meilleures conditions de visite. Le démantèlement du Salon du livre à la porte de Versailles a aussi permis d'ouvrir cette manifestation à des éditeurs étrangers.

Ce sont les Britanniques qui, cette année, sont présents en grand nombre avec, en particulier, un vaste stand du British Council, fournissant toutes les informations qu'on peut souhaiter sur les livres anglais, et la manière de se les procurer en France.

Mais à partir de 20 heures, au cours de la soirée officielle d'inauguration, qui réunissait éditeurs, écrivains, personnalités du monde politique, intellectuel et médiatique, on parlait moins de ces nouveautés du Salon, des livres et de toutes les activités proposées aux visiteurs jusqu'à mercredi soir 20 avril (le Monde du 15 avril que du nouveau « lieu », le parc des expositions de la porte de Versailles. Certains n'étaient pas loin de développer des théories sur l'exil, le pavillon qui abrite le Salon étant en bordure du boulevard périphérique... le défilé parisien était, on le voit à son comble.

D'autres s'interrogeaient, avec plus de raison, sur le changement « qualitatif » du salon, qui, rejoignant un parc des expositions, et doublant quasiment sa surface, devient plus « une foire », « ce qui modifiera nécessairement le contact que nous avons avec nos lecteurs », affirmait des écrivains. Ils ont peut-être raison, mais ces réflexions paraissent tout de même singulièrement prématurées. Attendons donc jeudi prochain pour tirer les conclusions de cette expérience.

Les seuls constats qui ne prêtent pas à confusion, parce qu'ils tiennent de vérités de la Palice, énoncés, jeudi 14 avril, qu'il est « plus fatigant de parcourir 28 000 mètres carrés que 15 000 » et que « le nombre des invités ayant dû être augmenté à la mesure de l'espace, on ne circulait pas mieux que les soirs d'inauguration au Grand Palais ». Et voilà qu'on retrouve le débat de « fonds » sur la fameuse verrière dans le pavillon, « plus bas de plafond » l'inauguration du Salon du livre, tenait plus de la célébration d'un événement ou de la promenade dans la plus grande librairie éphémère de France !

Jo. S.

Question posée par le président des Tignes Rodin :

MODE : VOTRE POUVOIR D'ACHAT QUINTUPLÉ ?

Si vous préférez 5 vêtements à un seul, la solution, c'est votre habileté et nos tissus.

Exemple : pour le prix d'une unique robe à 1 000 F, vous pouvez facilement choisir 5 très beaux mixages. Et la qualité en plus - choix abondant d'imprimés, cotons, linages, toiles, polyester, lins, etc.

Commencez sans risque, avec un joli tissu, un surcoût pour 100 F, 200 F, ou moins !

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Le sort des otages français au Liban Rumeurs d'espoir et menaces

L'ombre des otages se profile toujours sur la campagne électorale. Même si M. Le Pen est le seul candidat à user ouvertement de cette carte pour attaquer par avance M. Chirac, nul doute que l'affaire des otages est bien présente à l'esprit au moins du premier ministre et du président de la République.

Toutes les spéculations sur une libération d'un ou deux otages ont été relancées jeudi 14 avril par un coup de téléphone anonyme donné au bureau d'une agence de presse occidentale à Beyrouth. L'interlocuteur, se réclamant du Jihad islamique, a affirmé que deux otages français allaient être libérés dans les vingt-quatre heures. La plupart des précédentes libérations d'otages avaient bien été annoncées à l'avance, mais par un communiqué écrit en arabe auquel était jointe au moins la photo d'un otage. La communication téléphonique de jeudi doit donc être accueillie avec la plus extrême prudence, d'autant plus que les observateurs à Beyrouth n'ont remarqué vendredi matin aucune disposition spéciale dans les différents services d'ordre qui quadrillent la partie ouest (musulmane) de la capitale.

Ce devrait pourtant être le cas si les déclarations faites jeudi soir à Paris par M. Othman Adham, un homme

d'affaires syrien très proche du président Assad, étaient totalement fondées. Selon M. Adham, deux otages français devraient être libérés au plus tard samedi, fusée de quoi l'armée syrienne investirait la banlieue sud de Beyrouth, place forte chiite où les otages sont détenus. Là encore, il faut prendre avec prudence les propos de M. Adham, qui a toujours dans le passé cherché à grossir le rôle de la Syrie dans les libérations d'otages. Or on sait parfaitement que si Damas a les moyens de s'opposer à des libérations, elle ne peut pas elle seule en obtenir. Invoquer la banlieue sud de Beyrouth reviendrait, d'autre part, à mettre en danger la vie des otages et à déclencher une crise ouverte entre Damas et Téhéran.

A Paris, les autorités concernées sont encore plus prudentes dans leurs commentaires depuis le début du détournement du Boeing des Koweïtiens, dont on a toutes les raisons de penser qu'il est l'œuvre d'extrémistes du Hezbollah, peu désireux de voir libérer des otages français tant que le Koweït ne relâchera pas les dix-sept terroristes chiites emprisonnés pour la vague d'attentats commis dans l'Emirat en 1983. Le Jihad islamique, photos d'otages à l'appui, n'est-il pas

menacé, il y a quelques jours, d'assassiner ses prisonniers français et américains si une opération militaire était menée contre l'appareil détourné ?

Un léger espoir est cependant revenu dans l'entourage de M. Pasqua depuis que les Algériens ont accepté de jouer les médiateurs, et M. Marchiani, l'ambassadeur préféré du ministre de l'Intérieur, a repris son bâton de pèlerin. On confirme de plusieurs sources qu'un accord global a bien été « bouclé » avec Téhéran, mais on s'inquiète des impondérables et des conditions matérielles d'une libération de deux otages (personne ne croit que les trois puissent être récupérés avant les élections). L'acharnement que met M. Pasqua dans cette affaire soulève cependant de plus en plus d'interrogations dans l'entourage de M. Chirac, au fur et à mesure que l'on se rapproche de la date de l'élection présidentielle. Certains proches du premier ministre se demandent si sa cause ne sera pas desservie par les spéculations sur le prix payé que ne manqueraient pas de soulever la libération de deux otages. M. Mitterrand, d'autre part, aurait beau jeu de rappeler qu'il n'est favorable à des négociations qu'en cas de libération de tous les otages.

J. A.

A la suite d'incidents survenus jeudi soir à Nanterre

Grève à la RATP

La CGT a lancé un mot d'ordre de grève sur l'ensemble du réseau RATP, vendredi 15 avril, à la suite d'incidents qui se sont produits jeudi soir, au dépôt de Nanterre (Hauts-de-Seine). Le service était assuré dans la matinée à 96 % sur l'ensemble du réseau Paris-banlieue de la RATP. Au dépôt de Nanterre, 49 autobus étaient sortis sur les 100 prévus. Sur la ligne A du RER, entre Vincennes et Fontenay-sous-Bois et Vincennes et Val-de-Fontenay, la circulation a été interrompue peu après 7 heures, en raison de la rupture d'un caténaire. Le trafic a été également interrompu sur la ligne Nation-Porte Dauphine, en raison d'un suicide à la station Rome.

Jeudi soir, la police est intervenue dans le dépôt de bus de la RATP de Nanterre où des agents négociaient la levée de la révocation d'un délégué CGT, M. Alain Berdel, licencié après le constat de dix-huit « manquements à la discipline » et de « fautes professionnelles » en moins de trois ans.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 15 avril

Vive baisse initiale

Le marché a reculé vivement, vendredi 15 avril dès l'ouverture, dans le sillage de Wall Street, au lendemain de la publication du montant du déficit commercial américain. Dès l'ouverture, il perdait 2 %. Toutefois, au cours de matinée, il réduisait cette perte, et l'Indicateur revenait à - 1,5 %. A la hausse figuraient la SCOA (+ 7,5 %), Nord-Est (+ 3,8 %), Schneider (+ 3,6 %), Coditel (+ 2,3 %) et Ecco (+ 2 %).

Le numéro du « Monde » daté 15 avril 1988 a été tiré à 545 337 exemplaires

(Publicité)

SOYEZ HOMME... DU MONDE

A l'élégance des manières, à la courtoisie et à la bonne éducation, ajoutez le raffinement vestimentaire. Savoir s'habiller, c'est aussi accepter le regard de l'autre.

A LA VOGUE, on vous montrera des costumes griffés réalisés dans un remarquable prêt-à-porter de luxe, des chemises, des cravates, et surtout des matières, des coupes et des coloris qui conviendront à votre look.

La gamme de prix permet de n'investir qu'un budget raisonnable, d'autant que les lecteurs du Monde ont droit aux retouches gratuites.

LA VOGUE, 38, bd des Italiens (près Opéra) et Centre commercial Vélizy-II.

MEME CE QUI VA SANS DIRE VA MIEUX EN LE DISANT... ET

LE PRÊT-A-PORTER MASCULIN
SIGNÉ DES GRANDS COUTURIERS

à des prix ÉTONNANTS (de 25 à 35 %)

LE VOUS LE GARANTIS c'est STEPHANE MEN'S de luxe

2 MAGASINS « RÉVOLUTIONNAIRES » A PARIS A VOTRE SERVICE

Ouverts (en fond de cour) de midi à 19 h 30, du mardi au samedi
Champs-Élysées : 5, rue de Washington - Métro George-V
Rive gauche : 130, bd St-Germain - Métro Odéon
A Strasbourg : 19, faubourg National (12^e étage)
Pour la franchise : France et étranger, Tél. 42-89-01-11

(Publicité)

Merveilleux Tissus
soldés 39,50 F le m en 270.

Antipoussière, feu, à coller ou tendre sans joint.

300 000 m² en stock

chez Artirec

8, impasse Saint-Sébastien, 11^e
M^{re} Saint-Sébastien-Froissart ou Richard-Lenoir

Superbes Moquettes 59,50 F/m² anti-staïk, usure, feu, salissures.
Chintz 1^{er} choix anti-salissures soldé 39,50 F le m en 140.
Beaux sois plastiques soldés 19,50 F/m², etc., etc., etc.

Artirec-sols : 4, bd de la Bastille, 12^e M^{re} Quai de la Râpée (43 40 72 72). Autres dépôts : 94 Kremlin-Bicêtre : M^{re} Pie d'Italie (46 58 81 12), 94 St-Maur : (48 93 19 97), 97 Plaisir : N12 (30 55 55 15).

A B C D E F G H

Sur le vif Retraite à dix-huit ans

J'ai cent ans, moi, aujourd'hui, les enfants ! Hier soir, je sais pas ce qui m'a pris, j'ai fait la comédie de ma vie. J'ai joué aux autos tamponneuses entre les stands du Salon du livre, à la porte de Versailles, littéralement prise en gèle, pare-chocs contre pare-boue, dans les remous d'une foule tournoyante et déboussolée. Et sur qui je tombe — décidément, c'était pas mon jour — sur mon amie Jeanine.

Vous savez, Jeanine, celle qui a la grosse tête depuis que sa fille a sauté une classe. Elle le tire, cette gamine, elle la pousse, elle la hisse. Elle la voyait déjà s'étaler sur les affiches électorales au temps où nos politiciens montraient leurs grandes dents à des Petits Chaperons rouges cueillis à la sortie des écoles. Et puis, là, elle l'a reconvenue dans le show biz.

Elle rampe, pauvre naufragée, à la recherche du stand Nathan. Elle s'approche à moi comme à une bouée, et elle me prend la tête.

— Dis donc, tu sais que Véro a un don. Je l'ai entendue chan-

ter dans la salle d'ess. C'est génial. Faut absolument que tu me la pistoignes auprès de Jacques Martin pour l'Ecole des fans.

— Elle est beaucoup trop vieille, arrête ! Dix-sept ans, tu te rends compte ! Tiens, essaie de tourner à gauche, Nathan c'est plus...

— Non, mais ça va pas ! Elle a seize ans et dix mois. L'âge d'Else, de Charlotte, de Venessa, de toutes ces vampettes qui sautent leur stylo, leur pouce ou leur micro en couverture de Paris-Match. Tiens, Nathan, c'est là... Ah merde, siors !

— Quoi, qu'est-ce qu'il y a ?

— Tu vois bien, le photo 18, Barbara, la nouvelle Sagan, la vedette du Salon. Regarde ce qui est écrit : elle a onze ans, celle-là !

— Ben oui, tu savais pas ? Normal, remarque, avec la retraite à dix-huit ans pour les rigoles du microfilm, ils ont compris, dans l'édition, les coupes leur bête en herbe.

CLAUDE SARRAUTE.

ISRAËL

M. Shamir est prêt à inviter M. Chevardnadze

Le président du conseil israélien, M. Itzhak Shamir, est prêt à inviter en Israël le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, s'il est sûr que son invitation sera acceptée, a annoncé, vendredi 15 avril, le porte-parole de M. Shamir.

Moscou a rompu ses relations avec Israël il y a vingt et un ans à la suite de la guerre de six jours, mais les responsables à Jérusalem se sont sentis encouragés par certains signes de rapprochement récents.

L'annonce, cette semaine, d'une prochaine visite de M. Chevardnadze sur Proche-Orient a particulièrement excité leur curiosité.

« Si le président du conseil était sûr que M. Chevardnadze accepte une telle invitation, il l'inviterait à visiter Israël et à discuter des relations mutuelles et des problèmes communs », a dit le porte-parole de M. Shamir, M. Yossi Ahimier. — (Reuters.)

Grands Jurys spéciaux RTL-Le Monde

« Le grand jury RTL-Le Monde » organise, avant la première tour de l'élection présidentielle, une série d'émissions spéciales auxquelles il a convié tous les candidats à l'élection présidentielle.

Les « Grands Jurys » se dérouleront de la façon suivante sur l'antenne de RTL avec la participation institutionnelle de journalistes du Monde :

- Dimanche 17 avril à partir de 18 h 15 : M. Pierre Juquin (Rénovateurs), M^{me} Arlette Laguiller (LO), M. Antoine Waechter (Verts) et M. Pierre Bousselet (MPPF).
- Mardi 19 avril à 18 h 15 : M. André Lajoie (PCH).
- Mercredi 20 avril à 18 h 15 : M. Jean-Marie Le Pen (FN).
- Vendredi 22 avril à 18 h 15 : M. Jacques Chirac (RPR).

RENAULT ÉTOILE
CETTE SEMAINE, UNE SÉLECTION DE 30 SUPERCINQ A

3800 F MAXIMUM

Sur une sélection de 30 SUPERCINQ marquées d'un point rouge
Sur présentation de cette annonce la carte grise vous est offerte

Tél. 42 89 01 11 (Paris) - Tél. 43 01 93 92 (Provence)
Prix de détail de la Renault 5000 : 7 700 000 F (hors taxes)
TVA 2,1 % de franchise : 7 850 000 F (hors taxes)

Le Monde sur minitel

PRESIDENTIELLE :
Tous les sondages pour comprendre

36.15 TAPEZ LEMONDE
IPSOS 36.16 TAPEZ LMINFO